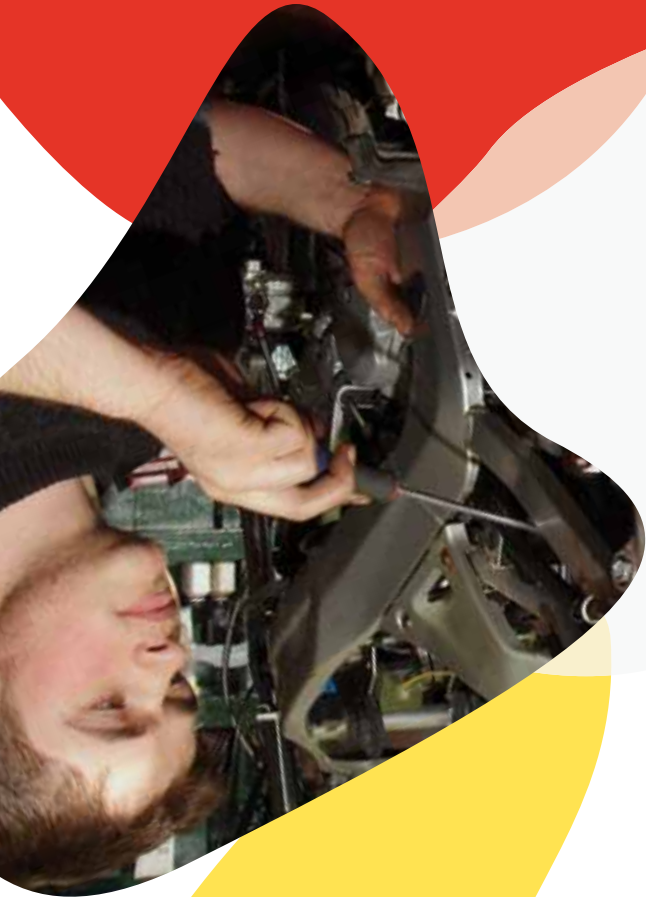


La formation professionnelle en Espagne et en France guide pour la mobilité

La formación
profesional
y en España
guía para
la movilidad



- Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative
 - Direction des relations européennes et internationales et de la coopération (DREIC)
 - Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO)
- *Ministerio de Educación*
 - Secretaría de Estado de Educación y Formación Profesional*
 - Dirección General de Formación Profesional*

Conception - *Diseño*
Délégation à la communication

Réalisation - *Realización*
Linéal

- ← *Ministerio de Educación*
 - Secretaría de Estado de Educación y Formación Profesional
 - Dirección General de Formación Profesional
- *Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative*
 - Direction des relations européennes internationales et de la coopération (DREIC)*
 - Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO)*
- Diseño** - *Conception*
 - Délégation à la communication
- Realización** - *Réalisation*
Linéal



Ángel Gabilondo Pujol,
Ministre de l'éducation
du royaume d'Espagne

Le programme de travail « Éducation et Formation 2010 » a été d'une grande importance pour la collaboration européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation et pour la mise en place d'instruments communs afin de promouvoir la qualité, la transparence et la mobilité. La « Stratégie européenne 2020 » devra poursuivre dans cette direction à un moment où l'Europe est confrontée à de nombreux défis.

Les conseils des ministres de l'éducation, de la jeunesse et de la culture tenus pendant la Présidence espagnole ont affirmé que dans le cadre d'une politique sociale en temps de crise, la reprise de l'économie et du marché du travail devait reposer sur une éducation et une formation de qualité accessibles à tous, en particulier sur l'acquisition des compétences clés à tous les niveaux d'enseignement comme moyen efficace de prévention du risque d'exclusion.

Je voudrais insister ici, en ce qui concerne les compétences clés, sur l'importance des compétences sociales et civiques pour assurer aux citoyens une connaissance élémentaire des codes de conduite et des coutumes des différents environnements dans lesquels ils évoluent et pour garantir la participation active et démocratique de tous. En ce sens, il n'est rien qui contribue davantage au respect des autres et à l'ouverture d'esprit, surtout pendant les années de formation, que de franchir les frontières et d'entrer en contact avec d'autres cultures. Pour ces raisons, et parce que cela constitue un mode de transmission des connaissances indispensable pour toute société, il faut favoriser, dans le cadre de la formation professionnelle, la mobilité des élèves et des formateurs comme élément essentiel d'apprentissage et moyen de développer l'adaptabilité à de nouveaux environnements de travail.

Les séminaires organisés à Toulouse et à Séville ont démontré que la collaboration entre la France et l'Espagne est possible et nécessaire ; que les échanges sont bénéfiques aux personnes et aux institutions, et que les administrations des deux pays sont disposées à réaliser cette collaboration. Les différences inévitables entre nos systèmes éducatifs ne doivent pas être un obstacle infranchissable à la découverte des éléments communs qui facilitent la mobilité et la reconnaissance des formations acquises dans le pays partenaire. Notre tâche doit maintenant être d'identifier les points de rencontre qui permettent de valoriser les similitudes face aux différences et empêcher qu'un élève de formation professionnelle souhaitant participer à un échange doive y renoncer pour des raisons économiques.

Je souhaite que ce guide et la précieuse information qu'il contient soient un premier pas dans cette direction. Personne aujourd'hui ne doute que l'éducation et la formation sont un processus qui ne s'arrête pas à la fin des études, mais qui se poursuit tout au long de la vie. Aussi, si la conquête de la dimension temporelle semble acquise, il convient aujourd'hui d'étendre cette conquête à la dimension spatiale et d'inciter nos élèves à franchir les limites de leur environnement habituel, à mettre en pratique leurs compétences linguistiques ainsi que toutes les compétences acquises au cours de leur vie scolaire et formative et à entreprendre, en définitive, l'aventure de la connaissance pour devenir des personnes libres et des citoyens responsables.



Luc Chatel

Ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative

Le système éducatif français doit aujourd'hui se concevoir et évoluer dans un contexte européen et international en mouvement. Pleinement impliqué dans cette dynamique, que la Présidence française de l'Union européenne a consolidée tant au niveau national qu'académique, le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative s'attache à rendre concrètes les conclusions sur la mobilité des jeunes adoptées en novembre 2008, qui préconisent de tout mettre en œuvre pour que chaque élève soit en mesure de bénéficier, au moins une fois dans sa scolarité, d'une expérience dans un pays européen ou étranger dans le cadre d'un projet éducatif.

Chaque académie en France est ainsi encouragée à définir une stratégie et un plan d'action pour développer sa dimension européenne et internationale et conduire une véritable politique de coopération qui s'appuie notamment sur la mobilité de l'ensemble des acteurs et l'ouverture internationale des établissements.

La formation professionnelle s'inscrit aussi dans cette démarche : à la croisée des politiques économiques et des politiques sociales et de l'emploi, elle doit promouvoir l'excellence et garantir en même temps l'égalité des chances. Elle joue un rôle clé dans la production des compétences dont l'Europe aura besoin.

Cette vision partagée a conduit les ministères de l'éducation français et espagnol à engager une collaboration suivie dans le domaine de la mobilité dans l'enseignement professionnel, qui s'est traduite par l'organisation de deux séminaires, à Toulouse en janvier 2008, puis à Séville en décembre 2009. Ces rencontres ont mis en lumière les différences qui existent entre les systèmes de formation professionnelle des deux pays, tant dans leur structure que dans leurs objectifs ; elles ont également permis de dégager une volonté commune d'élaborer un cadre méthodologique pour faciliter la mobilité des élèves et des enseignants et garantir la reconnaissance mutuelle des formations reçues au cours de ces échanges.

L'une des premières actions résultant de cette collaboration a été la réalisation conjointe d'un guide bilingue à l'attention des établissements. Ce guide a pour objectif de favoriser la compréhension mutuelle des systèmes et de faciliter les échanges et l'organisation de périodes de formation en milieu professionnel dans le pays partenaire. Il présente l'organisation des systèmes d'enseignement et de formation professionnels dans les deux pays et propose une série d'outils pratiques destinés à faciliter la mobilité.

Il constitue une première pierre, qui, je l'espère, permettra d'intensifier les échanges de jeunes et d'enseignants entre nos deux pays et de contribuer ainsi à la construction de l'Europe de l'éducation.

Sommaire

LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN ESPAGNE

Organisation générale.....	p. 6
Les partenaires et leurs missions	p. 14
Les acteurs de la formation.....	p. 15
L'organisation de la mobilité : présentation des outils	p. 18
> Avant le départ pour la France : identification, préparation, cadrage.....	p. 18
> Pendant le séjour	p. 19
> Après le séjour : valorisation de l'expérience	p. 20

LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN FRANCE

Organisation générale.....	p. 24
> La formation professionnelle dans le système éducatif.....	p. 24
> Les diplômes professionnels : acteurs, processus et modalités	p. 26
> L'organisation pédagogique de la formation professionnelle initiale	p. 28
> Les autres modalités d'accès aux diplômes professionnels : la formation professionnelle continue et la validation des acquis de l'expérience.....	p. 30
Les partenaires et leurs missions	p. 32
Les acteurs dans l'académie et dans les établissements	p. 33
> Au niveau de l'académie	p. 33
> Au niveau de l'établissement scolaire	p. 34
L'organisation de la mobilité : présentation des outils	p. 36
> Avant le départ en Espagne : identification, préparation et cadrage	p. 36
> Pendant le stage	p. 36
> Après le stage : valorisation de l'expérience - Portfolio Europass	p. 36

ANNEXES

Outils pour la mobilité.....	p. 38
------------------------------	-------

La formation professionnelle en Espagne



ORGANISATION GÉNÉRALE

La **formation professionnelle en Espagne**, initiée par la Loi organique générale du système éducatif (LOGSE) de 1990, est le fruit d'une longue réflexion sur le rôle à assigner à ce type de formation dans une société moderne, dans le cadre de systèmes d'éducation et de formation flexibles, répondant aux principes de l'apprentissage tout au long de la vie.

Un des trois principes fondamentaux qui ont inspiré la loi organique de l'éducation de 2006 en vigueur actuellement, est l'engagement en faveur des objectifs de l'Union européenne pour les prochaines années en matière de convergence des systèmes d'éducation et de formation.

Parmi les objectifs fixés par l'Union européenne et par l'UNESCO, figure l'encouragement à faciliter un accès généralisé aux systèmes d'éducation et de formation, ce qui suppose de construire un environnement d'apprentissage ouvert, de rendre plus attractif l'apprentissage et de promouvoir la citoyenneté active, l'égalité des chances et la cohésion sociale. Il a également été décidé d'ouvrir ces systèmes au monde extérieur, ce qui implique de renforcer les liens avec le monde du travail, celui de la recherche et avec la société dans son ensemble, ainsi que de développer l'esprit d'entreprendre, d'améliorer l'apprentissage des langues étrangères, d'accroître la mobilité et les échanges, et de renforcer la coopération européenne.

La loi organique de l'éducation 2/2006 a défini un système intégré de formation professionnelle sur le modèle établi en 2002 par la loi organique sur les qualifications et la formation professionnelle. Ce système intégré de formation professionnelle marque un tournant décisif des politiques en la matière. La formation professionnelle se définit comme l'ensemble des actions de formation visant à permettre l'exercice qualifié de différents métiers, l'accès à l'emploi et la participation active à la vie sociale, culturelle et économique. Elle inclut des enseignements spécifiques à la formation professionnelle initiale, des mesures visant l'insertion et la réinsertion professionnelles, ainsi que des enseignements relevant de la formation continue sur le

lieu de travail permettant l'acquisition et l'actualisation permanente des compétences professionnelles.

Le décret royal 1538/2006 établit l'organisation générale de la formation professionnelle dans le système éducatif, qui englobe la formation professionnelle initiale et la formation continue des adultes. Cette dernière comprend des actions de formation spécifiques, à la carte, modulaires en présentiel ou à distance. La formation professionnelle initiale relève du ministère de l'éducation.

Par ailleurs et de manière complémentaire, le système de « Formation professionnelle pour l'emploi » a fait l'objet d'un processus d'adaptation concrétisé par la Loi 56/2003 sur l'emploi et les décrets royaux 395/2007 et 34/2008 portant, respectivement, sur le sous-système de formation professionnelle pour l'emploi et sur les « certificats de professionnalité » (*los certificados de profesionalidad*).

La scolarité en Espagne

En Espagne, la scolarité est obligatoire de 6 à 16 ans et comprend l'enseignement primaire (6-12 ans) et l'enseignement secondaire obligatoire (12-16 ans).

L'**enseignement secondaire obligatoire** a pour objectif de développer une formation commune à tous les élèves, en prenant en compte leur diversité, et d'assurer le développement des compétences clés¹.

[1] Les compétences de base sont les compétences qu'un jeune homme ou une jeune fille doit avoir maîtrisées à la fin de l'enseignement obligatoire pour pouvoir jouir d'un développement personnel, exercer la citoyenneté active, s'insérer dans la vie adulte de façon satisfaisante et être capable de développer un apprentissage permanent tout au long de la vie :

1. Compétence en communication linguistique.
2. Compétence mathématique.
3. Compétence dans la connaissance et l'interaction avec le monde physique.
4. Traitement de l'information et compétence numérique.
5. Compétence sociale et citoyenne.
6. Compétence culturelle et artistique.
7. Compétence pour apprendre à apprendre.
8. Autonomie et initiative personnelle.

L'orientation éducative et professionnelle des élèves fait l'objet d'une attention particulière. Un premier palier d'orientation a lieu à la fin de la quatrième année de l'enseignement secondaire obligatoire, les élèves peuvent choisir de poursuivre leur scolarité ou d'intégrer le monde du travail.

L'enseignement secondaire post 16 ans comprend l'enseignement secondaire général, appelé *Bachillerato*, (16-18 ans) et la formation professionnelle de niveau intermédiaire (*grado medio*-16-18 ans). Les élèves ayant réussi les deux années de ce cycle (*Bachillerato ou grado medio*) peuvent accéder à la formation professionnelle de niveau supérieur (*grado superior* 18-20 ans) qui relève

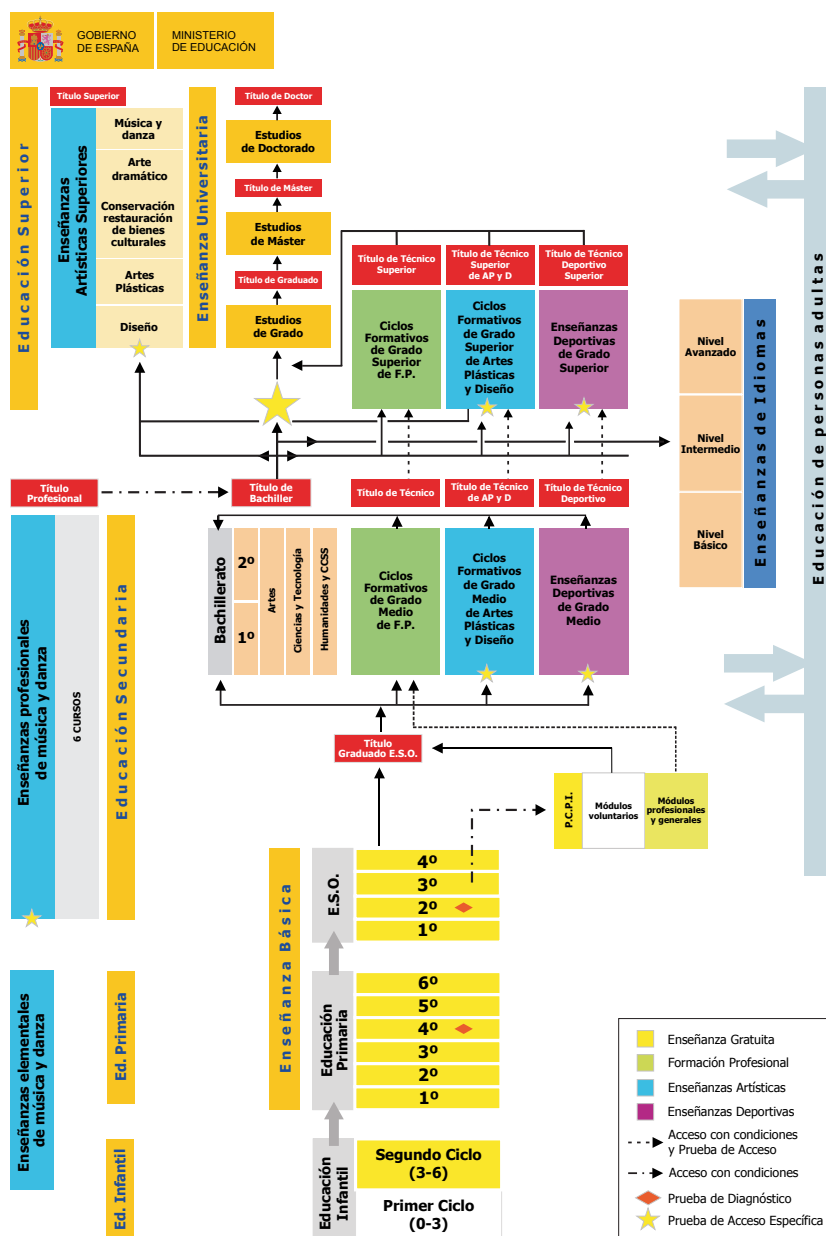
de l'enseignement supérieur non-universitaire.

Le *Bachillerato* (enseignement secondaire général) s'organise sur un cursus de deux années. Trois filières (*modalidades*) sont proposées :

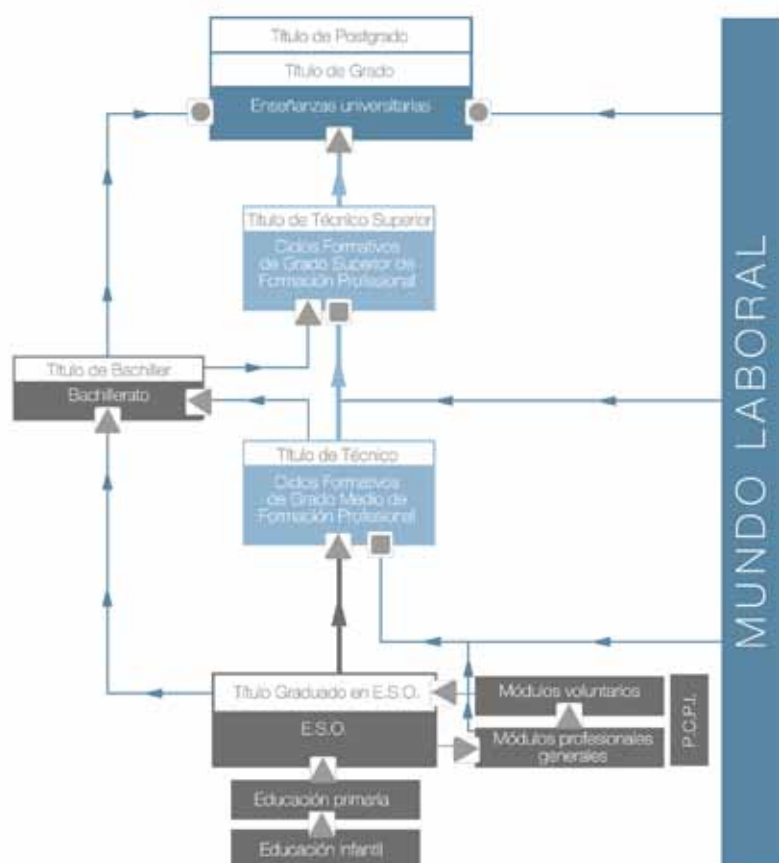
1. Arts.
2. Sciences et technologie.
3. Lettres et sciences sociales.

Ce parcours est organisé de manière souple, afin d'offrir aux élèves une préparation spécialisée qui corresponde à leurs projets personnel et professionnel et de leur permettre une poursuite d'études ou une insertion immédiate dans le monde du travail.

Schéma du système éducatif espagnol



LA FORMACIÓN PROFESIONAL EN EL SISTEMA EDUCATIVO



Conformément à la Loi organique 2/2006 de l'éducation, la **formation professionnelle initiale** comprend deux cycles de formation :

- une formation de niveau intermédiaire (*grado medio*)
- une formation de niveau supérieur (*grado superior*) auquel on accède soit après le *grado medio* soit après le *Bachillerato*

Cette organisation favorise l'intégration des différents sous-systèmes et encourage l'apprentissage tout au long de la vie.

La formation professionnelle initiale a pour objet de préparer les élèves à l'activité d'un secteur professionnel, de faciliter leur adaptation aux changements professionnels qui se produisent tout au long de la vie, de contribuer à leur développement personnel, à l'exercice d'une citoyenneté active et à l'apprentissage tout au long de la vie.

Actuellement 148 diplômes sont délivrés dans le cadre de la formation professionnelle espagnole.

Accès à la formation professionnelle initiale

L'accès direct à la formation professionnelle de niveau intermédiaire requiert d'être titulaire du diplôme de *Graduado en Educación Secundaria Obligatoria* (diplôme de l'enseignement secondaire obligatoire) obtenu automatiquement à l'issue de la scolarité obligatoire. L'accès au *grado superior* nécessite, soit d'avoir obtenu le diplôme du *Bachiller* (baccalauréat), soit le *grado medio*.

À défaut, l'élève qui ne possède aucun diplôme mais qui souhaite accéder à la formation professionnelle de niveaux intermédiaire ou supérieur, peut préparer et passer un examen spécifique conformément aux dispositions de la loi organique de l'éducation 2/2006. Cet examen a un caractère national.

Les sous-systèmes de la formation professionnelle

La formation professionnelle initiale relevant de l'éducation et « la formation professionnelle pour l'emploi » dispensée aux adultes sont complémentaires et les deux sous-systèmes se reconnaissent mutuellement.

Ces deux sous-systèmes se fondent sur l'*unité de compétence*, qui sert aussi de base pour valider des acquis issus de l'expérience professionnelle ou d'autres apprentissages non formels.

Les programmes de qualification professionnelle initiale

Les programmes de qualification professionnelle initiale sont prévus pour les élèves en situation de risque de décrochage scolaire et/ou qui n'ont pas terminé le cycle de l'enseignement secondaire obligatoire.

Ces programmes contribuent au développement personnel des élèves et permettent l'acquisition des compétences nécessaires à leur insertion socioprofessionnelle. Ils permettent également de faciliter l'obtention du diplôme du *Grduado en Educación Secundaria Obligatoria* (diplôme de l'enseignement secondaire obligatoire), ainsi que l'accès à l'éducation et à la formation tout au long de la vie et de favoriser la citoyenneté active.

Ces programmes sont accessibles aux élèves âgés de plus de seize ans et de moins de vingt et un ans, n'ayant pas obtenu le *Grduado en Educación Secundaria Obligatoria* (diplôme de l'enseignement secondaire obligatoire).

Exceptionnellement, l'âge minimum peut-être abaissé à quinze ans pour les élèves qui, à la fin de la deuxième année de l'enseignement secondaire obligatoire ne remplissent pas les conditions de passage en troisième année et qui ont déjà redoublé une fois. Cette dérogation est accordée après évaluation et sous réserve de l'accord des élèves et de leur famille ou de leur responsable légal.

Ces programmes comportent deux types de modules: les modules obligatoires et les modules facultatifs. Les élèves ayant réussi les modules obligatoires reçoivent un certificat de professionnalité (*certificado de profesionalidad*) correspondant à une qualification professionnelle de niveau 1 du Répertoire national des qualifications professionnelles. S'ils réussissent en outre les modules facultatifs, ils obtiennent le *Grduado en Educación Secundaria Obligatoria* (diplôme de l'enseignement secondaire obligatoire), ce qui leur permet de se réinsérer pleinement dans le système éducatif.

Les diplômes de formation professionnelle

La nouvelle législation entraîne de nouvelles réglementations dans l'organisation de la formation professionnelle initiale afin que les nouveaux diplômes et les enseignements y conduisant répondent aux besoins de la société de la connaissance, fondée sur la compétitivité, l'employabilité, la mobilité des travailleurs, et la cohésion et l'insertion sociales, en s'adaptant aux intérêts et aux capacités des personnes.

Les diplômes professionnels doivent s'adapter au marché du travail et aux profils professionnels demandés. Ces profils sont définis par des compétences générales, des compétences professionnelles, personnelles et sociales, et déterminées par la liste des qualifications et des « unités de compétence » (*las unidades de competencia*) - incluses dans le diplôme - figurant au Répertoire national des qualifications professionnelles.

Le décret royal 1538/2006 établit l'organisation des nouveaux diplômes de formation professionnelle sur la base du Répertoire national des qualifications professionnelles, des recommandations européennes et de la demande sociale. Les diplômes professionnels s'organisent en secteurs professionnels et les enseignements conduisant à leur obtention sont organisés en cycles de formation, en modules professionnels associés à des « unités de compétence » figurant au Répertoire national des qualifications professionnelles, ainsi qu'en modules professionnels non associés à des unités.

Les modules professionnels comprennent des enseignements prioritaires comme les technologies de l'information et de la communication, les langues des pays de l'Union Européenne, le travail en équipe, la prévention des risques au travail et d'autres enseignements préconisés par les recommandations européennes. Les modules intègrent également les compétences clés obligatoires du programme scolaire.

Les diplômes professionnels donnent la qualification de technicien (*Técnico*) et de technicien supérieur (*Técnico superior*).

Le diplôme de technicien ne permet pas l'accès à l'enseignement supérieur universitaire mais permet l'accès au *Bachillerato* (enseignement secondaire général) ou à la formation de technicien supérieur.

Les titulaires du diplôme de technicien supérieur peuvent accéder sans aucune épreuve supplémentaire aux enseignements universitaires du *Grado* (diplôme universitaire de premier cycle).

Les certificats de professionnalité (*certificados de profesionalidad*)

C'est l'administration en charge du travail qui a compétence sur ces certificats et leur gestion relève des services publics pour l'emploi. Ils visent l'insertion immédiate dans le monde du travail, selon les exigences du Répertoire national des qualifications professionnelles. Les diplômes de formation professionnelle et les certificats de professionnalité (*certificados de profesionalidad*) ont valeur nationale.

L'organisation pédagogique de la formation professionnelle initiale relevant du système éducatif

La formation professionnelle initiale comprend un ensemble de cycles de formation dont l'organisation est modulaire. Ils sont d'une durée variable et portent sur différents champs de connaissances théorico-pratiques liés aux différents secteurs professionnels.

Les cycles recouvrent les niveaux intermédiaire et supérieur. Les enseignements de formation professionnelle de niveau intermédiaire font partie de l'enseignement secondaire post-obligatoire et ceux de niveau supérieur font partie de l'enseignement supérieur (voir précisions ci-dessus).

Actuellement, 148 diplômes sont délivrés couvrant 26 secteurs professionnels.

La durée de chaque cycle de formation est de 2000 heures. Les cycles qui n'ont pas encore fait l'objet des adaptations requises par la loi organique de l'éducation (LOE) de 2006, ont une durée variable comprise entre 1300 et 2000 heures. Une partie importante de ces heures de formation se déroule en entreprise.

Chaque cycle de formation comprend un nombre déterminé de modules professionnels couvrant des champs de connaissances théorico-pratiques liés aux compétences sociales, personnelles et professionnelles visées, y compris celles définies dans les unités de compétence. Selon leur nature, ces modules professionnels sont associés ou non à des unités de compétence du Répertoire national des qualifications professionnelles.

Afin d'encourager la formation tout au long de la vie, les administrations éducatives peuvent diviser ces modules professionnels en sous-modules de durée inférieure qui peuvent aboutir à la délivrance de certificats reconnus par l'administration éducative de référence. Les personnes ayant validé toutes les composantes d'un module

ont droit à la certification du module professionnel dans son ensemble.

Des formations liées aux enseignements prioritaires sont intégrées aux différents modules professionnels.

Les cycles comprennent un module de formation en milieu professionnel (*módulo de formación en centros de trabajo*), qui ne doit pas être assimilé à un emploi. Les personnes pouvant faire la preuve d'une expérience professionnelle en rapport avec les études poursuivies pourront être dispensées de ce module.

Le module de formation en milieu professionnel a pour objectifs :

- a. de poursuivre l'acquisition des compétences professionnelles propres à chaque diplôme afin de compléter la formation dispensée en établissement scolaire ;
- b. d'acquérir une identité et une maturité professionnelles motivant l'apprentissage tout au long de la vie et permettant l'adaptation aux évolutions des besoins de qualification ;
- c. de compléter les connaissances relatives à la production, la commercialisation, la gestion économique et l'organisation des relations socioprofessionnelles au sein des entreprises, afin de favoriser l'insertion dans le monde du travail ;
- d. d'évaluer les acquis professionnels des élèves dans l'établissement scolaire et de valider ceux requis pour l'emploi qui ne peuvent pas faire l'objet d'une mise en situation réelle.

De manière générale, le module de formation en milieu professionnel ne pourra être effectué qu'après obtention de tous les autres modules de formation suivis en établissement scolaire. Dès lors, il constitue la période finale d'un cursus.

Toutefois, en fonction des caractéristiques de l'offre et de celles propres à chaque cycle de formation, ainsi que de la disponibilité des places en entreprise, les administrations éducatives pourront décider d'un calendrier différent pour ce module.

Les cycles de formation de niveau supérieur comprennent en outre un module consacré à un projet (*módulo profesional de proyecto*) défini par l'activité professionnelle propre au domaine du cycle de formation, lié à l'exercice du métier ainsi qu'à la gestion de l'entreprise. Ce module a pour objet de mobiliser les différentes capacités et connaissances du cycle et se concrétise par la réalisation d'un projet qui doit prendre en compte les aspects technologiques et organisationnels liés au diplôme visé.

Établissements dispensant la formation professionnelle relevant du système éducatif

Les enseignements de formation professionnelle peuvent être dispensés au sein des établissements suivants :

- a. Établissements publics ou privés autorisés par l'administration éducative
- b. Établissements à référence nationale
- c. Établissements intégrés de formation professionnelle

Le réseau des “établissements à référence nationale”

Les “établissements à référence nationale” sont des établissements publics qui réalisent des actions d'innovation et d'expérimentation en formation professionnelle, et qui sont spécialisés dans différents domaines de production, liés aux 26 secteurs professionnels.

Les “établissements à référence nationale” proposent des formations aux étudiants, salariés, demandeurs d'emploi, chefs d'entreprise, enseignants et formateurs.

Parmi leurs objectifs figurent le suivi de l'évolution des qualifications et des besoins des milieux économiques ainsi que l'appui à la modernisation et à l'adaptation de la formation professionnelle aux besoins précités. Ils visent également à mettre en œuvre et expérimenter des projets innovants dans le champ de l'organisation d'actions de formation, de l'information et de l'orientation professionnelle, de l'évaluation et de la validation de compétences professionnelles.

Ces établissements collaborent avec les organisations patronales et syndicales les plus représentatives et participent à des programmes et à des initiatives internationales dans leur domaine d'action. Ils contribuent à l'élaboration et au développement de plans de perfectionnement technique et méthodologique destinés au personnel enseignant ou formateur, aux experts de la formation professionnelle et aux praticiens de l'orientation, ainsi qu'aux évaluateurs intervenant dans le cadre de la procédure de reconnaissance des compétences professionnelles. Une de leurs fonctions les plus importantes est la participation à la procédure d'évaluation et de validation des compétences professionnelles (voir partie suivante).

Le réseau des “établissements à référence nationale” est unique et est coordonné par l'administration générale de l'État en collaboration avec les communautés autonomes et les organisations patronales et syndicales les plus représentatives, à travers le Conseil général de la formation professionnelle.

Ce réseau couvre tous les secteurs professionnels autour desquels se structure le Répertoire national de qualifications professionnelles, et il englobe tous les domaines de production. Il existe au moins un “établissement à référence nationale” dans chaque communauté autonome et le cas échéant dans les villes de Ceuta et de Melilla, gérées directement par l'État.

La création des “Établissements à référence nationale” ou la labellisation d'établissements repose sur un accord conclu avec la communauté autonome dans laquelle ils seront créés ou établis. C'est l'administration autonome qui aura la tutelle de ces établissements ou, le cas échéant, l'administration générale de l'État. Les lycées ou instituts de recherche en éducation ainsi que les organismes liés à l'innovation technologique dans le(s) secteur(s) concerné(s) accompagneront ces établissements pour les aider à atteindre leurs objectifs. Tous les quatre ans, en fonction des résultats obtenus aux évaluations annuelles, la labellisation « établissements à référence nationale » est renouvelée, ou pas, après avis du Conseil général de la formation professionnelle.

Ces établissements disposent du personnel nécessaire pour mettre en œuvre des projets innovants expérimentaux et éducatifs. En termes d'organisation, outre la direction et le secrétariat, ils comprennent des départements ou des unités dédiés à l'observation et à la recherche, au développement, à l'innovation, à l'expérimentation et à la formation et, enfin, à la validation et à la reconnaissance des compétences professionnelles.

Les “établissements intégrés de formation professionnelle”

Le gouvernement espagnol, ainsi que les administrations des communautés autonomes, se proposent, dans les années à venir, de stimuler le développement des “établissements intégrés de formation professionnelle”. Il s'agit d'établissements qui fonctionnent depuis 2006 et dans lesquels sont proposées toutes les formations diplômantes ou qualifiantes auxquelles renvoie le Répertoire national des qualifications professionnelles (diplômes de formation professionnelle ou certificats de professionnalité).

Leurs activités comprennent des actions de formation professionnelle initiale, des actions d'insertion ou de réinsertion professionnelle et de formation continue destinées aux adultes. En outre, les établissements intégrés comportent des services d'information et d'orientation professionnelles et permettent l'évaluation des acquis

issus de l'expérience ou issus d'autres voies non formelles d'apprentissage.

Ces établissements peuvent être publics ou privés ; ils peuvent être créés en tant « qu'Établissements intégrés » ou bien résulter de la transformation de certains établissements préexistants. Pour transformer des établissements de formation professionnelle en "établissements intégrés", l'administration éducative doit obtenir l'autorisation de l'administration en charge du travail. Et vice-versa.

Parmi leurs principales finalités figurent :

- a. la qualification et la requalification tout au long de la vie, grâce à une offre de formation professionnelle modulaire, souple, de qualité, adaptée aux demandes de la population et aux besoins du marché du travail ;
- b. la contribution à l'évaluation et la validation des compétences professionnelles acquises par l'expérience professionnelle et à travers des voies non formelles d'apprentissage.

Outre leur mission de formation et de préparation aux diplômes de formation professionnelle et aux certificats de professionnalité (*certificados de profesionalidad*), les établissements intégrés ont une activité partenariale importante avec les milieux économiques de leur environnement (sectoriel, régional ou local) dans le champ de la formation du personnel enseignant, de la formation des élèves en entreprise et de l'orientation professionnelle. Ces liens se concrétisent par des collaborations visant à détecter les besoins en termes de qualifications et de formation continue des salariés.

Par ailleurs, ils soutiennent et conduisent des actions et des projets innovants et de développement, en collaboration avec les entreprises de proximité et les partenaires sociaux.

Ils disposent d'une autonomie en termes de pédagogie, d'organisation, de gestion et d'administration du personnel, conformément aux dispositions établies par l'administration compétente.

Ils ont l'obligation d'élaborer un projet d'établissement qui décrit le système d'organisation et les procédures de gestion mis en place, les cursus envisagés par cycle de formation, les programmes scolaires et les plans de formation de formateurs.

Les administrations compétentes de l'État et des communautés autonomes en collaboration avec les

organisations patronales et syndicales les plus représentatives, établissent un plan conjoint annuel ou pluriannuel, pour le réseau d'établissements intégrés implantés sur leur territoire.

Reconnaissance de l'apprentissage non formel

Le décret royal 1224/2009 du 17 juillet 2009 portant sur la reconnaissance des compétences professionnelles acquises par l'expérience professionnelle, régit - aussi bien dans le domaine de l'éducation que dans celui du travail - la procédure d'évaluation et de validation des compétences professionnelles acquises à travers l'expérience professionnelle ou des voies non formelles d'apprentissage.

L'article 8 de la loi organique 5/2002 du 19 juin 2002 sur les qualifications et la formation professionnelle, dispose dans son 2^e alinéa que l'évaluation et la validation des compétences acquises par l'expérience professionnelle ou les voies non formelles de formation doivent avoir comme référence le Répertoire national des qualifications professionnelles, et qu'elles se dérouleront dans tous les cas conformément à des critères garantissant la fiabilité, l'objectivité et la rigueur technique de l'évaluation.

Cet alinéa dispose également que les compétences qui feraient l'objet d'une évaluation mais ne couvriraient pas l'ensemble des compétences propres à un diplôme de formation professionnelle ou un certificat de professionnalité (*certificado de profesionalidad*), peuvent faire l'objet d'attestations partielles. Ces attestations sont cumulables et permettent ainsi de compléter, le cas échéant, une formation pour aboutir à la délivrance de la totalité du diplôme ou du certificat visé.

Le décret royal 1538/2006 du 15 décembre 2006 établit l'organisation générale de la formation professionnelle relevant du système éducatif, et le décret royal 34/2008 du 18 janvier 2008 régit les certificats de professionnalité (*certificados de profesionalidad*), la procédure pour l'évaluation et la validation des acquis issus de la formation, et les différentes qualifications professionnelles afin de répondre aux besoins d'une société de la connaissance fondée sur la compétitivité, l'employabilité, la mobilité des travailleurs, la cohésion et l'insertion sociale.

À cet effet, le décret royal 1224/2009 a défini cette procédure comme l'ensemble des actes destinés à évaluer et reconnaître les compétences précitées, et ayant pour finalité :

- a. d'évaluer les compétences acquises par expérience professionnelle ou par d'autres voies non formelles d'apprentissage, au moyen de procédures et de méthodologies communes garantissant la validité, la fiabilité, l'objectivité et la rigueur technique de l'évaluation ;
- b. de valider les compétences professionnelles, en les valorisant afin de faciliter l'insertion et l'intégration dans la vie active, la libre circulation sur

le marché de travail et l'évolution personnelle et professionnelle ;

- c. de faciliter l'apprentissage tout au long de la vie et l'amélioration des qualifications professionnelles des individus, en leur permettant d'obtenir des attestations partielles. Elles sont cumulables et complètent, le cas échéant, des formations pour aboutir à la délivrance de diplômes ou de certificats complets.

LES PARTENAIRES ET LEURS MISSIONS

L'État

- réglemente le système national des qualifications et la formation professionnelle. Il est chargé de définir les qualifications selon les profils professionnels des secteurs ; établit la structuration en modules de la formation ainsi que les programmes pour les cycles de niveau intermédiaire et supérieur (*grado medio et grado superior*) et des certificats de professionnalité (*certificado de profesionalidad*) ;
- fixe les conditions minimales à remplir par les établissements de formation professionnelle ;
- définit les critères d'évaluation de chacun des diplômes de formation professionnelle et des certificats de professionnalité ;
- homologue les titres et les diplômes et valide les études (il ne délivre des titres et des diplômes que dans son domaine de compétence) ;
- promeut et réglemente le système de reconnaissance et de validation de l'expérience professionnelle et des apprentissages acquis par des voies non formelles de formation en liaison avec les communautés autonomes et les partenaires sociaux.

Les communautés autonomes

- sont les entités administratives en charge de l'éducation sur leur territoire et, à ce titre, sont responsables de la gestion de la formation professionnelle dans son ensemble ;

- développent les cursus et les programmes de formation professionnelle sur leur territoire ;
- créent et autorisent l'ouverture des établissements de formation professionnelle sur leur territoire et contribuent à leur financement ;
- assurent l'administration et la rémunération du personnel, l'orientation et le suivi des élèves ;
- mettent en œuvre la passation des examens ;
- délivrent des diplômes de formation professionnelle et des certificats de professionnalité, délivrés au nom de l'État et donc reconnus au plan national ;
- participent à la reconnaissance et à la validation de l'expérience professionnelle et des apprentissages acquis par des voies non formelles de formation ;
- sont responsables de la formation des enseignants.

Les partenaires sociaux

- collaborent avec l'État à la conception des qualifications, des diplômes et des certificats de professionnalité ;
- participent au « Conseil général de la formation professionnelle », organe de consultation en matière de formation professionnelle ;
- collaborent à la mise en œuvre du module « Formation en milieu professionnel » ;
- conçoivent et réalisent les programmes de formation continue ;
- favorisent la reconnaissance et la validation de l'expérience professionnelle et des apprentissages acquis par des voies non formelles de formation.

LES ACTEURS DE LA FORMATION

L'Espagne est une monarchie parlementaire organisée par la Constitution du 27 Décembre 1978. Le pouvoir législatif est assuré par la Chambre des députés (*Cortes*), le pouvoir exécutif par le chef du gouvernement. Elle est divisée en 17 régions appelées « communautés autonomes » (*Comunidades autonomas*) qui peuvent être comparées à des Etats fédérés, chacune d'elles disposant d'une certaine autonomie. Les 17 communautés sont subdivisées en 50 provinces.

La spécificité majeure du système éducatif espagnol réside en sa forte décentralisation, conséquence directe de l'organisation administrative et politique du pays. Les compétences sont partagées entre l'État, les communautés autonomes, les collectivités locales et les établissements de formation.

L'État garantit l'égalité des citoyens face à l'éducation, définit la structure des cursus scolaires et pose les grands principes et les grandes orientations de l'enseignement. Les communautés autonomes jouent un rôle primordial en appliquant les lois nationales et en déclinant la politique éducative sur leur territoire. Les communes (collectivités locales) collaborent avec les différentes instances compétentes pour la création, la construction et l'entretien des établissements publics de formation et pour des activités périphériques.



Le ministère de l'éducation est l'organe de l'État chargé de proposer et de mettre en œuvre les directives générales du gouvernement en matière de politique éducative.

Le ministère dispose donc du pouvoir de légiférer et d'imposer une réglementation commune à toute l'Espagne. Mais les communautés peuvent également légiférer pour compléter les textes nationaux et se chargent de la gestion fonctionnelle du système éducatif de leur région. Le financement du système revient aux communautés qui perçoivent une enveloppe financière de l'État.

L'ossature des programmes est définie par le ministère. Les départements de l'éducation des exécutifs régionaux adaptent ce schéma aux spécificités locales.

L'administration de l'État dispose, dans chaque communauté autonome d'un organe chargé de veiller à la mise en œuvre des orientations définies par l'Etat en matière d'enseignement. Cet organe est la Haute inspection. Le ministère agit en tant qu'administration éducative dans les villes autonomes de Ceuta et de Melilla.

Chaque communauté autonome a organisé son propre modèle d'administration éducative. Dans certains cas, la compétence relève d'un conseil (organe équivalent à un ministère au sein d'une communauté autonome) et, dans d'autres, d'un département, selon les fonctions qu'ils assurent et les services dévolus à la communauté dans son « statut d'autonomie » (loi des communautés autonomes).

S'agissant des communes, seules les plus peuplées disposent d'un organe local chargé des questions éducatives appelé *Concejalía de educación*.

La répartition des compétences entre les différents niveaux rend nécessaire la coordination entre les administrations éducatives afin de garantir :

- l'application des décisions nationales à l'ensemble du système éducatif ;

- l'échange d'informations pour les statistiques ;
- le développement de la recherche en éducation ;
- l'organisation générale du corps enseignant (y compris la formation continue) ;
- l'enregistrement des établissements d'enseignement.

Deux organismes coordonnent l'action éducative sur l'ensemble du pays :

- la conférence sectorielle de l'éducation : organe regroupant l'État et les communautés autonomes pour maintenir une certaine cohésion entre l'action du gouvernement et celle des différentes communautés. Son rôle est consultatif.
- Le conseil scolaire de l'État : institution collégiale qui réunit les différents secteurs intervenant dans le domaine de l'enseignement scolaire afin de discuter et de conseiller le gouvernement au sujet de son action éducative.

Il existe aussi d'autres commissions de coordination entre les administrations compétentes sur différents thèmes, comme la commission de la formation professionnelle de la conférence sectorielle citée ci-dessus.

L'inspection de l'éducation **(inspección educativa)**

Dans chacune des 50 provinces, l'inspection de l'éducation assure principalement le contrôle et la supervision pédagogiques et organisationnels du fonctionnement des établissements de formation ainsi que la mise en œuvre des programmes. Elle a également en charge la supervision de la pratique enseignante. Elle participe aussi à l'évaluation du système éducatif et a une mission de conseil auprès des différents secteurs de la communauté éducative.

Quant à la formation en milieu professionnel, le rôle de l'inspection est, principalement, celui de supervision et de contrôle : elle valide les programmes de formation (leur structure, leurs contenus et le respect de la réglementation) et veille à leur mise en œuvre.

La division des programmes d'enseignement **(Unidad de programas educativos)**

La division des programmes d'enseignement, qui fait partie intégrante des services de l'administration éducative de chaque province, dispose d'un département de "soutien à la formation professionnelle" qui coordonne la conception, le suivi et l'évaluation de la formation en milieu professionnel et dans les établissements de formation appartenant à sa zone de compétence.

Le directeur de l'établissement de formation **(El director del centro educativo)**

L'établissement de formation assure la mise en œuvre des modules de formation des différents cycles, facilite et contrôle la formation quand elle a lieu en milieu professionnel.

Le directeur est un acteur important dans le développement de la formation. Il représente à la fois l'établissement scolaire et l'administration éducative. Il dirige et coordonne toutes les activités. Il exerce la tutelle pédagogique, promeut l'innovation éducative et impulse des plans d'action concourant à la réussite du projet d'établissement. Il encourage également la collaboration avec les familles et les institutions ou les organismes qui facilitent l'articulation de l'établissement avec son environnement. Il suscite enfin un climat scolaire favorable à l'apprentissage des élèves.

Il signe les conventions avec les entreprises pour les périodes de formation et communique aux membres de la communauté éducative les objectifs de la formation en milieu professionnel, les noms des entreprises ou institutions partenaires, les programmes de formation établis, la liste des élèves participants, la procédure d'évaluation et de suivi des périodes de formation.

Il désigne aussi les professeurs-tuteurs de chaque cycle de formation.

Le directeur des études (Jefe de Estudios)

Il s'agit d'un acteur essentiel dans les établissements de formation. Il a la charge de l'organisation pédagogique et disciplinaire et coordonne les activités des chefs de département. Il coordonne et dirige également l'action des professeurs-tuteurs, en collaboration avec le Département d'orientation et conformément au Plan d'orientation de l'enseignement général et professionnel et au Plan des activités de tutorat. En conséquence, il coordonne le travail des professeurs chargés de la formation en milieu professionnel pour tous les secteurs d'activités.

Le chef de département par secteur d'activités **(Jefe de departamento de una familia profesional)**

Sa fonction est double : coordonner la programmation des cycles de formation et collaborer avec l'équipe de direction pour améliorer les relations entre les écoles et les entreprises, au sens large, qui participent à la formation en milieu professionnel.

Le professeur-tuteur de la formation en milieu professionnel *(Profesor-tutor de formación en centros de trabajo)*

Le professeur-tuteur de la formation en milieu professionnel assure le lien entre le monde de l'école et celui de l'entreprise, bien qu'un certain nombre de responsabilités formelles soient attribuées à d'autres collègues de l'établissement, comme par exemple la signature d'une convention spécifique de collaboration.

Le professeur-tuteur

- détermine le cadre général du module de formation ;
- établit les liens avec les entreprises du secteur géographique ;
- identifie et analyse les spécificités technologiques de l'entreprise ;
- analyse et fixe le programme de formation spécifique à chaque élève et à chaque entreprise ;
- détermine avec le tuteur de l'entreprise les postes de formation et le programme d'activités ;
- présente aux élèves le monde de l'entreprise (organisation, tâches et poste de travail, sécurité et santé au travail du secteur) ;

- accompagne les élèves en entreprise, les rencontre régulièrement en entreprise et en établissement dans le cadre de son rôle de professeur-tuteur ;
- analyse le rapport d'évaluation de l'entreprise, et valide ou non le module de formation en milieu professionnel.

Le tuteur de l'entreprise *(Tutor de la empresa)*

Le tuteur de l'entreprise joue un rôle fondamental dans l'organisation de la formation en milieu professionnel. Il est responsable de la définition du poste de formation avec les moyens techniques disponibles et selon les objectifs définis par le programme de formation. Il est également chargé du suivi des activités de l'élève : il dirige les activités de formation, il conseille les élèves, il évalue leurs progrès, programme les activités de formation, il détermine le nombre d'élèves pouvant être suivis en même temps, il résout les problèmes techniques ou personnels, il complète les formulaires de suivi. Pour l'évaluation du module de formation en milieu professionnel, il collabore avec le professeur-tuteur de l'établissement de formation.

L'ORGANISATION DE LA MOBILITÉ : PRÉSENTATION DES OUTILS

AVANT LE DÉPART POUR LA FRANCE : IDENTIFICATION, PRÉPARATION ET CADRAGE

Il est essentiel que l'ensemble de l'établissement de formation soit impliqué dans l'échange et conscient des enjeux de la mobilité pour la formation de ses élèves. C'est pourquoi la dimension européenne de la mobilité doit être intégrée au projet pédagogique de l'établissement, dont elle constitue un élément important.

Le projet d'établissement est un document obligatoire pour tous les établissements espagnols. Il décrit l'environnement social, économique et culturel de l'établissement, le profil de ses élèves, ses objectifs de formation, ses principaux axes d'intervention, et ses priorités pédagogiques.

Il est nécessaire que tous les acteurs de la communauté éducative soient impliqués dans le projet de mobilité, et pas seulement les enseignants chargés directement de celui-ci, car la participation à ce type de programmes apporte à l'établissement une valeur ajoutée qualitative qui contribue au rayonnement de son action et à son prestige.

L'analyse concrète et détaillée du projet de mobilité devra figurer sur un document qui fera partie de la programmation annuelle générale et dans lequel seront précisés :

- les objectifs,
- les publics,
- la préparation requise : dossier sur le lieu d'accueil, le niveau de connaissance de la langue française, etc.,
- les coordonnées des personnes ou institutions concernées :
 - administration éducative espagnole (communautés autonomes ou directions provinciales de Ceuta et Melilla),

- établissement français d'accueil,
- parents,
- élèves.

En outre, l'établissement s'engage par écrit (lettre d'engagement signée par l'équipe de direction) à promouvoir, gérer et diffuser les projets de mobilité.

Outils de mise en œuvre de la mobilité

• Orientations pour la réalisation des formations en milieu professionnel en Europe

Guide pratique sur les orientations à connaître par les participants aux projets de mobilité avant de réaliser la mobilité.

> **Cf. Annexe** : Orientations pour la réalisation des formations en milieu professionnel en Europe.

• La Charte européenne de qualité pour la mobilité

Cette charte est le document de référence des séjours d'enseignement et de formation à l'étranger. Elle constitue un complément qualitatif à la recommandation de 2001 sur la mobilité des élèves, des personnes en formation, des bénévoles, des enseignants et des formateurs, et a le même champ d'application.

La charte s'adresse aux États membres et notamment aux organisations responsables des séjours à l'étranger. Elle contient des orientations sur les possibilités de mobilité des participants, qu'il s'agisse de jeunes ou d'adultes, à des fins d'apprentissage ou à d'autres fins, telles que la mise à niveau professionnelle ou pour favoriser leur développement personnel. En faisant participer davantage les parties intéressées, la charte vise également à améliorer la qualité et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation.

> **Cf. Annexe** : Charte européenne de qualité pour la mobilité.

- **Lettre d'engagement de l'établissement de formation**

La lettre d'engagement de l'établissement de formation est un document dans lequel l'équipe de direction de l'établissement s'engage à contribuer à la mise en œuvre des formations en milieu professionnel en Europe, notamment en sélectionnant le professeur-tuteur du stage et les élèves participants, ou en diffusant parmi les élèves de l'établissement l'information sur le programme des séjours de formation en milieu professionnel en Europe.

- **Modèle de convention "établissement scolaire-entreprise"**

Ce document sert à formaliser la collaboration entre l'établissement de formation et l'entreprise pour la mise en œuvre de la formation en milieu professionnel. Il doit être signé par le Directeur de l'établissement de formation et par le représentant légal de l'entreprise. Cette convention reste en vigueur tant qu'elle n'est pas dénoncée par une des parties et peut s'appliquer à tous les élèves de l'établissement.

> **Cf. Annexe : Modèle de convention "établissement scolaire - entreprise".**

- **Liste des élèves**

Sur ce document figurent les noms des élèves qui vont suivre un stage dans une entreprise déterminée, et le nom de leur professeur-tuteur, chargé de la supervision des stages. Elle doit être signée par l'entreprise et par le directeur de l'établissement de formation.

> **Cf. Annexe : Modèle de liste des élèves.**

- **Demande d'autorisation pour la réalisation des formations en milieu professionnel en dehors de l'Espagne**

Les établissements de formation doivent adresser aux autorités administratives de la province (*Delegaciones Provinciales*) une demande d'autorisation pour la réalisation de formations en milieu professionnel en dehors de la province dans laquelle se trouve l'établissement de formation. Cette demande doit être accompagnée du programme de la formation, d'un avis du directeur de l'établissement et d'un argumentaire du professeur-tuteur du cycle de formation.

- **Modèle de contrat d'assurance**

Les élèves sont couverts pour les risques d'accident (par l'assurance scolaire) et de responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers (par un contrat d'assurance supplémentaire souscrit par les administrations éducatives).

> **Cf. Annexe : Modèle de contrat d'assurance.**

PENDANT LE SÉJOUR

Pendant le séjour de l'élève dans l'entreprise, on devra évaluer les attitudes, les compétences et les connaissances de l'élève à l'occasion des différentes activités réalisées pendant la période de stage.

À cet effet, l'établissement doit disposer des outils suivants :

- **Fiche pédagogique du séjour**

(annexe pédagogique à la convention de stage)

La fiche pédagogique (*informe pedagógico*) comprend, d'une part, un résumé des activités de formation et de production réalisées lors du séjour et, d'autre part, un volet « évaluation ».

Programme de la formation en milieu professionnel

Le programme de formation (*programa formativo*) est un document décrivant le contenu et les modalités d'évaluation du module de formation en milieu professionnel. Il est constitué d'un ensemble d'activités de production/formation qui devront être réalisées par l'élève et de certaines procédures de réalisation, de suivi et d'évaluation. Ce document est élaboré par le professeur-tuteur de l'établissement avec l'aide de l'équipe pédagogique du cycle de formation et il doit faire l'objet d'un accord entre le professeur-tuteur de l'établissement de formation et le tuteur au sein de l'entreprise. Le programme de formation doit être adapté au profil de l'élève et au poste de travail qu'il va occuper dans l'entreprise.

Fiche d'évaluation

La fiche pédagogique comporte un volet « évaluation » du module de formation en milieu professionnel. Le responsable de l'entreprise atteste les compétences de l'élève, en s'appuyant notamment sur les entretiens périodiques qu'il a eus avec lui, en portant pour chacune d'entre elles, la mention « apte » ou « inapte ». Cette fiche, complétée par le chef d'entreprise et l'élève, est signée par le professeur-tuteur de l'établissement de formation et par le tuteur au sein de l'entreprise.

> **Cf. Annexe : Modèle de fiche pédagogique.**

- **Fiche financière du séjour (annexe financière à la convention de stage)**

La fiche financière résume les responsabilités concernant la prise en charge des frais du séjour d'une part par l'établissement de formation et d'autre part par l'entreprise ou l'organisme d'accueil.

> **Cf. Annexe : Modèle de fiche financière.**

• Cahier de stage

Au fur et à mesure qu'il réalise les différentes tâches du programme de formation, l'élève complète une fiche hebdomadaire qui constitue un rapport d'activités. Ce document peut être incorporé à un cahier de stage (*cuaderno de prácticas*) qui servira à informer le professeur-tuteur de l'établissement de formation des acquis d'apprentissage de l'élève au cours de sa formation en entreprise.

> **Cf. Annexe :** *Modèle de cahier de stage.*

APRÈS LE SÉJOUR : VALORISATION DE L'EXPÉRIENCE

Outils :

• Portfolio Europass

Le portfolio Europass regroupe cinq documents : le CV Europass, l'Europass mobilité, le Portfolio européen des langues, le supplément au diplôme et le supplément au certificat.

CV Europass

Le curriculum vitae Europass, créé par l'Union européenne en décembre 2004, met à la disposition des citoyens un modèle commun pour la présentation systématique, flexible et chronologique de leurs capacités, compétences, diplômes et certifications. Le CV Europass a pour objectif de faciliter la mobilité professionnelle de son titulaire.

La différence principale entre le CV Europass et les modèles de CV traditionnels consiste dans la mise en valeur des compétences professionnelles, sociales, organisationnelles, techniques...

> **Cf. Annexe :** *CV Europass.*

Europass mobilité

Europass mobilité est un document personnel dans lequel est consignée une période d'apprentissage spécifique, réalisée par son titulaire dans un pays européen différent de celui dont il est originaire. Il permet de faire état de ses expériences et notamment des compétences acquises.

Par exemple, la période d'apprentissage peut recouvrir :

- un stage dans une entreprise ;
- une période d'études dans le cadre d'un programme d'échanges ;
- un travail bénévole dans une ONG.

L'expérience de mobilité est placée sous la responsabilité conjointe de deux partenaires associés (l'un dans le pays d'origine et l'autre dans le pays d'accueil) qui définissent ensemble l'objectif, les contenus et la durée de la période d'apprentissage, le pays d'accueil désignant un tuteur. Les partenaires peuvent être des universités, des écoles, des établissements de formation, des entreprises, des ONG, etc.

L'Europass mobilité a été conçu pour être délivré à toute personne ayant bénéficié d'une expérience de mobilité dans n'importe quel pays européen, quels que soient son âge et son niveau d'études.

Ce document élaboré par les deux partenaires, sera rédigé dans la langue convenue entre ces deux établissements et la personne intéressée.

> **Cf. Annexe :** *Europass Mobilité.*

Passeport de langues Europass

Le passeport de langues Europass permet de présenter les connaissances linguistiques acquises dans le cadre d'un enseignement formel ou non. Cette démarche d'auto-évaluation revêt une importance particulière pour la mobilité en Europe. Toutefois, le passeport ne constitue pas une certification officielle de niveau de langues car seuls les organismes officiels peuvent attester les connaissances en langues au moyen d'une série d'épreuves ou d'examens.

Le passeport de langues Europass est également conçu pour engager les élèves dans une réflexion sur les objectifs de leur apprentissage, et les aider à le planifier et à apprendre de façon autonome. Il permet de compléter le CV Europass et peut lui être adjoint.

Le passeport de langue Europass fait partie du **Portfolio européen des langues** élaboré par le Conseil de l'Europe, et s'appuie sur les six niveaux européens du Cadre européen commun de référence pour les langues.

> **Cf. Annexe :** *Passeport de langues Europass.*

> **Cf. Annexe :** *Cadre européen commun de référence pour les langues.*

Supplément Europass au diplôme de technicien ou au certificat de professionnalité

Il s'agit d'un document de nature informative et institutionnelle destiné à encourager la transparence des diplômes et des certifications professionnels. Ses objectifs sont : de fournir des informations complémentaires sur le diplôme de technicien ou le certificat de professionnalité (*certificado de profesionalidad*), en détaillant les compétences acquises par le titulaire et les emplois

auxquels il peut accéder, les organismes de délivrance et d'accréditation, le niveau du diplôme ou du certificat, les différentes voies conduisant à leur obtention, les prérequis et les possibilités d'accès au niveau de formation supérieur ;

- de rendre plus compréhensible aux employeurs ou aux institutions des autres pays la signification du diplôme ou du certificat.

Le supplément ne confère aucun droit quant à la reconnaissance ou à la validation du diplôme, qui devra être obtenue, le cas échéant, conformément aux procédures législatives déterminées par chaque État membre.

Supplément Europass au diplôme de technicien supérieur

Il s'agit d'un document de nature informative et personnalisé, joint au diplôme universitaire ou au diplôme de technicien supérieur, qui décrit la nature, le contexte, le contenu et les normes de la formation suivie par son titulaire. Il fournit également des informations complémentaires concernant les résultats obtenus par chaque titulaire et le système national d'enseignement supérieur.

Le supplément ne remplace pas le diplôme et ne confère aucun droit à la reconnaissance ou à la validation formelle du diplôme, qui devra être obtenue, le cas échéant, conformément aux procédures législatives déterminées par chaque État membre. Toutefois, il a pour objectif de compléter l'information du diplôme original, de manière à

en faciliter la lecture et la reconnaissance par les autorités compétentes, le personnel administratif des institutions de formation supérieure et les futurs employeurs.

> Cf. Annexe : Modèle de supplément Europass au diplôme de technicien.

• Synthèse de la formation des élèves en milieu professionnel

Ce document sert à rendre compte de façon détaillée du déroulement de la formation en milieu professionnel en indiquant les incidents qui se sont éventuellement produits lors de sa réalisation. Le professeur-tuteur rédige un compte rendu relatif au déroulement de la formation en milieu professionnel de ses élèves qui sera joint à un rapport général concernant les formations suivies par tous les élèves de l'établissement.

• Fiche de suivi de l'insertion professionnelle de l'élève

Six mois après la fin du module de formation en milieu professionnel, les tuteurs de l'établissement de formation font une enquête sur la situation professionnelle de leurs élèves, dont les résultats sont consignés sur la fiche d'insertion professionnelle. Si l'élève a déjà été embauché, on fera figurer sur la fiche le type de contrat ; on précisera s'il a été embauché par l'entreprise dans laquelle il avait réalisé le module de formation en milieu professionnel, etc.

> Cf. Annexe : Modèle de fiche de suivi d'insertion professionnelle de l'élève.

La formation professionnelle en France



ORGANISATION GÉNÉRALE

LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF

L'enseignement professionnel s'est progressivement affirmé depuis une vingtaine d'années dans le système éducatif français et est devenu un facteur de l'élévation du niveau de formation. Aujourd'hui, 32 % des lycéens sont des lycéens professionnels. Et les bacheliers professionnels représentent 19,9 % de l'ensemble des bacheliers.

L'enseignement professionnel est en outre devenu un laboratoire des pédagogies innovantes. Le développement des relations entre l'école et le monde du travail, sous forme de stages et de périodes de formation en entreprise et une meilleure articulation avec les milieux professionnels et le marché de l'emploi ont notamment impacté les pratiques pédagogiques.

La scolarité obligatoire en France

En France, la scolarité est obligatoire pour les enfants âgés de 6 à 16 ans et se divise entre l'école élémentaire (6-11 ans), le collège (11-15 ans) et le lycée (obligatoire jusqu'à 16 ans).

Le collège, dont le premier objectif est de faire atteindre à tous au moins la maîtrise du socle commun de connaissances et de compétences¹, accueille les élèves à l'issue de la scolarité élémentaire. Le diplôme national du brevet sanctionne la formation acquise par les élèves à l'issue de leur scolarité sur la base des résultats obtenus au cours des deux dernières années et d'épreuves nationales ponctuelles. La poursuite de la scolarité au lycée ne dépend pas de la réussite à l'examen mais les élèves doivent avoir obtenu à l'issue de la dernière classe du collège leur passage en seconde générale et technologique ou professionnelle.

À l'issue de la classe de troisième du collège, plusieurs voies sont possibles :

1. la voie générale et technologique, qui débouche sur l'enseignement supérieur,
2. la voie professionnelle, qui permet une entrée dans le monde du travail ou une poursuite d'études.

La voie générale et technologique

La voie générale et technologique prépare dans les lycées d'enseignement général et technologique à l'un des trois baccalauréats généraux : économique et social (ES), littéraire (L) ou scientifique (S) et/ou à une des sept séries du baccalauréat technologique ou au brevet de technicien.

Il faut noter qu'un processus de réforme du lycée d'enseignement général et technologique est en cours, et des mesures sont applicables depuis la rentrée 2010.

[1] L'établissement d'un socle commun de connaissances et de compétences est une disposition majeure de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école de 2005. Celle-ci définit le socle commun en le liant aux enjeux de la scolarité obligatoire, aux impératifs de formation tout au long de la vie, à la construction de la personnalité et à la vie en société. Le socle commun ne se substitue pas aux programmes, mais en fonde les objectifs pour définir ce que nul n'est censé ignorer en fin de scolarité obligatoire et s'organise en sept compétences :

1. La maîtrise de la langue française.
2. La pratique d'une langue vivante étrangère.
3. Les principaux éléments de mathématiques et la culture scientifique et technologique.
4. La maîtrise des techniques usuelles de l'information et de la communication.
5. La culture humaniste.
6. Les compétences sociales et civiques.
7. L'autonomie et l'esprit d'initiative.

À l'issue de la voie générale et technologique, les élèves peuvent décider de poursuivre des études supérieures longues (par exemple à l'université), ou courtes. Ainsi, ils peuvent entrer en section de techniciens supérieurs (STS) pour préparer en deux ans un brevet de technicien supérieur (BTS) ou dans des instituts universitaires de technologie (IUT) pour préparer un diplôme universitaire technologique (DUT).

La voie professionnelle

La voie professionnelle propose un enseignement concret en relation avec l'entreprise et ses métiers. Elle permet d'acquérir des compétences professionnelles ainsi que des connaissances et des savoir-faire dans un domaine professionnel.

Les diplômes professionnels peuvent tous se préparer sous statut scolaire en lycée professionnel (LP), ou bien par apprentissage.

Sous statut scolaire, en lycée professionnel, les élèves intègrent une classe de seconde pour préparer le baccalauréat professionnel en trois ans ou une première année de préparation au certificat d'aptitude professionnelle (CAP) en deux

ans. Par apprentissage, les jeunes préparent ces mêmes diplômes professionnels en alternance dans un centre de formation d'apprentis (CFA) et chez un employeur.

Depuis la rentrée 2009, la voie professionnelle a été profondément rénovée avec l'objectif de lutter contre les sorties sans diplôme, de favoriser l'élévation du niveau de qualification des jeunes, d'améliorer leur insertion professionnelle et de faciliter leur poursuite d'études dans l'enseignement supérieur court.

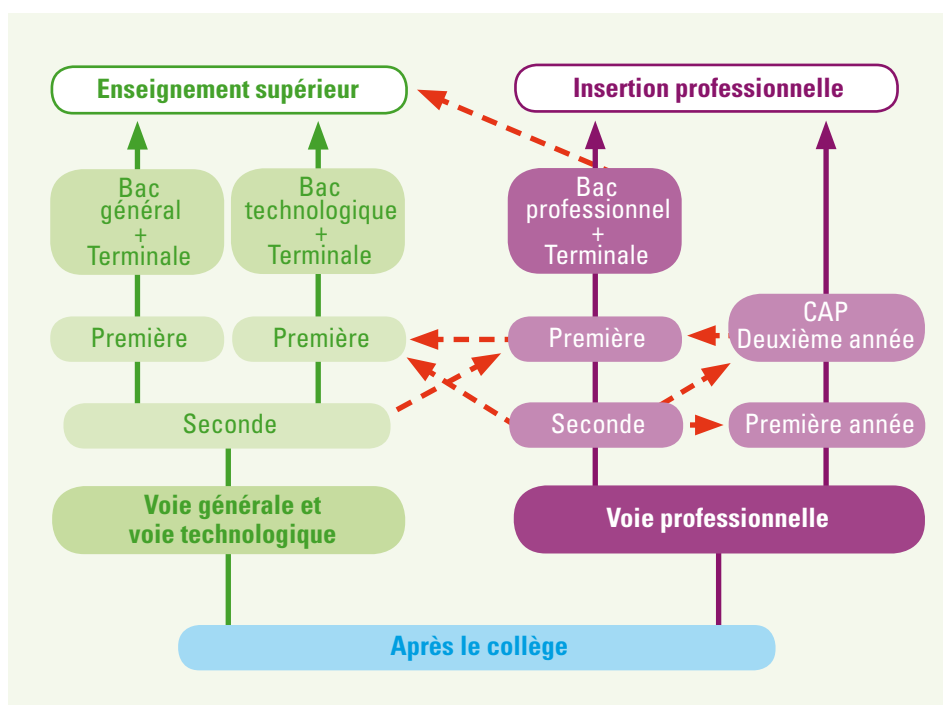
La principale mesure a consisté à modifier la durée du cursus d'accès au baccalauréat professionnel pour l'aligner sur celle du baccalauréat général et du baccalauréat technologique. Elle est dorénavant de trois ans, en continu à l'issue de la classe de troisième, au lieu de quatre ans précédemment.

À la fin de leur année terminale, les élèves se présentent aux épreuves du baccalauréat professionnel, examen national qui permet d'obtenir, comme les autres baccalauréats, le diplôme de fin d'études secondaires et le premier grade de l'enseignement supérieur. Une certification intermédiaire (CAP ou BEP) est passée au cours du cursus en trois ans afin d'assurer à chacun un diplôme.

Tableau des études secondaires en France

Pour des parcours plus souples, les passerelles sont facilitées :

- entre les deux cycles de la voie professionnelle, CAP et baccalauréat professionnel,
- entre la formation sous statut scolaire et l'apprentissage,
- entre les différentes voies, dans les deux sens.



LES DIPLÔMES PROFESSIONNELS : ACTEURS, PROCESSUS ET MODALITÉS

Les diplômes délivrés par le ministère de l'éducation nationale ont une valeur nationale.

Ils peuvent être obtenus par la formation initiale (scolaire ou apprentissage), mais aussi par la formation continue ou par la validation des acquis de l'expérience (voir page 31). Quel que soit le mode d'accès aux diplômes, ils ont la même valeur.

Les diplômes professionnels sont inscrits au Répertoire national des certifications professionnelles, consultable en ligne : www.cnpc.gouv.fr

Au niveau central, c'est le **ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative** qui crée et gère les diplômes.

Au niveau déconcentré, les rectorats d'académies organisent les examens nationaux. Un jury vérifie les résultats aux contrôles, donne un caractère définitif aux propositions de notes obtenues et propose au recteur, pour chaque candidat, l'attribution du diplôme national. Le jury est composé de professionnels et d'enseignants.

L'élaboration des diplômes professionnels

Les milieux professionnels contribuent avec l'État à l'élaboration des diplômes dans le cadre des commissions professionnelles consultatives (CPC). Ces instances nationales sont le lieu de consultation obligatoire des partenaires sociaux pour tous les diplômes professionnels. Les CPC sont composées de 4 collèges : employeurs, salariés, pouvoirs publics et personnes qualifiées. Leurs membres donnent un avis sur l'opportunité de la création, de la rénovation ou de la suppression d'un diplôme.

Actuellement au nombre de 14, les CPC (correspondant aux grands secteurs d'activité économique) suivent l'évolution du marché de l'emploi.

En outre, les milieux professionnels accueillent des jeunes en formation, avec une implication différente selon qu'il s'agit d'un élève ou d'un apprenti.

Ils participent à la certification : les épreuves portant sur la pratique professionnelle sont corrigées par des

professeurs et des représentants du monde professionnel. Le diplôme est délivré par un jury final, dans lequel sont également présents des membres des entreprises. Ils participent également au financement de la formation professionnelle initiale et continue.

L'obtention des diplômes professionnels

Dans le cadre des formations initiale et continue, les candidats, selon leur statut, passent des épreuves d'examen soit en contrôle externe (épreuves ponctuelles écrites, orales, pratiques), généralement organisées en juin, soit en contrôle interne (contrôles en cours de formation-CCF).

Par ailleurs, toute personne engagée depuis au moins trois ans dans la vie active peut obtenir tout ou partie d'un diplôme professionnel en faisant valider les acquis de son expérience professionnelle et personnelle. Démarche individuelle, cette demande de validation des acquis de l'expérience (VAE) repose sur l'évaluation par un jury d'un dossier remis par le candidat et si nécessaire d'un entretien complémentaire. Le jury souverain accorde tout ou partie du diplôme.

Programmes d'enseignement

Les programmes d'enseignement présentent une combinaison des compétences et des connaissances professionnelles et générales indispensable à une formation professionnelle de qualité. Dans le champ professionnel, il s'agit de compétences constitutives du métier visé (savoirs techniques, technologiques, scientifiques, savoir-faire, attitudes et comportements). Dans le champ des compétences générales, il s'agit de savoirs et de savoir-faire touchant aussi bien la littérature que les sciences ou les arts qui constituent le socle commun de l'ensemble des formations, qu'elles soient générales ou professionnelles.

L'objectif est de donner aux élèves les compétences et savoirs associés nécessaires à l'obtention du diplôme visé mais aussi de leur faire acquérir le socle de formation générale qui leur facilitera une évolution professionnelle ultérieure.

Classification des diplômes

Les diplômes professionnels nationaux sont classés par niveau :

Classification française	Niveau de formation	Equivalent classification CITE*	Niveaux du cadre européen des certifications
Niveau V	Diplôme de second cycle court professionnel (tel le certificat d'aptitude professionnelle - CAP) + BEP et Mention Complémentaire (MC)	3c	3
Niveau IV	Diplôme de type baccalauréat ou brevet professionnel (BP) ou Mention Complémentaire (MC)	3	4
Niveau III	Diplôme de type bac + 2 tels le brevet de technicien supérieur (BTS) ou le diplôme universitaire de technologie (DUT)	5b	5
Niveau II	Diplôme de type licence (telle la licence professionnelle)	6	6
Niveau I	Diplôme de type master (tel le diplôme d'ingénieur)	6	7 et 8

* Classification Internationale Type des Enseignements (CITE) créée par l'UNESCO, autrement appelée en version originale : " International Standard Classification of Education " (ISCED-1997). Un diplôme professionnel est une certification dont le cadre général est défini par décret. Chaque diplôme comporte diverses spécialités qui correspondent à des professions ou à des champs d'activités.

Principaux diplômes de niveau V (CITE : 3c)

• Le certificat d'aptitude professionnelle (CAP)

Ce diplôme donne à son titulaire une qualification d'ouvrier ou d'employé qualifié. Il se prépare en deux ans après la classe de troisième. Le CAP dispense un savoir-faire pratique dans des secteurs permettant une insertion professionnelle immédiate. Il existe plus de 200 spécialités pour les métiers de l'artisanat, de la production et des services. Le CAP se prépare davantage par l'apprentissage : 171 316 apprentis pour 109 003 élèves en 2009*. La poursuite d'études est possible en brevet professionnel ou en bac professionnel.

• Le brevet d'études professionnelles (BEP)

Tous les BEP sont inscrits dans le cadre du cursus en trois ans menant au baccalauréat professionnel. (151 651 élèves - 19 136 apprentis en 2009*).

Principaux diplômes de niveau IV (CITE : 3)

• Le baccalauréat professionnel (bac pro)

Il se prépare en trois ans après la classe de troisième (328 922 élèves et 49 348 apprentis en 2009*). Il peut aussi se préparer en deux ans après un CAP ou après une seconde générale et technologique. Ses titulaires sont ouvriers, techniciens et employés hautement qualifiés aux compétences techniques élargies. Les spécialités existantes favorisent l'insertion dans des secteurs professionnels très variés (commerce, services, restauration, maintenance, secrétariat, comptabilité, productique, bâtiment, électrotechnique, agriculture...) et très spécialisés (horlogerie, bijoux, mode...). Ce diplôme vise l'insertion professionnelle directe mais permet également comme tout diplôme du baccalauréat une poursuite d'études dans le supérieur.

* Source : MENJVA - DEPP - RERS 2010

- **Le brevet professionnel (BP)**

Il se distingue du baccalauréat professionnel par ses contenus pratiques. C'est un diplôme de métier qui atteste l'acquisition d'une haute qualification et l'aptitude à la gestion d'une entreprise. Il existe 60 spécialités centrées sur des métiers très identifiés (menuisier, cuisinier, fleuriste, styliste visagiste...) et ancrés dans des traditions professionnelles. Il ne permet pas l'accès à l'enseignement supérieur et ne peut être préparé que sous contrat de travail (apprentissage) ou par formation continue après un diplôme de niveau V de la spécialité ou 5 ans d'activité professionnelle.

Le effectifs (51 335 apprentis en 2009) connaissent une hausse régulière qui contribue à l'objectif d'élévation du niveau des qualifications. Il se prépare généralement en deux ans après un CAP.

- **Le brevet des métiers d'art (BMA)**

Il se prépare en 2 ans après un CAP des métiers d'art. La formation vise à promouvoir l'innovation, à conserver et à transmettre les techniques traditionnelles. Le titulaire du BMA est un technicien et un praticien capable d'effectuer des travaux sous sa seule responsabilité.

Environ 1 500 jeunes préparent l'une des différentes spécialités de ce diplôme (arts de la dorure, du bijou, de la reliure, du verre, de la céramique, graphisme, tapisserie, broderie, ébénisterie...). Les lauréats peuvent accéder au niveau III, par un diplôme des métiers d'art (DMA).

- **La mention complémentaire (MC)**

Elle permet une spécialisation dans certains secteurs. Elle se prépare en 1 an après certains CAP et certains baccalauréats professionnels (20 spécialités). Les effectifs restent modestes (environ 6 757 élèves et 5 565 apprentis en 2009).

Au niveau III (CITE : 5b) : les brevets de techniciens supérieurs (BTS)

À l'issue d'une formation professionnelle initiale dans l'enseignement secondaire, il est possible de poursuivre des études à visée professionnelle dans l'enseignement supérieur.

Ainsi, le BTS est un diplôme national de niveau III préparé en deux ans dans les lycées d'enseignement général et technologique, dans quelques lycées professionnels ou dans des centres de formation d'apprentis. Ce diplôme atteste de l'aptitude de son titulaire à exercer une activité professionnelle relevant de l'encadrement intermédiaire.

L'accès à une classe de STS est de droit pour les élèves ayant obtenu le bac professionnel avec mention Bien (moyenne de 14/20) ou Très Bien (moyenne de 16/20), sous réserve de place disponible.

L'ORGANISATION PÉDAGOGIQUE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE

La particularité des diplômes de l'éducation nationale est le poids réservé à l'enseignement général. Ainsi, l'enseignement dispensé dans la voie professionnelle comporte de nombreux points communs avec celui des voies générale et technologique : un perfectionnement dans les mêmes disciplines générales et une même préparation au rôle de citoyen.

Cependant, la finalité professionnelle implique le recours à des méthodes et des moyens spécifiques, en particulier l'alternance. Il s'agit d'un dispositif de formation caractérisé par des périodes de formation partagée entre l'établissement d'enseignement et l'entreprise.

L'alternance fait partie intégrante de la formation professionnelle des jeunes, élèves sous statut scolaire ou apprentis, dont elle est un élément clé en favorisant l'acquisition de compétences et de savoirs associés, et en facilitant leur insertion professionnelle.

L'organisation des enseignements sous statut scolaire

Pour les élèves sous statut scolaire, la formation se déroule prioritairement dans le lycée professionnel et comporte des périodes de formation en milieu professionnel obligatoires.

L'organisation et les contenus des enseignements professionnels sont spécifiques. Tous les diplômes professionnels, excepté la mention complémentaire, comportent :

- des enseignements généraux : lettres, histoire-géographie, mathématiques, sciences physiques, langue vivante, arts appliqués, éducation physique et sportive... Par ailleurs, un enseignement de « Prévention, Santé, Environnement » est dispensé depuis la rentrée 2009. Il faut souligner également que la langue vivante étrangère fait partie des enseignements obligatoires et que depuis la rentrée 2009 une deuxième langue vivante, jusqu'alors facultative dans certaines spécialités, a été rendue obligatoire pour tous les baccalauréats professionnels du secteur des services.
- des enseignements professionnels théoriques et pratiques définis spécifiquement pour chaque spécialité professionnelle, en termes de compétences et de connaissances à maîtriser.
- des périodes de formation en milieu professionnel (PFMP) : toutes les formations professionnelles comportent une période de formation en milieu professionnel (entreprise ou autre organisation) pour mieux préparer les jeunes aux emplois, formalisée par une convention relative à la formation en milieu professionnel, signée entre l'organisme

d'accueil, le lycée et l'élève. La durée de ces périodes varie selon la finalité du diplôme et selon la spécialité : 12 à 16 semaines en CAP, au moins 12 semaines en mention complémentaire, 22 semaines en baccalauréat professionnel. Les PFMP font l'objet d'une évaluation (menée conjointement avec l'entreprise) prise en compte pour la délivrance du diplôme.

- des activités de projet : en CAP, le projet pluridisciplinaire à caractère professionnel (PPCP) consiste en la réalisation totale ou partielle d'un produit ou d'un service. La place des enseignements généraux y est sensible. Il est un moyen privilégié pour aider les élèves à acquérir des méthodes de travail et de recherche, à développer l'initiative, le travail d'équipe, le sens de l'organisation, la responsabilité, à renforcer la professionnalisation et la motivation. En baccalauréat professionnel, les activités de projet sont également obligatoires mais peuvent prendre différentes formes (PPCP, projet spécifique en enseignement général, en enseignement professionnel, en enseignement artistique et culturel...).
- une organisation horaire spécifique : le volume horaire total de formation, y compris le temps passé en entreprise, varie selon le diplôme (environ 2 300 heures pour le CAP sur un cycle de 2 ans ; près de 3500 h pour le baccalauréat professionnel sur un cycle de 3 ans).
- une démarche didactique et pédagogique spécifique, organisant l'acquisition des compétences professionnelles, entre les enseignements théoriques et pratiques apportés au lycée, les activités de projet et les situations vécues en période de formation en milieu professionnel (PFMP).

La formation par apprentissage

L'apprenti est un salarié titulaire d'un contrat de travail particulier (contrat d'apprentissage), ayant un temps de formation réparti entre l'entreprise et le centre de formation d'apprentis (CFA). Il perçoit un salaire, y compris lorsqu'il est au CFA (25 % à 78 % du salaire minimum (SMIC) selon l'âge et le niveau de formation). Il est soumis aux règles du code du travail et aux conventions collectives. La durée du contrat d'apprentissage est en moyenne de deux ou trois ans. Pour devenir apprenti, il faut avoir entre 16 à 25 ans.

L'apprentissage se distingue par ses modalités particulières de formation :

- une formation alternée : l'apprentissage est une voie de formation qui associe une formation chez un employeur et des enseignements dispensés en centre de formation d'apprentis (CFA). L'entreprise joue le premier rôle dans la formation, puisque l'apprenti y passe 60 à 75 % du temps de

formation. L'apprenti est placé sous la responsabilité d'un maître d'apprentissage qui l'accompagne, lui transmet ses connaissances et savoir-faire et lui confie des activités de production auxquelles il l'initie et qu'il contrôle. L'horaire de formation en CFA est d'au-moins 800 heures sur le cycle de CAP en deux ans et 1 850 heures sur le cycle de baccalauréat professionnel en trois ans.

- des enseignements disciplinaires : l'organisation des enseignements est laissée à l'initiative des CFA. Les deux tiers de la formation en CFA sont consacrés à l'enseignement général (français, mathématiques, langue vivante, histoire-géographie, éducation physique et sportive...) et à l'enseignement technologique. Le tiers restant est destiné à l'enseignement pratique.
- une pédagogie de l'alternance : cette pédagogie spécifique à l'apprentissage se caractérise par :
 - la priorité donnée à la formation en entreprise : les formateurs de CFA s'appuient sur les vécus en entreprise pour formaliser le modèle explicatif, la règle, la loi, la technique ;
 - la répartition des activités entre l'entreprise et l'établissement : elle s'effectue sur la base d'une planification des travaux susceptibles d'être proposés aux apprentis dans l'entreprise ;
 - la subsidiarité de la formation en CFA : le CFA couvre ce qui ne peut être fait en entreprise ;
 - des outils de gestion et de communication entre le CFA, l'entreprise et l'apprenti (livret d'apprentissage, fiches navettes, fiches d'observation...).

LES LYCÉES DES MÉTIERS

Le label « lycée des métiers » est attribué aux établissements qui proposent une offre de formation et de diplômes construite autour d'un ensemble cohérent de métiers (par exemple, un lycée des métiers de l'automobile).

Les lycées des métiers permettent ainsi une meilleure visibilité sur les filières et soutiennent la poursuite d'études. Ils constituent une voie d'excellence pouvant mener jusqu'au niveau de la licence professionnelle, et favorisant les passerelles entre les différentes voies de formation et entre lycée professionnel, apprentissage, formation continue.

Le lycée des métiers développe des relations étroites avec le monde professionnel, les collectivités territoriales et l'enseignement supérieur.

Depuis 2001, près de 800 lycées ont obtenu le label d'excellence « lycée des métiers ».

LES SECTIONS EUROPÉENNES

Le dispositif des sections européennes, implanté au collège et en lycée général, technologique et professionnel, permet aux élèves d'approfondir leurs connaissances linguistiques et culturelles dans une langue vivante étrangère.

Les sections européennes de lycée professionnel ont vocation à organiser des activités à la fois professionnelles et culturelles en s'appuyant tout particulièrement sur les stages et périodes de formation en entreprise à l'étranger. Ceux-ci constituent en effet un élément essentiel du dispositif en lycée professionnel, qu'il est nécessaire de développer, notamment dans le cadre des programmes européens.

Il s'agit de repérer et d'exploiter les compétences de l'élève liées à la mobilité, non seulement dans le domaine linguistique (en privilégiant la langue de communication), mais aussi dans celui de la culture professionnelle acquise dans le pays étranger, et de tout son contexte économique, social et culturel. Ce travail s'appuie sur « l'Europass Mobilité », qui atteste que l'élève a accompli un parcours européen de formation.

Outre le stage à l'étranger, peuvent être envisagées des relations avec les entreprises étrangères présentes dans l'environnement économique du lycée ou implantées à l'étranger (visites d'entreprises, intervention en langue étrangère de professionnels dans le cadre des activités de la discipline non linguistique, utilisation des technologies de l'information et de la communication) et des échanges avec d'autres classes des pays concernés.

En lycée professionnel, les disciplines d'enseignement professionnel en langue étrangère des sections européennes sont privilégiées, sans exclure pour autant les disciplines d'enseignement général. Les disciplines d'enseignement professionnel offrent aux élèves la possibilité de se familiariser avec la culture professionnelle du pays concerné et sont l'occasion de donner tout son sens à l'utilisation de la langue étrangère comme moyen de communication en situation réelle et authentique.

Pour les élèves scolarisés en section européenne, le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative offre la possibilité aux élèves hispanistes en classe de seconde ou de première année de lycée professionnel de passer la certification au niveau A2 et B1 du cadre européen de référence pour les langues (CECRL). La certification est proposée par l'Institut Cervantès.

LES AUTRES MODALITÉS D'ACCÈS AUX DIPLÔMES PROFESSIONNELS : LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE ET LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

La formation professionnelle continue

En France la formation continue est essentiellement de nature professionnelle.

La formation continue contribue au développement économique et à la promotion sociale. Ses principaux objectifs sont de faciliter l'accès à la qualification, le maintien dans l'emploi durable et l'insertion professionnelle.

Le dialogue social, le rôle régulateur de l'État et la décentralisation sont les points clés du système français de formation professionnelle continue. Les acteurs économiques et les institutions engagés dans la définition des politiques de formation et leur financement sont en particulier l'État, les collectivités territoriales (les régions), les partenaires sociaux, les entreprises. Autre point clé du système : il donne aux salariés comme aux demandeurs d'emploi, des droits en matière de formation continue, pendant le temps de travail ou hors temps de travail.

S'agissant des prestataires de formation continue, ils interviennent sur un marché concurrentiel et relèvent du secteur public/para-public comme du secteur privé.

Parmi les prestataires du secteur public/para-public, on trouve les organismes relevant de différents ministères tels que l'éducation nationale - avec les GRETA -, l'enseignement supérieur, l'emploi, l'agriculture, la santé, etc. Par ailleurs les chambres de commerce et de l'industrie, des chambres de métiers, des chambres d'agriculture sont également des prestataires importants.

Les prestataires privés recouvrent les entreprises, les associations à but non lucratif et des consultants indépendants.

Le réseau des groupements d'établissements publics locaux d'enseignement (GRETA)

Les GRETA sont des établissements scolaires publics (collèges, lycées d'enseignement général, technologique ou professionnel) qui se regroupent en fonction

de leur proximité géographique et mutualisent leurs compétences pour réaliser des actions de formation continue pour les adultes. Ils constituent le réseau des GRETA, qui dépend du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative. Présents dans toutes les régions, 220 GRETA comprenant 6 500 sites de formation proposent des formations dans la plupart des domaines. Ils forment chaque année quelque 450 000 adultes.

Les GRETA élaborent des formations pour les salariés, les fonctionnaires, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les seniors et proposent un accompagnement aux personnes désirant entreprendre une procédure de VAE. Dans les GRETA, les adultes peuvent acquérir des compétences de base ou spécialisées, apprendre une langue étrangère. Ils peuvent également préparer des diplômes professionnels.

La validation des acquis de l'expérience (VAE)

Le dispositif de la validation des acquis de l'expérience (VAE) permet l'obtention de tout ou partie d'une certification inscrite au Répertoire national des certifications professionnelles sur la base d'une expérience professionnelle salariée, non salariée (commerçant, collaborateur de commerçant, profession libérale, agriculteur ou artisan...) et/ou bénévole (syndicale, associative) et/ou volontaire. Les diplômes professionnels de l'éducation nationale, sont ainsi accessibles par cette voie.

Toute personne, quels que soient son âge, sa nationalité, son statut et son niveau de formation, ayant au moins trois ans d'expérience salariée, non salariée ou bénévole, peut entreprendre une démarche de VAE. Démarche individuelle, cette demande de validation des acquis de l'expérience repose sur l'évaluation par un jury d'un dossier remis par le candidat et si nécessaire d'un entretien complémentaire. Le jury souverain accorde tout ou partie du diplôme.

LES PARTENAIRES ET LEURS MISSIONS

La formation professionnelle initiale repose sur une compétence partagée entre :

- l'État notamment les ministères chargés de l'éducation, de l'emploi, de l'agriculture, des sports, de la santé...
- les collectivités territoriales (régions) et les services déconcentrés (rectorats),
- les partenaires sociaux et les milieux professionnels aux niveaux national, régional, local.

Une concertation permanente est organisée entre l'État, les compagnies consulaires, les chambres de métiers, les chambres d'agriculture, les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés, les organisations familiales et les représentants de l'enseignement.

Les responsabilités des différents acteurs

L'État	La région	Les milieux professionnels
• élabore les référentiels d'activité professionnelle et de certification des diplômes en concertation avec ses partenaires professionnels, • définit les règlements d'examen, • délivre les diplômes, • offre des formations variées à des élèves et des apprentis, • recrute, forme et rémunère les enseignants, • contrôle la qualité des formations, • rend compte des résultats et des moyens utilisés.	• établit le plan régional de développement des formations professionnelles (PRDFP) Celui-ci est élaboré en concertation avec l'État, les collectivités territoriales concernées et les partenaires sociaux. Il programme à moyen terme l'offre de formation professionnelle des jeunes et des adultes, et les priorités relatives à l'information, à l'orientation et à la validation des acquis de l'expérience. Ainsi, il fait évoluer l'offre régionale de formation. • assure la construction, l'entretien, l'équipement des lycées, • signe les conventions de création des centres de formation d'apprentis.	• contribuent à l'élaboration des diplômes, • accueillent et forment des jeunes en entreprise, • participent aux jurys d'examens, • participent au financement des premières formations technologiques et professionnelles par le paiement de la taxe d'apprentissage.

LES ACTEURS DANS L'ACADÉMIE ET DANS LES ÉTABLISSEMENTS

AU NIVEAU DE L'ACADÉMIE

Les conseillers techniques du recteur

L'académie est la circonscription administrative de l'éducation nationale. Chacune des 30 académies est dirigée par un recteur, qui représente le ministre de l'éducation nationale.

Le recteur est entouré de conseillers techniques, en particulier :

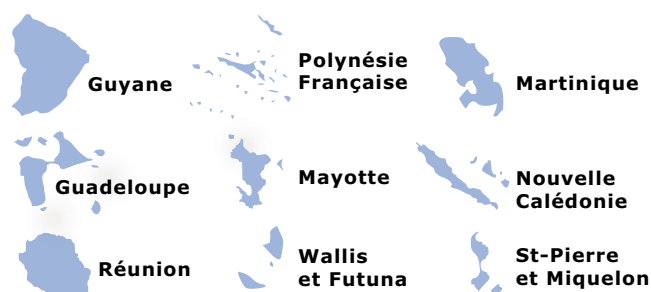
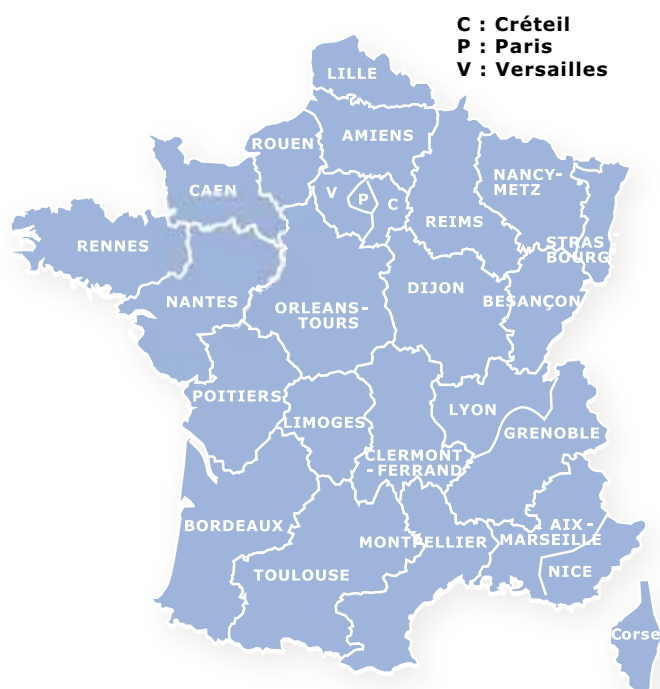
- **Le délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue (DAFPIC)**

Le DAFPIC participe à la définition et la mise en oeuvre de la politique académique dans le champ de l'ensemble des formations professionnelles en liaison avec tous les responsables concernés.

Il recherche toutes complémentarités et synergies entre la formation initiale, y compris l'apprentissage, et la formation continue, en conduisant les projets dans des domaines tels que la validation des acquis de l'expérience, les plateformes technologiques, la relation école-entreprise, les partenariats avec les acteurs économiques.

Dans le cadre du "schéma prévisionnel des formations" et du "plan régional de développement des formations professionnelles", il participe à l'évolution de l'offre de formation professionnelle, en mettant en cohérence les différentes voies de formation. Il est chargé de l'animation et du pilotage du réseau des GRETA.

Dans certaines académies, cette fonction est partagée entre un délégué académique aux enseignements techniques (DAET), compétent pour la formation professionnelle initiale, et un délégué académique à la formation continue (DAFCO).



- **Le délégué académique aux relations européennes et internationales et à la coopération (DAREIC)**

Le délégué académique aux relations européennes et internationales et à la coopération assure la coordination des activités académiques dans le domaine de l'ouverture internationale des établissements scolaires : échanges de classes, activités internationales, perfectionnement linguistique d'enseignants, soutien pédagogique à des établissements étrangers et appariements d'établissements.

Les corps d'inspection

Les corps d'inspection ont un rôle majeur dans l'accompagnement des équipes éducatives et dans la mise en œuvre des réformes.

Les inspecteurs de l'éducation nationale de l'enseignement technique et de l'enseignement général (IEN ET, IEN EG) contribuent au pilotage du système éducatif au niveau académique.

Ils assurent la mise en œuvre de la politique éducative dans les établissements scolaires, évaluent les enseignements et les établissements, inspectent et conseillent les personnels enseignants du 2nd degré, contribuent au management de ces personnels pour leur déroulement de carrière.

Ils peuvent également concevoir, conduire ou évaluer le dispositif de formation continue des personnels enseignants et d'éducation, en lien avec l'université ; ils peuvent conseiller les chefs d'établissement à la demande du recteur. Ils contribuent par ailleurs aux travaux des groupes d'experts menés par l'inspection générale de l'Éducation nationale ou l'administration centrale du ministère.

AU NIVEAU DE L'ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE

Le chef d'établissement

Représentant de l'État au sein de la structure, il est responsable de l'application des textes (lois et règlements) et est garant de la sécurité des personnes et des biens. Directeur de l'établissement, il en initie et conduit la politique, pilote le « projet d'établissement » en y associant toute la communauté éducative (personnels, élèves, parents, partenaires extérieurs). Il est également le garant de l'organisation pédagogique.

Le chef d'établissement préside le conseil d'administration et exécute les décisions (notamment la préparation et l'exécution du budget, en coopération avec le gestionnaire). Il a la responsabilité des res-

sources humaines (mais il ne choisit pas les professeurs, nommés par le ministère et le rectorat) et représente l'établissement, par exemple dans les relations avec les partenaires (collectivités territoriales, milieux professionnels, etc).

Le chef d'établissement a une position centrale. C'est sur lui que repose la bonne marche de l'établissement, l'atmosphère de travail, l'entente et la collaboration entre les enseignants, les bons rapports avec les parents et les autorités locales.

Le chef de travaux

Le chef de travaux est à la fois le spécialiste d'une discipline et le détenteur de compétences élargies qui en font un véritable « généraliste » de l'enseignement technique. Il exerce sa fonction à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement, sous l'autorité directe du proviseur et dans le cadre du projet d'établissement.

Dans le cadre du projet d'établissement, le chef de travaux, directement au contact des personnels enseignants et non-enseignants qui participent aux formations technologiques et professionnelles, joue un rôle important d'animateur, de coordonnateur et, plus généralement, d'organisateur.

Ce rôle s'applique à un vaste domaine qui comprend la gestion des ressources humaines et matérielles, ainsi que la gestion du temps et de l'espace pédagogique.

Plus particulièrement, le chef de travaux s'attache à coordonner la définition des projets techniques et leur réalisation, la gestion et l'utilisation pédagogiques des locaux et des matériels, ainsi que les services des enseignants et leurs activités communes ou interdisciplinaires. En relation avec les entreprises, il coordonne l'organisation des stages en entreprise et des formations fondées sur l'alternance.

Les compétences dont il dispose dans une spécialité d'enseignement, celles qu'il a acquises dans sa formation et l'exercice de sa fonction, peuvent conduire le chef de travaux à intervenir directement auprès de stagiaires ou d'élèves. En particulier, il peut, en fonction des nécessités du service et de la structure pédagogique de l'établissement, assurer des séquences d'enseignement régulières ou ponctuelles devant des élèves et participer à des actions de formation.

Le chef de travaux seconde également le chef d'un établissement professionnel ou technologique : il est amené

à participer activement au choix et à l'achat des équipements pédagogiques, à l'information sur l'évolution des technologies et des professions, à la conception du plan de formation des personnels de l'établissement, ainsi qu'à la mise en conformité des locaux et des matériels pédagogiques par rapport aux normes d'hygiène et de sécurité.

Au sein de chaque établissement secondaire, un enseignement référent pour l'action européenne et internationale (ERAEL), systématiquement associé à la conception du volet international de son établissement, relaie l'action de la délégation académique aux relations européennes et internationales et à la coopération et facilite tout projet de partenariat et de mobilité.

L'ORGANISATION DE LA MOBILITÉ : IDENTIFICATION, PRÉSENTATION DES OUTILS

AVANT LE DÉPART EN ESPAGNE : IDENTIFICATION, PRÉPARATION ET CADRAGE

Charte européenne de qualité de la mobilité

Axée sur les aspects qualitatifs de la mobilité, la Charte européenne de qualité pour la mobilité constitue un document de référence des séjours à l'étranger afin de garantir aux participants, jeunes et adultes, une expérience positive. Son champ d'application concerne les séjours des jeunes ou des adultes à des fins d'apprentissage formel et non formel et par conséquent leur développement personnel et professionnel. Elle offre des orientations qui tendent à répondre aux attentes des participants et aux exigences légitimes des organismes et institutions éducatives. La charte offre ainsi un cadre amélioré à la libre circulation des personnes dans le domaine de l'éducation et de la formation pour notamment renforcer la création d'un véritable espace européen de l'éducation et de la formation tout au long de la vie ainsi que la cohésion économique, sociale et régionale.

> **Cf. Annexe** : Charte européenne de qualité de la mobilité.

Conventions

- Convention concernant les périodes de formation en milieu professionnel à l'étranger pour les élèves en formation professionnelle : Objectifs pédagogiques, répartition des responsabilités - BOEN n° 44 du 27 novembre 2003.
- Remarque : Cette convention-type est susceptible d'évoluer d'ici 2011.

> **Cf. Annexe** : Modèle de convention de stage.

- Convention organisant la mise à disposition d'un apprenti

travaillant en France auprès d'une entreprise d'accueil établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne - JORF n°0048 du 26 février 2009.

> **Cf. Annexe** : Convention organisant la mise à disposition d'un apprenti.

PENDANT LE STAGE

Dossier de liaison

> **Cf. Annexe** : Modèle de dossier de liaison.

APRÈS LE STAGE : VALORISATION DE L'EXPÉRIENCE - PORTFOLIO EUROPASS

Les systèmes d'éducation et de formation existant dans les différents pays européens sont très contrastés, reflétant notamment la diversité des liens qu'ils peuvent entretenir avec le marché du travail.

Il s'est avéré illusoire de vouloir réduire une telle diversité par l'établissement d'équivalences systématiques entre les diplômes. Une approche plus modeste, mais aussi plus réaliste, a donc prévalu, basée sur la transparence des compétences et des qualifications.

Le document communautaire Europass formation en était la première étape ; simple et pragmatique, il s'affirmait comme un outil fédérateur de dialogue et de compréhension. Le succès de cette démarche a incité les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne à adopter, fin 2004, le nouveau cadre Europass qui consiste en un portefeuille de plusieurs documents normalisés au plan européen.

Aujourd'hui, le portfolio Europass regroupe cinq documents : le CV Europass, le supplément au diplôme, le supplément au

certificat, le Portfolio européen des langues et l'Europass mobilité, successeur de l'Europass formation.

Voir informations sur le site Europass
<http://europass.cedefop.eu.int/>

En France, l'agence Europe-éducation-formation France est centre national Europass et point national de contact Europass mobilité.

AGENCE EUROPE-ÉDUCATION-FORMATION FRANCE

25, quai des Chartrons
33080 BORDEAUX cedex
europass-mobilite@2e2f.fr

<http://www.europe-education-formation.fr/europass.php>

Les outils permettant de valoriser une expérience à l'étranger

• CV Europass

Que l'on soit à la recherche d'un emploi, d'un stage professionnel, d'une formation dans un pays européen, le CV Europass est l'outil indispensable. Il a été élaboré par une équipe de spécialistes européens du monde de l'emploi et offre une véritable valeur ajoutée au titulaire du document. Le modèle est disponible en ligne sur le site de l'agence Europe-éducation-formation France.

> **Cf. Annexe : CV Europass.**

• Europass mobilité

L'Europass mobilité est un relevé de toute période organisée (appelée parcours Europass mobilité) effectuée par un citoyen dans un autre pays européen dans un but éducatif ou de formation.

Il peut s'agir **par exemple** :

- d'un stage en entreprise ;
- d'un trimestre d'études dans le cadre d'un programme d'échanges ;
- d'un stage volontaire dans une ONG

L'expérience de mobilité est encadrée par deux partenaires, l'un dans le pays d'origine, l'autre dans le pays d'accueil. Les deux partenaires s'accordent sur l'objet, le contenu et la durée de l'expérience ; un tuteur est désigné dans le pays d'accueil. Les partenaires peuvent être des universités, des écoles, des centres de formation, des entreprises, des ONG, etc.

L'Europass mobilité est disponible en téléchargement sur l'espace utilisateur de l'organisme demandeur. Il est alors pré-renseigné avec notamment les noms, prénoms du bénéficiaire et son numéro de parcours Europass mobilité.

L'organisme demandeur peut compléter ou modifier les informations pré-renseignées sur le parcours, à l'exception du nom, prénom et numéro de parcours. Ces trois informations authentifient le document et le Portfolio (pochette officielle éditée par la Commission européenne envoyée à l'organisme pour le bénéficiaire).

La structure d'accueil en Europe y décrit brièvement (dans sa langue ou dans la langue véhiculaire contractuelle) le parcours européen suivi (activités réalisées, compétences acquises ou notes obtenues), précise l'identité et la fonction du tuteur, puis signe et appose son cachet.

Le bénéficiaire signe le document, pour témoigner de son engagement dans le dispositif. Enfin, au retour du bénéficiaire, l'organisme demandeur traduit l'ensemble de ces indications, puis délivre officiellement l'Europass mobilité en le signant à son tour et en y apposant son cachet.

> **Cf. Annexe : Europass mobilité.**

• Passeport de langues Europass

Le Passeport de langues Europass permet d'évaluer ses compétences en langues, compétences qui sont vitales pour apprendre et travailler en Europe. Il s'appuie sur les six niveaux du Cadre européen commun de référence pour les langues.

> **Cf. Annexes : Passeport de langues Europass.**
Cadre européen commun de référence pour les langues.

Annexes

Les annexes dont la liste figure ci-dessous sont consultables sur le site du MENJVA à l'adresse suivante :

<http://eduscol.education.fr/cid51747/presentation.html>

Chaque document est présenté dans sa version originale accompagnée de sa traduction dans la langue du pays partenaire.

Outils pour la mobilité utilisés par l'Espagne

Orientaciones para realizar la FCT en Europa

Orientations pour la réalisation de la formation en milieu professionnel en Europe

Carta europea de calidad para la movilidad

Charte européenne de qualité de la mobilité

Modelo de convenio centro docente - empresa

Modèle de convention établissement scolaire - entreprise

Modelo de relación de alumnos

Liste des élèves

Modelo de póliza de seguros

Modèle de contrat d'assurance

Modelo pedagógico

Modèle de fiche pédagogique (annexe pédagogique à la convention de stage)

Modelo financiero

Modèle de fiche financière (annexe financière à la convention de stage)

Modelo de cuaderno de prácticas

Modèle de cahier de stage

Curriculum vitae Europass

CV Europass

Documento de movilidad Europass

Europass mobilité

Pasaporte de lenguas Europass

Passeport de langues Europass

Niveles del marco común Europeo de referencia para las lenguas

Cadre européen commun de référence pour les langues

Modelo de Suplemento Europass a los títulos de Técnico y Técnico Superior

Modèle de supplément Europass au diplôme de technicien

Modelo de informe de inserción laboral

Modèle de fiche de suivi de l'insertion professionnelle de l'élève

Outils pour la mobilité utilisés par la France

Charte européenne de qualité de la mobilité

Carta europea de calidad para la movilidad

Modèle de convention de stage

Modelo de convenio de prácticas

Convention organisant la mise à disposition d'un apprenti travaillant en France auprès d'une entreprise d'accueil établie dans un autre état membre de l'union européenne

Convenio para organizar la incorporación de un aprendiz en actividad en Francia en una empresa instalada en otro estado miembro de la Unión Europea

Modèle de dossier de liaison

Modelo de documento de enlace

CV Europass

Curriculum vitae Europass

Europass mobilité

Documento de movilidad Europass

Passeport de langues Europass

Pasaporte de lenguas Europass

Cadre européen commun de référence pour les langues

Niveles del marco común Europeo de referencia para las lenguas





Luc Chatel
Ministro de Educación
Nacional, Juventud y Vida
Asociativa

El sistema educativo francés ha de concebirse y evolucionar hoy en día en un contexto europeo e internacional en continuo cambio. Plenamente implicado en esta dinámica, que la Presidencia francesa de la Unión Europea consolidó tanto a nivel nacional como académico, el Ministerio de Educación Nacional, Juventud y Vida Asociativa, se compromete en el cumplimiento de las conclusiones sobre la movilidad de jóvenes adoptadas en noviembre de 2008 que preconizan poner en marcha los dispositivos necesarios para que cada alumno pueda beneficiarse, al menos una vez durante su período de escolarización, de una experiencia en un país europeo o extranjero en el marco de un proyecto educativo.

Por ello, cada Académie debe definir una estrategia y un plan de acción para desarrollar su dimensión europea e internacional y poner en marcha una auténtica política de cooperación que se fundamente especialmente en la movilidad del conjunto de personas implicadas y en la apertura internacional de los centros educativos.

La formación profesional se inscribe también en este proceso: en el punto de encuentro entre las políticas económicas, sociales y de empleo, debe promover la excelencia sin dejar de garantizar al mismo tiempo la igualdad de oportunidades. Desempeña un papel clave en la generación de las competencias que Europa va a necesitar.

Esta visión compartida ha llevado a los Ministerios de Educación francés y español a emprender un proceso de colaboración continuo en el campo de la movilidad en la formación profesional, que se plasmó en la organización de dos seminarios, en Toulouse en enero de 2008 y en Sevilla en diciembre de 2009. Estos encuentros pusieron de manifiesto las diferencias que existen entre los sistemas de formación profesional de ambos países, tanto en su estructura como en sus objetivos. De ellos surgió igualmente la voluntad común de elaborar un marco metodológico para propiciar la movilidad de alumnos y profesores y garantizar el reconocimiento mutuo de las enseñanzas impartidas durante estos intercambios.

Una de las primeras acciones, fruto de esta colaboración, ha sido la realización conjunta de una guía bilingüe para los centros. Esta guía tiene como objetivo favorecer la comprensión mutua de los sistemas educativos y facilitar los intercambios y la organización de períodos de formación en sectores profesionales en el país socio. Presenta la organización de los sistemas de enseñanza y de formación profesional en ambos países y propone una serie de herramientas prácticas destinadas a favorecer la movilidad.

Constituye la primera piedra que permitirá, así lo espero, intensificar los intercambios de jóvenes y de profesores entre nuestros dos países y contribuir así a la construcción de la Europa de la Educación.



Ángel Gabilondo Pujol,
Ministro de Educación
del reino de España

Si el programa de trabajo «Educación y Formación 2010» fue de gran importancia para la colaboración europea en el ámbito de la educación y la formación y para el establecimiento de instrumentos comunes de cara a promover la calidad, la transparencia y la movilidad, la “Estrategia Europea 2020” deberá continuar en esta línea de trabajo en un momento en que Europa se enfrenta a tantos desafíos.

Los Consejos de Ministros de Educación Juventud y Cultura de la U.E. celebrados durante la Presidencia Española, propusieron -como la mejor política social para tiempos de crisis- que la recuperación de la economía y del mercado de trabajo debía basarse en una educación y una formación de calidad asequibles a todos los ciudadanos y, en particular, en la adquisición de las competencias clave en todos los niveles de enseñanza como medio eficaz de prevención del riesgo de exclusión.

Permítanme destacar aquí, en relación con las competencias clave, la importancia de las competencias sociales y cívicas para asegurar a la ciudadanía el conocimiento básico de los códigos de conducta y de las costumbres de los distintos entornos en los que se mueve y para garantizar la participación activa y democrática de todos. En este sentido, nada hay que contribuya tanto al respeto de los demás y que ensanche más la mente de una persona, en especial en sus años de formación, que el franquear las fronteras y entrar en contacto con otras culturas. Por ello, y porque constituye una vía incuestionable para la transferencia de conocimiento a la que ninguna sociedad que aspire a él puede sustraerse, hay que favorecer en la formación profesional la movilidad de alumnos y formadores como un elemento esencial del aprendizaje permanente y un cauce para potenciar la adaptabilidad de las personas a nuevos entornos laborales.

Los Seminarios celebrados en Toulouse y en Sevilla han puesto de manifiesto que la colaboración entre Francia y España es posible y necesaria; que los intercambios aportarán beneficios a las personas y a las instituciones que los promueven y que ambas administraciones están dispuestas a hacer que dicha colaboración sea una realidad. Las inevitables diferencias entre nuestros sistemas educativos no deben ser un obstáculo infranqueable en el hallazgo de los elementos comunes que faciliten la movilidad y el reconocimiento de la formación adquirida en el proceso. Nuestra tarea será ahora descubrir los puntos de encuentro que permitan valorar las semejanzas frente a las diferencias e impedir que cualquier estudiante de formación profesional que desee participar en un intercambio deba renunciar a él por causas económicas. Sea este vademecum y la valiosa información en él recopilada, un primer paso para llevarla a término con buen tino. En estos momentos ya nadie parece dudar de que la educación y la formación sean un proceso cuyo resultado final no coincide con el término de las etapas educativas, sino que se extiende a lo largo de la vida. Pues bien, si la conquista de la dimensión temporal parece un hecho, resulta ahora preciso extender esa conquista a la dimensión espacial y animar a nuestros estudiantes a traspasar los cómodos límites de sus entornos habituales, a servirse de sus capacidades lingüísticas, a poner en juego todas las capacidades adquiridas a lo largo de su vida escolar y formativa y a emprender, en definitiva, la aventura del conocimiento para crecer como personas libres y como ciudadanos responsables.

Indice

LA FORMACIÓN PROFESIONAL EN FRANCIA

Organización general.....	p. 7
La formación profesional en el sistema educativo	p. 7
Los títulos profesionales : actores, procesos y modalidades.....	p. 9
La organización pedagógica de la formación profesional inicial	p. 11
Las otras modalidades de acceso a los títulos profesionales : la formación profesional continua y la acreditación de la experiencia profesional	p. 14
Los organismos y agentes implicados en la formación y sus cometidos	p. 15
Los actores en las "academies" y en los centros	p. 16
La organización de la estancia : algunas herramientas	p. 18
> Antes de la salida a España : identificación, preparación y marco	p. 18
> Durante la estancia	p. 18
> Después de la estancia : valoración de la experiencia - Documento de movilidad Europass	p. 18

LA FORMACIÓN PROFESIONAL EN ESPAÑA

Organización general.....	p. 22
Los organismos y agentes implicados en la educación y sus cometidos	p. 30
Los responsables de la formación	p. 31
La organización de la estancia.....	p. 34
> Antes de la salida a Francia : identificación, preparación y marco	p. 34
> Durante la estancia	p. 35
> Después de la estancia : valoración de la experiencia - Documento de movilidad Europass	p. 36

ANEXOS

Herramientas para la movilidad.....	p. 39
-------------------------------------	-------

La formación profesional en Francia



ORGANIZACIÓN GENERAL

LA FORMACIÓN PROFESIONAL EN EL SISTEMA EDUCATIVO

La formación profesional ha venido afianzándose en los últimos veinte años en el sistema educativo francés, convirtiéndose en un factor de elevación del nivel de formación. Hoy en día, este título representa el 18% de la titulación al nivel del Baccalauréat.

Es más, la formación profesional ha llegado a ser un laboratorio para la innovación pedagógica. El desarrollo de las relaciones entre la escuela y el mundo laboral, en forma de prácticas y de períodos de formación en empresa, y una mejor articulación con los medios empresariales y el mercado laboral tenido han un impacto sobre las prácticas pedagógicas.

La escolaridad obligatoria en Francia

Es obligatoria en Francia la escolaridad para los niños de 6 a 16 años y se segmenta entre enseñanza primaria (6-11 años), enseñanza secundaria de primer grado en los centros denominados *collèges* (11-15 años) y enseñanza secundaria de segundo grado en los *lycées* (obligatoria hasta los 16 años).

Los centros llamados *collèges* cuyo fin principal es hacer que todos los alumnos alcancen el dominio de la base de conocimientos y de competencias¹, admiten a los alumnos al terminar la educación primaria. El diploma nacional llamado *Brevet* certifica la formación adquirida por el alumno al concluirse su escolaridad, en base a los resultados conseguidos a lo largo de los dos años últimos cursos del programa y a los resultados obtenidos en pruebas nacionales puntuales. La continuación de la escolaridad en el *lycée* no depende de la superación de las pruebas del examen para el *Diplôme National du Brevet* sino de la promoción del alumno al curso de *Seconde générale et technologique ou professionnelle*, primer curso de la escolaridad en los *lycées*.

Al finalizar el curso de *Seconde* se ofrecen dos vías :

1. la vía general y tecnológica que conduce a la Educación Superior,
2. la vía profesional que permite una incorporación al mundo laboral o la continuación de los estudios.

La vía general y tecnológica

En los *lycées d'enseignement général et technologique*, la vía general y tecnológica prepara para la obtención de uno de los tres *baccalauréats généraux* : económico y social (ES), literario (L), científico y/o a una de las siete modalidades del bachillerato tecnológico o al Título de Técnico. Al finalizar la vía general o tecnológica, los alumnos pueden decidir cursar estudios superiores largos (en la universidad) o cortos. En este último caso pueden ingresar en Secciones de técnicos superiores para preparar en dos años el *Brevet de technicien supérieur* o en los *Instituts universitaires technologiques* (IUT) para preparar un *Diplôme universitaire technologique*, en dos años también.

N.B Una reforma de la vía general y tecnológica está en proceso de aplicación. Ciertas medidas entraron en vigor a partir del curso escolar 2010-2011.

[1] La definición de una base común de conocimientos y de competencias es una disposición central de la Ley de orientación y de programación para el futuro de la escuela del año 2005. Dicha ley define la base común relacionándola con los fines de la escolaridad obligatoria, con los imperativos de la formación a lo largo de la vida, con la construcción de la personalidad y de la vida en la sociedad. La base común no se sustituye a los currículos. Sirve de base para definir lo que no se debe ignorar al finalizar la escolaridad obligatoria. Se desglosa en siete competencias :

1. Dominio del francés.
2. Práctica de un idioma extranjero.
3. Fundamentos de matemáticas y de cultura científica y tecnológica.
4. Dominio de las técnicas usuales de la información y de la comunicación.
5. Cultura humanista.
6. Competencias sociales y cívicas.
7. Autonomía e iniciativa personal.

La vía profesional

La vía profesional propone una enseñanza concreta relacionada con la empresa y sus oficios. Permite adquirir competencias profesionales así como conocimientos y habilidades en un campo profesional.

Todos los títulos profesionales pueden prepararse bajo estatuto escolar en centros profesionales o por vía de aprendizaje.

Bajo régimen escolar el alumno ingresa en un curso de *Seconde* en Centros profesionales con el fin de preparar en un ciclo de tres años el examen para *Baccalauréat professionnel* o también puede ingresar en primer curso de preparación al CAP (*Certificat d'aptitude professionnelle*) en 2 años. Siguiendo la vía del aprendizaje los jóvenes preparan los mismos títulos profesionales, alternando la formación en un Centro de Formación para Aprendices (CFA) con la presencia en una empresa.

A partir del curso 2009-2010 se ha iniciado una renovación profunda de la vía profesional con la finalidad de

favorecer la mejora del nivel de cualificación de los jóvenes, de mejorar su inserción profesional y de propiciar la continuación de estudios superiores cortos.

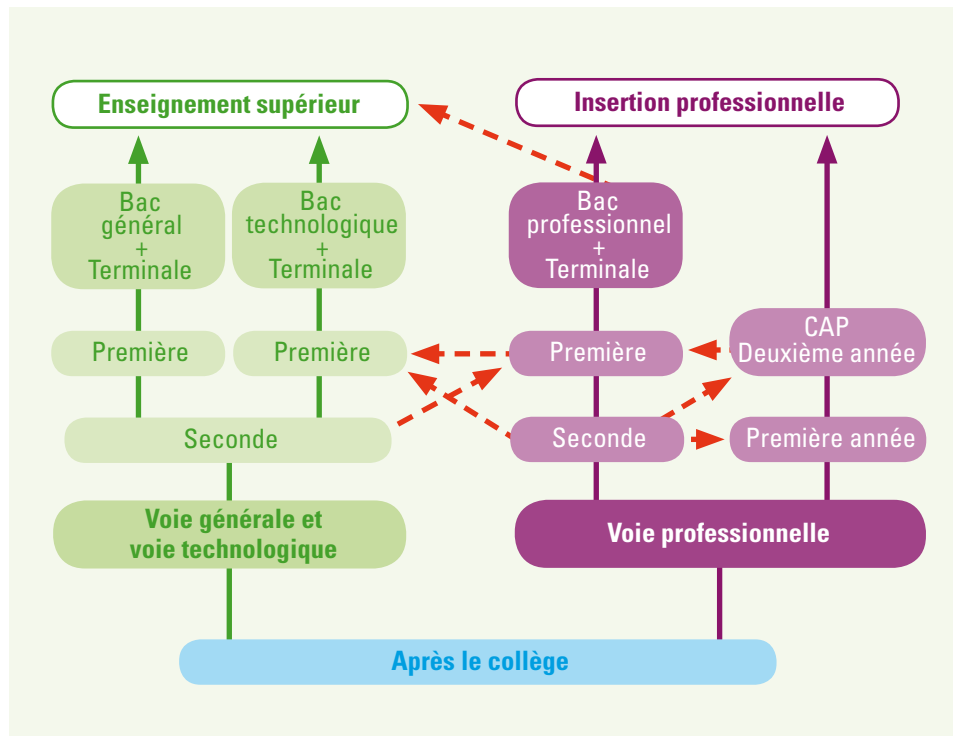
La principal medida de este proceso renovador ha consistido en modificar la duración del plan de estudios preparatorios al *Baccalauréat professionnel* para equipararla con la del Baccalauréat général y del *Baccalauréat technologique*. Ahora se puede acceder a este título mediante una preparación continua en tres años después del último curso del collège en vez de cuatro en lo dispuesto anteriormente.

Al finalizar el curso de *Terminale* los alumnos pasan las pruebas de *Baccalauréat professionnel*, examen nacional que permite obtener, como otros *Baccalauréats*, el diploma de fin de estudios secundarios y el primer grado de Educación superior. Durante este plan de estudios en tres años se expide una certificación intermedia (CAP o BEP : *Brevet d'études professionnelles*) con el fin de garantizar la obtención de un título para cada uno.

Gráfico de los estudios secundarios en Francia

Para disponer de itinerarios más flexibles se facilitan vías de acceso paralelas :

- entre los dos ciclos de la vía profesional, CAP y baccalauréat professionnel,
- entre la formación con régimen escolar y el aprendizaje.
- entre las diferentes vías, en ambos sentidos.



LOS TÍTULOS PROFESIONALES : ACTORES, PROCESOS Y MODALIDADES

Los títulos expedidos por el MENJVA son nacionales. Pueden obtenerse por formación inicial (escolar o por aprendizaje), formación continua o acreditación de la experiencia adquirida por vía laboral (véase p.14). Tienen idéntico valor independientemente de su modo de obtención. Los títulos profesionales vienen recogidos en un Catálogo nacional de cualificaciones profesionales *Répertoire national des certifications professionnelles* (RNCP), que es accesible en línea (www.cncp.fr).

A nivel central, el Estado crea y administra estos títulos. A nivel descentralizado, son los « Rectorats d'académie » los que organizan los exámenes nacionales. Un tribunal de examen, nombrado por el rector, verifica los resultados obtenidos en las pruebas, atribuyendo un carácter definitivo a las calificaciones propuestas para la expedición del título nacional. Integran estos tribunales profesionales y profesores.

La elaboración de los títulos profesionales

Los sectores empresariales participan de manera especial con el Estado al diseño de los títulos en el marco de

las Comisiones Profesionales Consultativas (CPC). Estas instancias nacionales son el medio de consulta obligada de los interlocutores sociales para toda la titulación profesional. Los miembros de las CPC provienen de cuatro estamentos: empresarios, asalariados, administraciones públicas y personal debidamente acreditado. Los miembros de las CPC informan sobre la oportunidad de la creación, renovación y supresión de un título.

Se cuenta en la actualidad con 14 CPC que corresponden a los grandes sectores de actividad económica y siguen la evolución del mercado laboral.

Además, los círculos profesionales acogen a los jóvenes en formación con una atención distinta según se trate de un alumno o de un aprendiz.

Participan en la certificación: las pruebas que versan sobre práctica profesional son corregidas por profesionales y por representantes del mundo profesional. Es expedido el título por un tribunal final también integrado por agentes de las empresas.

También participan en la financiación de la formación profesional inicial y continua.

La obtención de los títulos profesionales

En el marco de las formaciones inicial y continua, los candidatos, según el estatuto en que se encuentren, se examinan en pruebas de control externo (pruebas puntuales, escritas, orales, prácticas) organizadas por lo común en junio, sea por control interno (control durante la formación llamado "CCF").

Además, cualquier persona al concluir al menos tres años de actividad laboral puede conseguir todo o parte de un diploma o de un título con finalidad profesional solicitando la acreditación de las competencias adquiridas por su experiencia profesional y personal. Esta solicitud de validación de la experiencia adquirida (VAE) es un trámite personal que depende de la evaluación que haga un tribunal del dossier presentado por el candidato. El tribunal expide todo o parte del título.

Plan de estudios

Los planes de estudios académicos ofrecen una combinación de las competencias y de los conocimientos profesionales y generales indispensable para una formación de calidad. En el ámbito profesional, se trata de competencias constitutivas del oficio al que se aspira (saberes técnicos, tecnológicos, científicos, habilidades, actitudes y comportamientos). En el ámbito de las competencias generales, se trata de saberes y de habilidades en materia de literatura como de ciencias y artes que constituyen la base común del conjunto de las formaciones, sean generales o profesionales.

El propósito de la formación es dotar a los alumnos con las competencias y los saberes asociados necesarios para la obtención del título considerado pero también hacer que los alumnos se obtengan la base de formación general que les permitirá una evolución posterior.

Clasificación de los diplomas

Los diplomas profesionales nacionales están clasificados según el nivel :

Clasificación francesa	Nivel de formación	Equivalente Clasificación CITE*	Niveles del marco europeo de certificaciones
Nivel V	Título de segundo ciclo corto profesional (p.e. el Certificado de aptitud profesional - CAP)	3c	3
Nivel IV	Título de tipo Baccalauréat o Brevet professionnel (BP)	3	4
Nivel III	Título Bac+2 (como diploma de técnico superior (BTS) o diploma universitario de tecnología (DUT))	5b	5
Nivel II	Título de tipo licenciatura (licenciatura profesional, p.e.)	6	6
Nivel I	Título de tipo Máster diploma de ingeniero	6	7 y 8

*Clasificación internacional de los Tipos Enseñanza de creada por la UNESCO, también denominada ; " International Standard Classification of Education " ISCED-1997. Un título profesional es una certificación cuyo marco general se define por decreto. Cada título comporta varias especialidades que corresponden a profesiones o a campos de actividad.

Principales títulos de nivel V (CITE : 3c)

• El certificado de aptitud profesional (CAP)

este título confiere a su titular una capacitación de obrero o de empleado cualificado. Se prepara en dos años después del curso de *Troisième* (último curso del *collège*). El CAP acredita una habilidad práctica en sectores que permiten una inserción profesional inmediata. Existen más de 200 especialidades para los oficios de la artesanía, de la producción y de los servicios. Es más frecuente la

preparación al CAP por el aprendizaje: 171 316 aprendices vs 109 003 alumnos durante el curso escolar 2008-2009. Es posible la continuación de los estudios para preparar el título de *Brevet professionnel* o el *Baccalauréat professionnel*.

• El brevet d'études professionnelles (BEP)

todos los BEP se enmarcan en el plan de estudios en tres años que conduce al *baccalauréat professionnel* (151 651 alumnos y 19 136 aprendices en 2009).

Principales títulos de nivel IV

• Baccalauréat professionnel (Bac pro)

Este título se prepara en tres años después del curso de *Troisième* (328 922 alumnos y 49 348 aprendices en 2009). Sus titulares son obreros, técnicos y empleados altamente cualificados con amplias competencias técnicas. Las especialidades existentes favorecen la inserción en sectores profesionales muy variados (comercio, servicios, restaurantes, mantenimiento, secretariado, contabilidad, procesos de producción, construcción, electrotécnica, agricultura) y muy especializados (relojería, joyería, moda). Este título apunta a la inserción profesional pero también permite, como cualquier título de Baccalauréat continuar los estudios en la Educación superior.

• Brevet professionnel (BP)

Se diferencia del *Baccalauréat professionnel* por sus contenidos prácticos. Es un diploma de oficio que acredita la adquisición de una alta cualificación y la aptitud a administrar una empresa. Existen 60 especialidades centradas en oficios muy identificados (carpintero, cocinero, estilista-visajista) y ancladas en tradiciones profesionales. No permite el acceso a la educación superior y sólo se puede realizar con contrato de trabajo (aprendizaje) o por formación continua tras la obtención de un título de nivel V en la misma especialidad o después de 5 años de actividad profesional. Los efectivos (51 335 aprendices en 2009) conocen una progresión continua que contribuye al objetivo de mejora del nivel de las cualificaciones.

• Brevet des métiers d'art (BMA)

Diploma de Oficios de Arte: se prepara en 2 años tras un CAP de oficios de arte. La formación se dirige a la promoción de la innovación, a la conservación y la transmisión de las técnicas tradicionales. El titular del BMA es un técnico y un práctico capaz de realizar labores bajo su exclusiva responsabilidad.

Aproximadamente 1500 jóvenes preparan una de las diferentes especialidades de este título (artes del dorado, joyería, encuadernación, cristalería, cerámica, artes gráficas, tapicería, bordado, ebanistería...). Los graduados pueden acceder al nivel III mediante la obtención de un Diploma de Oficios de Arte (DMA).

• Mención complementaria (MC)

Permite una especialización en ciertos sectores. Se prepara en un año tras algunos CAP y algunos *baccalauréats professionnels* (20 especialidades). Sigue siendo reducido el alumnado (unos 6 757 alumnos y 5 565 aprendices en 2008-2009).

Nivel III (CITE: 5b): los títulos de Técnicos de grado superior ("Brevet de Technicien Supérieur")

Al concluir una formación profesional inicial en la educación secundaria, es posible perseguir estos estudios profesionales en la educación superior.

El BTS (*Brevet de Technicien Supérieur*) es un título nacional de nivel III preparado en dos años en los centros de enseñanza general y tecnológica (lycées), en algunos centros profesionales o centros de formación de aprendices. Este título acredita la aptitud de su titular para ejercer una actividad profesional del nivel de mando intermediario.

Se garantiza el acceso al ciclo de STS (Sections de Technicien Supérieur) a los alumnos que aprueben al baccalauréat professionnel con una media mínima de notas de 14/20, bajo condición de plazas disponibles.

LA ORGANIZACIÓN PEDAGÓGICA DE LA FORMACIÓN PROFESIONAL INICIAL

Una particularidad de los títulos expedidos por la Éducation nationale es la importancia concedida en ellos a la enseñanza general. La enseñanza impartida por la vía profesional ofrece puntos comunes con la de las vías general y tecnológica: un perfeccionamiento en las mismas asignaturas generales y una preparación idéntica a la ciudadanía.

Sin embargo la finalidad profesional implica el recurso a métodos y medios específicos, en particular la alternancia. Se trata de un dispositivo de formación caracterizado por períodos de formación compartidos por el Centro docente y la empresa.

La alternancia forma parte de la formación profesional de los jóvenes, sean alumnos en régimen escolar, sean aprendices. Es un elemento clave de ésta ya que favorece la adquisición de las competencias y de los saberes asociados facilitando su inserción profesional.

La organización de las enseñanzas bajo estatuto escolar

Para los alumnos en régimen escolar la formación se desarrolla prioritariamente en el centro escolar (centro profesional : LP o LP agrícola) y comporta periodos obligatorios de formación en medio profesional.

La organización y los contenidos de las enseñanzas profesionales son específicos. Todos los títulos profesionales, excepto la llamada « *Mención complementara* », comportan :

- Enseñanzas generales: letras, historia y geografía, matemáticas, física, idiomas, artes aplicadas, educación física y deportiva. Además, desde el inicio del curso 2009-2010 se imparte una enseñanza de « *Prevención, Sanidad y Medio ambiente* ». Es de notar que la enseñanza de una segunda lengua extranjera forma parte de las enseñanzas obligatorias desde el curso 2009-2010. El aprendizaje de una segunda lengua, facultativo hasta aquel momento en algunas especialidades, se ha convertido en obligatorio para todos los baccalauréats del sector de los servicios.
- Enseñanzas profesionales teóricas y prácticas definidas específicamente para cada especialidad profesional en términos de competencias y de conocimientos a dominar.
- Períodos de formación en medio profesional (PFMP) : todas las formaciones profesionales comportan un período de formación en medio profesional (empresas u otras organizaciones) para preparar mejor a los jóvenes al empleo. Estos períodos están enmarcados por un convenio relativo a formación en medio profesional firmado por la entidad acogedora, el Centro docente y el alumno. Varía la duración de estos períodos según la finalidad del título y su especificidad: de 12 a 16 semanas para el CAP, 12 semanas como mínimo en « *Mention complémentaire* », 22 semanas para *baccalauréat professionnel*. Los PFMP son objeto de una evaluación (llevada conjuntamente con la empresa) tenida en cuenta para la impartición del título.
- Actividades de proyectos : para el CAP el proyecto pluridisciplinario de carácter profesional (PPCP) consiste en la realización total o parcial de un producto o de un servicio. Es de notar el lugar ocupado por las enseñanzas generales. Es un medio privilegiado para ayudar al alumnado a adquirir los métodos de trabajo y de investigación, desarrollar la iniciativa, el trabajo en equipo, el sentido de la organización, la responsabilidad y para reforzar la profesionalización y la motivación. Para el *Baccalauréat professionnel*, también son obligatorias las actividades de proyecto pero pueden

revestir diferentes formas : (PPCP, proyecto específico de enseñanza general, de enseñanza profesional, de enseñanza artística y cultural).

- Una organización horaria específica : el volumen horario total de formación, incluido el tiempo pasado en la empresa, varía según el título (unas 2 300 horas para CAP para un ciclo de 2 años ; casi 3 500 horas para el *baccalauréat professionnel* para un ciclo de 3 años).
- Un enfoque didáctico y pedagógico específico que organiza la adquisición de las competencias profesionales entre las enseñanzas teóricas y prácticas aportadas por el Centro docente, las actividades de proyecto y las situaciones experimentadas durante el período de formación en medio profesional (PFMP).

La formación por el aprendizaje

El aprendiz es un asalariado titular de un contrato de trabajo peculiar (contrato de aprendizaje) que se beneficia de un tiempo de formación repartido entre la empresa y el Centro de Formación de Aprendices (CFA). Percibe un salario, incluyendo los períodos en el CFA (desde el 25 % hasta el 78 % del salario mínimo (SMIC), según la edad y el nivel de formación. Está sometido a las reglas del derecho laboral y a los convenios colectivos. La duración media del contrato de aprendizaje es de dos o tres años. Para ser aprendiz se necesita tener entre 16 y 25 años. Bajo ciertas condiciones puede derogarse esta regla para los menores de 16 años y los mayores de 25.

Modalidades de formación propias del aprendizaje :

- Una formación alternada: el aprendizaje es una vía de formación que asocia una formación en una empresa con enseñanzas impartidas en un Centro de Formación de Aprendices (CFA). La empresa desempeña el primer papel en la formación ya que ocupa entre un 60% y un 75% del tiempo de formación del aprendiz. El aprendiz se encuentra bajo la responsabilidad de un tutor de aprendizaje que lo asesora, le transmite sus conocimientos y sus habilidades y le encomienda actividades de producción en las que le inicia y que controla. El volumen horario de formación es de 800 horas como mínimo para el ciclo de CAP en dos años y de 1 850 horas en el ciclo de *Baccalauréat professionnel* en tres años.
- Enseñanzas disciplinarias : la organización de las enseñanzas incumbe al CFA. Se dedican las dos terceras partes de la formación en CFA a la enseñanza general (francés, matemáticas, idiomas, historia y geografía, educación física y deportiva...) y a la enseñanza tecnológica. Se dedica el resto del tiempo a la enseñanza práctica?

- Una pedagogía de la alternancia : esta pedagogía específica de la alternancia se caracteriza por :
 - la prioridad dada a la formación en la empresa : los formadores de CFA se inspiran en la vida empresarial para formalizar el modelo explicativo, la regla, la ley, la técnica,
 - el reparto de las actividades entre la empresa y el centro docente : se efectúa en base a una planificación de los trabajos susceptibles de ser propuestos a los aprendices en la empresa.
- La subsidiaridad de la formación en el CFA : el CFA cubre lo que no puede hacerse en la empresa.
- Unas herramientas de gestión y de comunicación entre el CFA, la empresa y el aprendiz (cuaderno de prácticas, hojas de seguimiento, fichas de observación).

LOS « LYCÉE DES MÉTIERS »

El label « *lycées des métiers* » (instituto de oficios) se concede a los centros que proponen una oferta de formaciones y de titulaciones articulada en torno a un conjunto coherente de oficios (por ejemplo, un instituto de oficios del automóvil).

Los institutos de oficios ofrecen una mayor visibilidad de las secciones y favorecen la continuación de los estudios. Constituyen una vía de excelencia y pueden llevar hasta el nivel de la diplomatura profesional, y favorecen pasarelas entre las diferentes vías de formación y entre instituto profesional, aprendizaje y formación continua.

El instituto de oficios desarrolla estrechas relaciones con el mundo profesional, las colectividades locales y la enseñanza superior.

Cerca de 800 centros docentes profesionales han merecido la calificación de excelencia de Lycées des métiers desde el año 2001.

SECCIONES EUROPEAS

El dispositivo de las secciones europeas implantado en el collège y en los lycées sean generales, tecnológicos o profesionales permite que los alumnos afiancen sus conocimientos lingüísticos y culturales en un idioma extranjero.

Las Secciones Europeas de lycée professionnel tienen vocación para organizar actividades a la vez profesionales y culturales respaldadas en las prácticas y en los períodos de formación en empresas en el extranjero. Éstos constituyen en efecto un elemento esencial del dispositivo de enseñanza bilingüe en los lycées professionnels por lo que es indispensable multiplicarlos, especialmente dentro del marco de los programas europeos.

Se trata de localizar y de potenciar las competencias del alumno relacionadas con la movilidad, no sólo en el campo lingüístico (privilegiando la lengua de comunicación) sino también en el de la cultura profesional adquirida en el país extranjero incluyendo el contexto económico, social y cultural. Esta labor se apoya en el “Portfolio Europass Movilidad” que acredita que el alumno ha realizado un período europeo de formación.

Fuera de la estancia en el extranjero se puede contemplar la posibilidad de entablar relaciones con empresas extranjeras presentes en el entorno económico del lycée o implantadas en el extranjero (visitas de empresas, intervenciones en el idioma extranjero de profesionales dentro del marco de las actividades de la disciplina no lingüística de la sección, utilización de tecnologías de la información y de la comunicación) e intercambios con otros alumnos de países implicados.

En los centros decentes profesionales, se privilegian las disciplinas de formación profesional de secciones europeas enseñadas en lengua extranjera, pero sin excluir las disciplinas de formación general. Las disciplinas de formación profesional ofrecen a los alumnos la posibilidad de aprender a conocer la cultura profesional del país implicado, y dan la oportunidad de dar un sentido a la utilización de la lengua extranjera como medio de comunicación in situación real y auténtica.

Para los alumnos de Secciones europeas que estudian castellano, el MEN JVA ofrece la posibilidad, en el curso de Seconde o de Première, de pasar las pruebas de certificación organizadas por el Instituto Cervantes para acreditar el nivel A2 o B1 con referencia al CECRL.

LAS OTRAS MODALIDADES DE ACCESO A LOS TÍTULOS PROFESIONALES : LA FORMACIÓN PROFESIONAL CONTINUA Y LA ACREDITACIÓN DE LA EXPERIENCIA PROFESIONAL

La formación profesional continua para adultos

En Francia la formación continua es esencialmente de carácter profesional. Contribuye al desarrollo económico y a la promoción social. Sus principales fines son el acceso a la cualificación, la permanencia en un empleo duradero y la inserción profesional.

El diálogo social, el papel regulador del Estado y la descentralización son los puntos claves del sistema francés de formación profesional continua. Los actores económicos y las instituciones comprometidas en la definición de las políticas de formación y su financiación son el Estado, las Administraciones Territoriales (*Regions*), los interlocutores sociales y las empresas. Otro punto clave del sistema : confiere derechos en materia de formación continua tanto para los asalariados como para los desempleados.

Los prestatarios de formación continua intervienen en un mercado abierto a la competencia y proceden tanto del sector público/para-público como del privado. Entre los que dependen del sector público o para-público, se encuentran organismos amparados por diferentes ministerios como Educación nacional - con los GRETA -, Educación Superior, Trabajo, Agricultura, Sanidad etc. Son también prestatarios importantes las Cámaras de Comercio e Industria, las Cámaras de Oficios o de Agricultura.

Entre los prestatarios privados están las empresas, las asociaciones no lucrativas y consultores independientes.

La red de las Agrupaciones de Centros públicos locales de enseñanza (GRETA = *Groupe ment d'Établissements publics locaux d'enseignement*)

Los GRETA son Centros docentes públicos de enseñanza general, tecnológica o profesional, que se agrupan según

su proximidad geográfica y comparten sus competencias para realizar acciones de formación continua para adultos. Constituyen la red de los GRETA, que depende del ministerio de Educación nacional. Presentes en todas las regiones, 220 GRETA, con sus 6 500 sitios de enseñanza, ofertan formaciones en la mayoría de los sectores profesionales. Cada año forman a 450 000 adultos.

Los GRETA elaboran formaciones para los asalariados, los funcionarios, los desempleados, los jóvenes y para los mayores. Proponen un acompañamiento a las personas deseosas de emprender un proceso de acreditación de VAE (véase abajo). En los GRETA, los adultos pueden adquirir competencias básicas o especializadas, aprender un idioma extranjero o preparar títulos profesionales.

La acreditación de competencias laborales (VAE)

El dispositivo de certificación de competencias laborales (en francés « Validation des acquis de l'expérience » VAE) permite la obtención de todo o parte de una certificación registrada en el Repertorio Nacional de las Certificaciones Profesionales (RNCP) en base a una experiencia profesional asalariada o no (comerciante, colaboradores de comerciantes, profesión liberal, agricultor o artesano) y/o asociativa o sindical. Son asequibles por esta vía los títulos profesionales de la Éducation Nationale.

Cualquier persona con un mínimo de tres años de experiencia como asalariado o no, o como miembro de una asociación, puede iniciar un proceso de VAE independientemente de su edad, de su nacionalidad, de su estatuto o de su nivel de formación.

Iniciativa individual, esta solicitud de acreditación de competencias adquiridas por la experiencia se basa en la evaluación por un tribunal de un expediente entregado por el candidato y, si hace falta, en una audiencia complementaria. El tribunal confiere el título íntegramente o parcialmente por decisión soberana.

LOS AGENTES IMPLICADOS EN LA FORMACIÓN Y SUS COMETIDOS

La formación profesional inicial se reparte entre las competencias educativas que se reparten entre las competencias educativas de :

- el Estado, con los ministerios responsables de Educación, Empleo, Agricultura, Deportes, Sanidad,
- las Administraciones territoriales (Regiones) y los servicios desconcentrados (Rectorados),
- Los interlocutores sociales y los medios profesionales a nivel nacional, regional y local.

Se organiza una concertación permanente entre el Estado, las compañías consulares, las Cámaras de Oficios, las Cámaras de Agricultura, las organizaciones profesionales de empresarios y de asalariados, las organizaciones de familias y los representantes de la educación.

Responsabilidades de los diferentes actores

Estado	Región	Medios profesionales
• elabora los referentes de actividad profesional y de certificación de los títulos en concertación con sus interlocutores profesionales, • establece los reglamentos de exámenes, • expide los títulos, • oferta formaciones variadas a alumnos y aprendices, • recluta, forma y retribuye al cuerpo docente, • controla la calidad de las formaciones, • da cuenta pública de los resultados y de los medios utilizados.	• diseña el Plan Regional de Desarrollo de las Formaciones Profesionales. Éste se elabora en concertación con el Estado, las administraciones territoriales interesadas y los actores sociales. Programa a medio plazo la oferta de formación profesional de los jóvenes y de los adultos y las prioridades relativas a la información, a la orientación y a la acreditación de las competencias adquiridas por la experiencia. De este modo contribuye a la evolución de la oferta regional de formación. • asume la construcción, el mantenimiento, y el equipamiento de los centros docentes de enseñanza secundaria de segundo grado (lycées) • firma los convenios de creación de centros de formación de aprendices	• contribuyen al diseño de los títulos, • acogen y forman a los jóvenes en las empresas, • participan en la expedición de los títulos dentro de los tribunales, • participan en la financiación de las primeras formaciones tecnológicas y profesionales por el pago de una contribución para formación de aprendices denominada « Taxe d'apprentissage ».

LOS ACTORES EN LAS ACADEMIES Y EN LOS CENTROS

A NIVEL ACADÉMICO

Los consejeros técnicos del rector

La circunscripción administrativa de la Educación nacional se denomina « *académie* ». La dirección de cada una de estas 30 circunscripciones pertenece a un rector quien representa al ministro de Educación nacional.

El rector está rodeado de consejeros técnicos. Éstos son en particular :

- **El Delegado académico a la formación profesional inicial y continua (DAFPIC)**

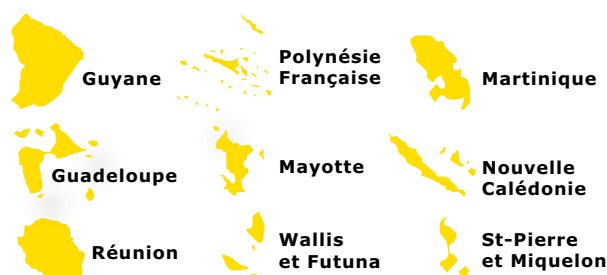
Junto con todos los responsables competentes, el DAFPIC participa en la definición y en la concreción de la política académica en el área de las formaciones profesionales en su conjunto. Procura introducir complementariedad y sinergia entre la formación inicial (incluido el aprendizaje) y la formación continua, liderando proyectos en sectores como la acreditación de la experiencia profesional, las plataformas tecnológicas, la relación escuela-empresa, la colaboración con los actores económicos.

En cumplimiento del Plan Previsional de las Formaciones y del Plan Regional de Desarrollo de las Formaciones Profesionales, participa en la evolución de la oferta de formación profesional, velando por la coherencia entre las diferentes vías de formación. También se le encomienda la potenciación y el pilotaje de la red de los GRETA.

Ciertas « *académies* » no tienen DAFPIC sino un delegado académico para las enseñanzas técnicas (DAET) con competencia para la formación profesional inicial y un delegado académico competente para formación continua (DAFCO).

- **El delegado académico para las relaciones europeas e internacionales y para la cooperación (DAREIC)**

El Delegado Académico para las Relaciones Europeas e Internacionales y para la Cooperación asume la coordinación de las actividades académicas en el campo de la apertura internacional de los centros docentes: intercambios de clases, actividades internacionales, perfeccionamiento lingüístico de profesores, asesoramiento pedagógico a centros extranjeros y ayuda al hermanamiento de centros.



Los cuerpos de inspección educativa

Los cuerpos de inspección educativa desempeñan un papel central en el asesoramiento a los equipos educativos y en la concreción de las reformas.

Los Inspectores de la Educación Nacional, competentes para la enseñanza técnica y general (IEN-ET, IEN-EG) contribuyen al pilotaje del sistema educativo a nivel académico. Asumen la puesta en práctica de la política educativa en los centros escolares, evalúan las enseñanzas y los Centros docentes, controlan y asesoran a los personales de Segundo Grado, contribuyen a potenciar el desarrollo de la carrera profesional de estos personales. Pueden concebir, conducir o evaluar el dispositivo de formación continua de los personales docentes y de educación, en relación con la universidad. A petición del rector, también pueden asesorar a los Jefes de Centros. Por otra parte contribuyen a los trabajos de los grupos de expertos encabezados por la Alta Inspección (IGEN) o por la administración central del ministerio.

A NIVEL DEL CENTRO DOCENTE

El Jefe de Centro

Como representante del Estado en el seno de la estructura educativa, el Jefe de centro responde de la aplicación de los textos oficiales (leyes y normativa) y es garante de la seguridad de las personas y de los bienes. Como Jefe de Centro, impulsa y conduce la política del mismo, pilota el « Proyecto de Centro » asociando en su elaboración a toda la comunidad educativa (personal de centro, alumnos, familias, interlocutores exteriores). También es garante de la organización pedagógica.

El Jefe de Centro preside el Consejo de Administración cuyas decisiones cumplimenta (en especial la preparación y ejecución del presupuesto en colaboración con el administrador del centro). Es responsable de la administración de los recursos humanos (pero no recluta a los profesores quienes son contratados por el Ministerio o el Rectorado de la *Académie*). Ostenta la representación del centro, por ejemplo en lo que se refiere a relaciones con los interlocutores (administraciones territoriales, medios profesionales).

Ocupa una posición central. Asume la responsabilidad de la buena marcha del centro, del ambiente laboral, de la concordia y de la cooperación en el seno del profesorado. Es garante de las buenas relaciones con las familias y con las autoridades académicas y consulares.

El jefe de prácticas

Es a la vez especialista de una materia y poseedor de amplias competencias que hacen de él un verdadero generalista de la enseñanza técnica. Ejerce su función dentro y fuera del centro bajo la autoridad inmediata del Jefe de Centro y conforme a las orientaciones del Proyecto de Centro.

En cumplimiento del Proyecto de Centro, el jefe de prácticas desempeña un papel de animación, de coordinación y, más generalmente, de organización al estar en contacto directo con el personal, docente o no, que participa en las formaciones tecnológicas y profesionales. Ejerce este papel en una amplia esfera que incluye la administración de los recursos humanos y materiales así como la gestión del tiempo y del espacio pedagógico.

Al jefe de prácticas le incumbe más precisamente la coordinación de los proyectos técnicos y su realización, la administración y la utilización pedagógicas de los locales y de los materiales así como el horario lectivo de los profesores y sus actividades comunes o interdisciplinarias. En contacto con las empresas y en atención a sus responsabilidades, coordina la organización de las prácticas y las formaciones basadas en la alternancia.

Valiéndose de su competencia en una especialidad académica y de las que ha ido adquiriendo a lo largo de su formación y del ejercicio de su función docente, el jefe de prácticas puede intervenir directamente en beneficio de los participantes en prácticas o de los alumnos. Según las necesidades del servicio y de la estructura pedagógica del Centro, puede verse inducido a impartir secuencias lectivas de forma regular o puntual y a participar a acciones de formación continua.

También secunda al Jefe de Centro profesional o tecnológico, concretamente en el sector industrial : participa activamente en la elección y en la compra de los equipamientos pedagógicos, en la información acerca de la evolución de las tecnologías y de las profesiones, en la concepción del programa de formación del personal del centro así como en la adaptación de los locales y de los materiales pedagógicos a la normativa en materia de higiene y de seguridad.

En cada centro escolar de educación secundaria, el docente encargado de la acción europea e internacional (*ERAEI*: enseignant référent pour l'action pour l'action européenne et internationale), sistemáticamente asociado a la concepción del ámbito internacional del centro escolar, toma el relevo de la acción de la delegación académica de relaciones europeas e internacionales y de la cooperación (*DAREIC*: délégation académique aux relations européennes et internationales et à la coopération) y facilita cualquier proyecto de colaboración y movilidad.

LA ORGANIZACIÓN DE LA ESTANCIA : ALGUNAS HERRAMIENTAS

ANTES DE LA SALIDA A ESPAÑA : IDENTIFICACIÓN, PREPARACIÓN Y MARCO

Carta europea de calidad para la movilidad

Centrada en los aspectos cualitativos de la movilidad, la Carta europea de calidad para la movilidad constituye un documento de referencia para las estancias en el extranjero con el fin de garantizar una experiencia positiva a los participantes, sean jóvenes o adultos. Su ámbito de aplicación cubre las estancias de los jóvenes o de los adultos con fines de aprendizaje formal o no formal y, por lo consiguiente, su desarrollo personal y profesional. Aporta orientaciones para satisfacer las legítimas exigencias de los organismos y de las instituciones educativas. De este modo la Carta aporta una mejora en la libre circulación de las personas en el sector educativo y de la formación, en particular para la consolidación de un verdadero espacio europeo de la educación y de la formación a lo largo de la vida así como la cohesión económica, social y regional.

> **Cf. Anexo :** Carta europea de calidad para la movilidad.

Convenios

- Convenio para periodos de formación en sector profesional en el extranjero de los alumnos de formación profesional: objetivos pedagógicos, reparto de responsabilidades. BOEN n° 44 de 27 de noviembre 2003.

N.B. : este modelo convenio puede sufrir modificaciones en los próximos meses.

> **Cf. Anexo :** Modelo de convenio de prácticas.

- Convenio para incorporación de un aprendiz francés en una empresa establecida en otro miembro de la Unión europea (JORF n° 0048 de 26 de febrero de 2009).

> **Cf. Anexo :** Convenio para organizar la incorporación de un aprendiz.

DURANTE LA ESTANCIA

Documento de enlace

> **Cf. Anexo :** Modelo de documento de enlace.

DESPUÉS DE LA ESTANCIA : VALORACIÓN DE LA EXPERIENCIA - PORTFOLIO EUROPASS

Los sistemas de educación y de formación de los diferentes países europeos son muy distintos y reflejan la diversidad de los lazos que pueden mantener en el mercado laboral.

Pretender reducir tal diversidad estableciendo equivalencias sistemáticas entre las titulaciones ha resultado ilusorio. Con más realismo y modestia se ha enfocado este tema partiendo de la transparencia en las competencias y en las cualificaciones.

El documento comunitario Europass-Formación era la primera etapa para ello: sencillo y pragmático auguraba ser una herramienta para fomentar el diálogo y la comprensión. El éxito de su creación llevó a los jefes de Estado y de gobierno de la Unión Europea a adoptar a fines de 2004 el nuevo marco Europass que consiste en un conjunto de varios documentos normalizados a nivel europeo.

Hoy en día Europass engloba un conjunto de cinco documentos : CV Europass, el Suplemento al Título, el suplemento al Certificado, el Pasaporte de Lenguas y el documento de movilidad Europass que sustituye al Europass-Formación. Véase información en el sitio web Europass : <http://europass.cedefop.eu.int/>

En Francia, la agencia **Europe-Éducation-Formation France** es Centro nacional Europass y punto nacional de Contacto Europass Movilidad.

AGENCE EUROPE-ÉDUCATION-FORMATION FRANCE

25, quai des Chartrons
33080 BORDEAUX cedex
europass-mobilite@2e2f.fr

<http://www.europe-education-formation.fr/europass.php>

Herramientas para valorar una experiencia en el extranjero

• CV Europass

Para aquel que busque un empleo, una práctica profesional o una formación en un país europeo, el CV Europass es la herramienta indispensable. Ha sido diseñado por un equipo de especialistas europeos del sector del empleo y brinda un verdadero valor añadido al titular de este documento. Es disponible en el web de la agencia Europe-Éducation-Formation-France.

> **Cf. Annexe** : CV Europass.

• Europass Movilidad

Europass Movilidad es el historial de cualquier periodo organizado (llamado itinerario Europass Movilidad) realizado por un ciudadano en otro país europeo con un fin educativo o formativo.

Puede tratarse por ejemplo :

- De una práctica de trabajo en una empresa,
- De un trimestre académico como parte de un programa de intercambios,
- De un trabajo de voluntario en una ONG.

La experiencia de movilidad está supervisada por dos interlocutores, uno en el país de origen y otro en el país anfitrión. Los interlocutores definen entre ambos el

objetivo, los contenidos y la duración de la experiencia. El país anfitrión elige a un tutor. Los Centros pueden ser universidades, escuelas, centros formativos, empresas, ONGs, etc.

Europass Movilidad se puede descargar en el espacio usuario del organismo solicitante. Aparecen los apellidos y, nombres del beneficiario y su número de dossier Europass-Movilidad.

El organismo solicitante puede completar o modificar las informaciones pre-cumplimentadas sobre itinerario, exceptuando los apellidos, nombre y número de dossier. Estas tres informaciones autentican el documento y el Portfolio (carpeta oficial editada por la Comisión europea que se remite al organismo para el beneficiario).

El organismo anfitrión en Europa describe en este documento el itinerario europeo seguido (actividades realizadas, competencias adquiridas o calificaciones obtenidas). Se menciona en él la identidad y la función del tutor con la firma y el sello del organismo.

El beneficiario firma el documento para dar fe de su compromiso en el dispositivo. Después del regreso al país de origen, el organismo solicitante traduce el conjunto de estas indicaciones y expide oficialmente el Europass-Movilidad con su firma y sello.

> **Cf. Annexe** : Documento de movilidad Europass.

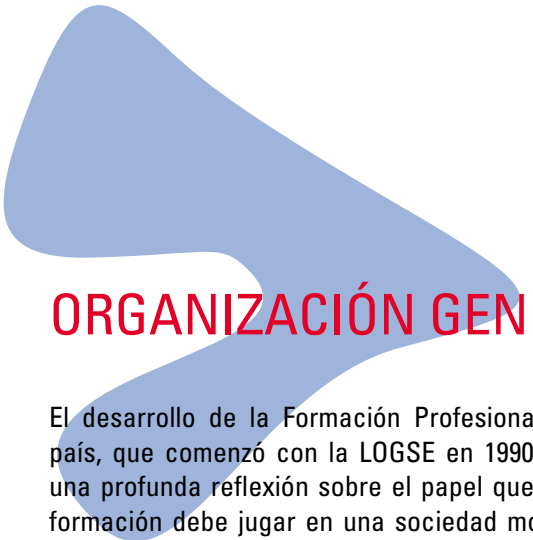
• Pasaporte de lenguas Europass

El pasaporte de lenguas Europass permite la evaluación de las competencias lingüísticas vitales para aprender y trabajar en Europa. Se basa sobre los seis niveles del Marco Común europeo de referencia para las lenguas.

> **Cf. Annexe** : Pasaporte de lenguas Europass.

La formación profesional en España





ORGANIZACIÓN GENERAL

El desarrollo de la Formación Profesional en nuestro país, que comenzó con la LOGSE en 1990, responde a una profunda reflexión sobre el papel que este tipo de formación debe jugar en una sociedad moderna, en el marco de sistemas de educación y formación flexibles que respondan a los presupuestos del aprendizaje a lo largo de la vida.

Uno de los tres principios fundamentales que presiden la actual Ley Orgánica de Educación (2006) es el compromiso decidido con los objetivos educativos planteados por la Unión Europea para los próximos años, y sus implicaciones en cuanto a la convergencia de los sistemas de educación y formación.

Entre los objetivos planteados por la Unión Europea y la UNESCO, se ha animado a facilitar el acceso generalizado a los sistemas de educación y formación, lo que supone construir un entorno de aprendizaje abierto, hacer el aprendizaje más atractivo y promocionar la ciudadanía activa, la igualdad de oportunidades y la cohesión social. Igualmente, se ha marcado el objetivo de abrir estos sistemas al mundo exterior, lo que exige reforzar los lazos con la vida laboral, con la investigación y con la sociedad en general, desarrollar el espíritu emprendedor, mejorar el aprendizaje de idiomas extranjeros, aumentar la movilidad y los intercambios y reforzar la cooperación europea.

La LOE define un sistema integrado de Formación Profesional, atendiendo a lo que ya recogía la Ley Orgánica 5/2002 de las Cualificaciones y de la Formación Profesional, lo que significa un punto de no retorno en las políticas en materia de Formación Profesional. Se define la formación profesional como el conjunto de acciones formativas que capacitan para el desempeño cualificado de las diversas profesiones, el acceso al empleo y la participación activa en la vida social, cultural y económica. Incluye las enseñanzas propias de la formación profesional inicial, las acciones de inserción y reinserción laboral de los trabajadores así como las

orientadas a la formación continua en las empresas, que permitan la adquisición y actualización permanente de las competencias profesionales.

Será la formación profesional inicial la que forma parte del sistema educativo, que queda regulada en el Real Decreto 1538/2006, por el que se establece la ordenación general de la formación profesional del sistema educativo que contempla, no sólo acciones de formación inicial sino también formación para personas adultas que incluye las ofertas parciales y modulares tanto de manera presencial como a distancia.

Complementariamente, el sistema de Formación Profesional para el Empleo experimentó un proceso de adaptación que se plasma en la nueva Ley 56/2003 de Empleo y en los Reales Decretos 395/2007 y 34/2008 que regulan el subsistema de formación profesional para el empleo y los certificados de profesionalidad respectivamente.

La escolarización obligatoria en España

En España, la escolaridad es obligatoria de 6 a 16 años en las etapas siguientes : Educación Primaria (6-12 años) y Educación Secundaria Obligatoria (12-16).

La Educación Secundaria no obligatoria comprende el Bachillerato (16-18) y la Formación Profesional de Grado Medio (16-18).

La Formación Profesional de Grado Superior (18-20) forma parte de la Educación Superior no Universitaria.

En la Educación secundaria obligatoria se prestará especial atención a la orientación educativa y profesional del alumnado y se organiza de acuerdo con los principios de educación común y de atención a la diversidad del alumnado. Se organiza en diferentes materias. El cuarto curso tendrá carácter orientador, tanto para los estudios postobligatorios como para la incorporación a la vida

laboral. La Enseñanza Secundaria tiene como finalidad desarrollar una formación común a todos los alumnos y alumnas y el desarrollo de las competencias básicas¹.

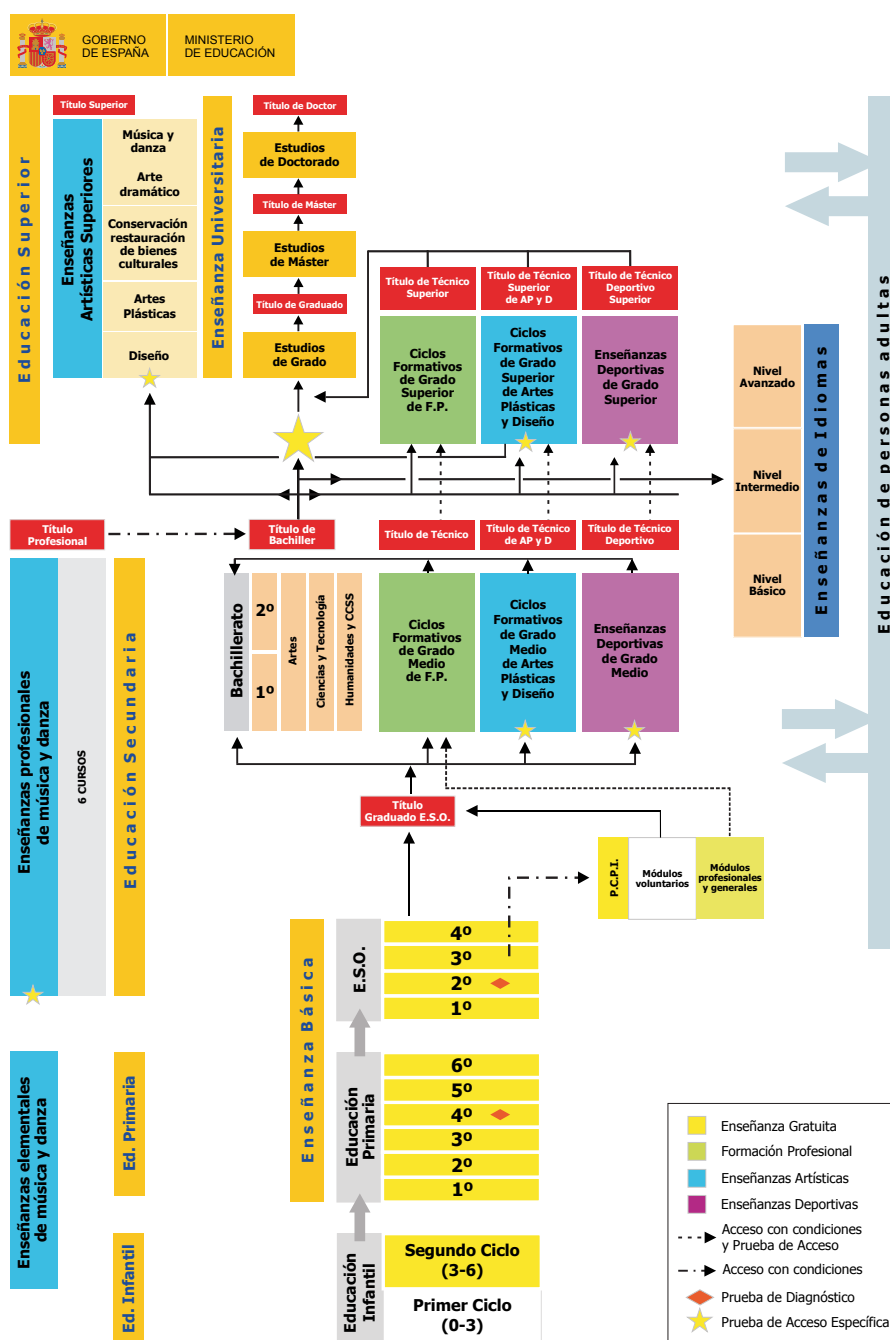
El Bachillerato forma parte de la educación secundaria postobligatoria y comprende dos cursos académicos. Se desarrolla en tres modalidades diferentes y se organiza de modo flexible, a fin de que pueda ofrecer al alumnado una

preparación especializada y acorde con sus perspectivas e intereses de formación o le permita la incorporación a la vida activa una vez finalizado el mismo.

Las modalidades del bachillerato son :

1. Artes.
2. Ciencias y Tecnología.
3. Humanidades y Ciencias Sociales.

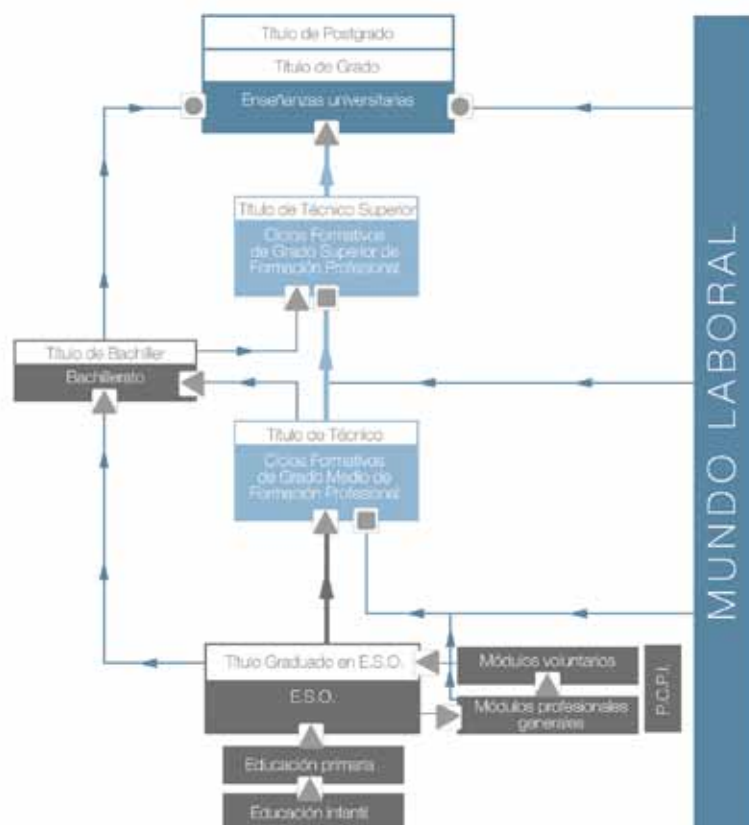
Gráfico del Sistema Educativo Español



[1] Las competencias básicas son aquellas competencias que debe haber desarrollado un joven o una joven al finalizar la enseñanza obligatoria para poder lograr su realización personal, ejercer la ciudadanía activa, incorporarse a la vida adulta de manera satisfactoria y ser capaz de desarrollar un aprendizaje permanente a lo largo de la vida :

1. Competencia en comunicación lingüística.
2. Competencia matemática.
3. Competencia en el conocimiento y la interacción con el mundo físico.
4. Tratamiento de la información y competencia digital.
5. Competencia social y ciudadana.
6. Competencia cultural y artística.
7. Competencia para aprender a aprender.
8. Autonomía e iniciativa personal.

LA FORMACIÓN PROFESIONAL EN EL SISTEMA EDUCATIVO



De acuerdo con la Ley Orgánica 2/2006 de Educación, **la Formación Profesional del sistema educativo** se define como un conjunto de ciclos formativos de grado medio y grado superior que propicia una mayor flexibilidad de acceso, promueve la integración de los diferentes subsistemas e impulsa el aprendizaje a lo largo de la vida.

El Real Decreto 1538/2006 define la Formación Profesional como el conjunto de acciones formativas que capacitan para el desempeño cualificado de las diversas profesiones, el acceso al empleo y la participación activa en la vida social, cultural y económica.

La formación profesional en el sistema educativo tiene por finalidad preparar a los alumnos y a las alumnas para la actividad en un campo profesional y facilitar su adaptación a las modificaciones laborales que pueden producirse a lo largo de su vida, así como contribuir a su desarrollo personal, al ejercicio de una ciudadanía democrática y al aprendizaje permanente.

La Formación Profesional comprende el conjunto de enseñanzas que, dentro del sistema educativo, capacitan para el desempeño cualificado de las distintas profesiones. En la actualidad, está compuesta por 148 títulos oficiales.

Acceso a la formación profesional del sistema educativo

El acceso directo a la formación profesional de grado medio exigirá estar en posesión del título de Graduado en Educación Secundaria Obligatoria y del título de Bachiller para el acceso a los ciclos formativos de grado superior.

También podrá accederse mediante una prueba de acceso de acuerdo con lo dispuesto en la Ley Orgánica de Educación 2/2006. Las pruebas de acceso a ciclos formativos de grado medio y de grado superior tendrán validez en todo el territorio nacional.

Los Subsistemas de la Formación Profesional

La Formación Profesional Inicial del Sistema Educativo y la Formación Profesional para el Empleo del ámbito laboral se complementan y reconocen mutuamente.

Estos dos subsistemas tienen en común la *unidad de competencia* que será también la base para la acreditación del aprendizaje adquirido por la experiencia laboral u otras vías no formales.

Los Programas de Cualificación Profesional Inicial

Los programas de cualificación profesional inicial están previstos para aquellos alumnos en riesgo de abandono escolar, que no han concluido la Educación Secundaria Obligatoria.

Tienen como finalidad contribuir al desarrollo personal y a la adquisición de las competencias necesarias para permitir la inserción socioprofesional del alumnado, facilitar la obtención de la titulación de Graduado en Educación Secundaria Obligatoria, así como el acceso a la educación y la formación a lo largo de la vida y potenciar el ejercicio satisfactorio de la ciudadanía democrática.

Se podrá incorporar a estos programas el alumnado mayor de dieciséis, y preferentemente, menor de veintún años, que no haya obtenido el título de Graduado en Educación Secundaria Obligatoria.

Excepcionalmente, tras la oportuna evaluación y con el acuerdo de alumnos y padres o tutores, la dicha edad podrá reducirse a quince años para aquellos alumnos y alumnas que, habiendo realizado segundo curso de Educación Secundaria Obligatoria, no estén en condiciones de promocionar a tercero y hayan repetido ya una vez en esta etapa.

Estos programas constan de dos tipos de módulos, los módulos obligatorios y los módulos voluntarios. Si los alumnos completan los módulos obligatorios, obtendrán un certificado de profesionalidad correspondiente a una cualificación profesional de nivel 1 del Catálogo Nacional de Cualificaciones Profesionales. Si, además, completan los módulos voluntarios, obtendrán su título de graduado en Educación Secundaria Obligatoria, permitiendo su plena reinserción en el sistema educativo

Los Títulos de Formación Profesional

El nuevo marco normativo ha hecho necesaria una nueva regulación de la ordenación de la formación profesional del sistema educativo, con el fin de que las nuevas titulaciones y las enseñanzas conducentes a las mismas respondan a las necesidades de la sociedad del conocimiento, basada en la competitividad, la empleabilidad, la movilidad laboral, y en el fomento de la cohesión y la inserción social, adaptándose a los intereses y capacidades de las personas.

Los títulos de formación profesional deberán responder a los perfiles profesionales demandados por las necesidades del sistema productivo. Dichos perfiles están determinados por la competencia general, las competencias profesionales, personales y sociales y por la relación de las cualificaciones y las unidades de competencia del Catálogo Nacional de Cualificaciones Profesionales incluidas en el título.

El Real Decreto 1538/2006 establece la estructura de los nuevos títulos de formación profesional, que tendrá como base el Catálogo Nacional de Cualificaciones Profesionales, las directrices fijadas por la Unión Europea y otros aspectos de interés social. Los títulos de formación profesional se ordenan en familias profesionales, y las enseñanzas conducentes a su obtención se organizan en ciclos formativos, en módulos profesionales asociados a unidades de competencia del Catálogo Nacional de Cualificaciones Profesionales y en módulos profesionales no asociados a dichas unidades.

Asimismo, en dichos módulos profesionales se incorporarán áreas prioritarias: tecnologías de la información y la comunicación, idiomas de los países de la Unión Europea, trabajo en equipo, prevención de riesgos laborales y otras que se contemplen dentro de las directrices marcadas por la Unión Europea; además, estas enseñanzas incluirán las competencias básicas que forman parte del currículo.

Los títulos de la formación profesional en el sistema educativo son el de Técnico y el de Técnico Superior.

Con el título de Técnico se puede acceder a Bachillerato.

Quienes estén en posesión del título de Técnico Superior de formación profesional, podrán acceder sin necesidad de prueba a las enseñanzas universitarias oficiales de Grado.

Los Certificados de Profesionalidad

Son competencia de la administración laboral, se gestionan a través de los Servicios Públicos de Empleo y su objetivo es la inserción laboral inmediata, respondiendo a las exigencias del Catálogo Nacional de Cualificaciones Profesionales.

Los títulos de formación profesional y los certificados de profesionalidad tienen carácter oficial y validez en todo el territorio nacional.

La organización pedagógica de la formación profesional inicial del Sistema Educativo

La Formación Profesional es un conjunto de ciclos formativos con una organización modular, de duración variable, constituidos por áreas de conocimiento teórico-prácticas en función de diversos campos profesionales.

Los ciclos pueden ser de Grado Medio y de Grado Superior. Las enseñanzas de formación profesional de grado medio forman parte de la educación secundaria postobligatoria y las de formación profesional de grado superior forman parte de la educación superior.

En la actualidad, hay 148 títulos que se organizan en 26 familias profesionales.

La duración de cada Ciclo Formativo es de 2000 horas. Los Ciclos Formativos no adaptados aún a la nueva normativa de desarrollo de la LOE (Ley Orgánica de Educación, 2006) tienen una duración variable que oscila entre 1300 y 2000 horas.

Una parte importante de estas horas de formación se realizan en la empresa, es decir, en un centro productivo donde los procesos de producción y de prestación de servicios se desarrollan en tiempo real.

Cada ciclo formativo cuenta con un número de módulos profesionales. Los módulos profesionales están constituidos por áreas de conocimiento teórico-prácticas, en función de las competencias profesionales, que incluyen las definidas en las unidades de competencia, las competencias sociales y las personales que se pretenden alcanzar. Estos módulos profesionales, según su naturaleza, están asociados o no a unidades de competencia del Catálogo Nacional de Cualificaciones Profesionales.

Con el fin de promover la formación a lo largo de la vida, las Administraciones educativas pueden organizar la

impartición de los módulos profesionales en unidades formativas de menor duración. Estas unidades pueden ser certificables. La certificación tiene validez en el ámbito de la correspondiente Administración educativa. La superación de todas las unidades formativas da derecho a la certificación del módulo profesional.

La formación relacionada con las áreas prioritarias se incorpora a los diferentes módulos profesionales.

El currículo de los ciclos formativos incluye un **módulo de formación en centros de trabajo** que no tendrá carácter laboral y del que podrán quedar exentos quienes acrediten una experiencia laboral relacionada con los estudios profesionales respectivos.

El módulo profesional de Formación en Centros de Trabajo tendrá las finalidades siguientes:

- Completar la adquisición de competencias profesionales propias de cada título alcanzadas en el centro educativo;
- Adquirir una identidad y madurez profesional motivadoras para el aprendizaje a lo largo de la vida y para las adaptaciones a los cambios de las necesidades de cualificación;
- Completar conocimientos relacionados con la producción, la comercialización, la gestión económica y el sistema de relaciones sociolaborales de las empresas, con el fin de facilitar su inserción laboral;
- Evaluar los aspectos más relevantes de la profesionalidad alcanzada por el alumno en el centro educativo y acreditar los aspectos requeridos en el empleo que no pueden verificarse por exigir situaciones reales de trabajo.

Con carácter general, el módulo profesional de formación en centros de trabajo deberá cursarse una vez alcanzada la evaluación positiva en todos los módulos profesionales realizados en el centro educativo, y por consiguiente, constituye el periodo final de la formación.

No obstante, y en función del tipo de oferta, de las características propias de cada ciclo formativo y de la disponibilidad de puestos formativos en las empresas, las Administraciones educativas podrán determinar otra temporalidad para el mismo.

Los ciclos formativos de grado superior incorporan además un **módulo profesional de proyecto**, que se define de acuerdo con las características de la actividad laboral del ámbito del ciclo formativo y con

aspectos relativos al ejercicio profesional y a la gestión empresarial.

El módulo tiene por objeto la integración de las diversas capacidades y conocimientos del currículo del ciclo formativo. Esta integración se concreta en un proyecto que contemple las variables tecnológicas y organizativas relacionadas con el título.

Centros que imparten formación profesional del sistema educativo

Las enseñanzas de formación profesional del sistema educativo podrán impartirse en los siguientes centros :

- a. Centros públicos y privados autorizados por la Administración educativa competente ;
- b. Centros de referencia nacional ;
- c. Centros integrados de formación profesional.

La Red de Centros de Referencia nacional

Los Centros de Referencia Nacional son aquellos centros públicos que realizan acciones de innovación y experimentación en materia de formación profesional, especializados en los diferentes sectores productivos, a través de las 26 familias profesionales. Los Centros de Referencia Nacional incluyen acciones formativas dirigidas a estudiantes, trabajadores ocupados y desempleados, así como a empresarios, formadores y profesores, relacionadas con la innovación y la experimentación en formación profesional.

Tienen entre sus fines, observar la evolución y las necesidades de cualificación del sistema productivo, y contribuir a la actualización y desarrollo de la formación profesional para adaptarla a dichas necesidades. Y también, aplicar y experimentar proyectos de innovación en materia de formación profesional en lo referido a la impartición de acciones formativas, información y orientación profesional, evaluación y acreditación de competencias profesionales.

Colaboran con las organizaciones empresariales y sindicales más representativas. Participan en programas e iniciativas internacionales en su ámbito de actuación y contribuyen al diseño y desarrollo de planes de perfeccionamiento técnico y metodológico dirigidos al personal docente o formador, expertos y orientadores profesionales, así como a evaluadores que intervienen en procesos de reconocimiento de competencias profesionales. Una relevante función es también colaborar en el procedimiento de evaluación y acreditación de las competencias profesionales.

La Red de Centros de Referencia Nacional es única y coordinada por la Administración General del Estado, con la colaboración de las Comunidades Autónomas y las organizaciones empresariales y sindicales más representativas que se articula a través del Consejo General de la Formación Profesional. La Red de Centros de Referencia Nacional proporciona cobertura a todas las familias profesionales en las que se estructura el Catálogo Nacional de Cualificaciones Profesionales, abarcando a todos los sectores productivos. Existirá, al menos, un Centro de Referencia Nacional en cada comunidad autónoma. También, en su caso, podrán existir Centros de Referencia Nacional en la Ciudad de Ceuta y en la Ciudad de Melilla. La creación de los Centros de Referencia Nacional o la calificación de los ya existentes, se realizará por convenio de colaboración con la comunidad autónoma en la que vayan a estar o estén ubicados. La titularidad de estos Centros es de la Administración autonómica o, en su caso, de la Administración General del Estado. En la consecución de los objetivos de cada Centro de Referencia Nacional podrán colaborar, como entidades asociadas al mismo, centros integrados, institutos o entidades de innovación educativa y entidades relacionadas con la innovación tecnológica del sector. Con una periodicidad de cuatro años, y teniendo en cuenta las evaluaciones anuales de las actuaciones de estos centros podrá revocarse, previo informe favorable del Consejo General de la Formación Profesional, la condición de los Centros de Referencia Nacional.

Cuentan con el personal necesario para realizar las acciones de innovación, experimentación y formación. Además de la Dirección y de la Secretaría del Centro, cuentan con Departamentos o Unidades con contenido propio, relativas a la observación e investigación, al desarrollo, innovación, experimentación y formación y, finalmente, a la acreditación y el reconocimiento de cualificaciones profesionales.

Los Centros integrados de Formación Profesional

El Gobierno de España, junto con las administraciones de las Comunidades Autónomas, pretende, durante los próximos años, proporcionar un gran impulso a los Centros integrados de Formación profesional. Los Centros integrados de formación profesional vienen funcionando en España desde el año 2006 y son aquellos que imparten todas las ofertas formativas referidas al Catálogo nacional de cualificaciones profesionales que conducen a títulos de formación profesional y certificados de profesionalidad.

Incluyen en sus acciones formativas las enseñanzas propias de la formación profesional inicial, las acciones de inserción y reinserción laboral de los trabajadores y las de formación permanente, dirigidas a la población trabajadora ocupada. Además, los Centros integrados incorporan los servicios de información y orientación profesional, así como la evaluación de las competencias adquiridas a través de otros aprendizajes o de la experiencia laboral.

Son públicos y privados y pueden ser de nueva creación o por transformación de algunos ya existentes. La Administración educativa, para transformar sus centros de formación profesional en centros integrados, deberá contar con la autorización de la administración laboral. Y viceversa.

Entre sus fines principales están :

- a. la cualificación y recualificación de las personas a lo largo de la vida, mediante el establecimiento de una oferta de formación profesional modular, flexible, de calidad, adaptada a las demandas de la población y a las necesidades generadas por el sistema productivo ;
- b. la contribución a la evaluación y acreditación de las competencias profesionales adquiridas por las personas a través de la experiencia laboral y de vías no formales de formación.

Es una función importante de los Centros integrados, además de la impartición de las acciones formativas que conducen a Títulos de Formación Profesional y Certificados de profesionalidad, desarrollar vínculos con el sistema productivo del entorno (sectorial, comarcal o local) en los ámbitos siguientes: formación del personal docente, formación de alumnos en centros de trabajo, orientación profesional, colaborando en la detección de las necesidades de cualificación y en el desarrollo de la formación permanente de los trabajadores. Y también tienen, entre sus funciones, impulsar y desarrollar acciones y proyectos de innovación y desarrollo, en colaboración con las empresas del entorno y los interlocutores sociales.

Disponen de autonomía organizativa, pedagógica, de gestión económica y de personal, de acuerdo con lo que establezca la Administración competente. Deben elaborar un proyecto funcional de centro en el que se establezca el sistema organizativo, los procedimientos de gestión, los proyectos curriculares del ciclo formativo, las programaciones didácticas y el plan de acción tutorial. Las administraciones educativas y laborales del

Estado y de las Comunidades autónomas, en su ámbito competencial, en colaboración con las organizaciones empresariales y sindicales más representativas, establecen un modelo de planificación común, de carácter anual o plurianual, para la red de centros integrados de su ámbito territorial.

Reconocimiento del aprendizaje no formal

El Real Decreto 1224/2009 de 17 de julio de reconocimiento de las competencias profesionales adquiridas por experiencia laboral, regula el procedimiento tanto para el ámbito educativo como para el laboral, de la evaluación y acreditación de las competencias profesionales adquiridas a través de la experiencia laboral o de vías no formales de formación.

El artículo 8 de la **Ley Orgánica 5/2002**, de 19 de junio, **de las Cualificaciones y de la Formación Profesional** establece en su apartado 2 que la evaluación y acreditación de las competencias profesionales adquiridas a través de la experiencia laboral o de vías no formales de formación tendrá como referente el Catálogo Nacional de Cualificaciones Profesionales y se desarrollará siguiendo, en todo caso, criterios que garanticen la fiabilidad, objetividad y rigor técnico de la evaluación. Indica asimismo que las competencias profesionales así evaluadas, cuando no completen las cualificaciones recogidas en algún título de formación profesional o certificado de profesionalidad, se reconocerán a través de una acreditación parcial acumulable con la finalidad, en su caso, de completar la formación conducente a la obtención del correspondiente título o certificado.

El Real Decreto 1538/2006, de 15 de diciembre, establece la ordenación general de la formación profesional del sistema educativo y el **Real Decreto 34/2008**, de 18 de enero, regula los certificados de profesionalidad, el procedimiento para evaluar y acreditar la formación adquirida y las cualificaciones profesionales que conforman las diferentes ofertas. Los citados reales decretos dan por concluidos todos los aspectos concernientes a la regulación necesaria para permitir el establecimiento del procedimiento y los requisitos para la evaluación y acreditación de las competencias profesionales adquiridas a través de la experiencia laboral, con el objeto de responder a las necesidades de la sociedad del conocimiento basada en la competitividad, la empleabilidad, la movilidad laboral y en el fomento de la cohesión y la inserción social.

A estos efectos, el Real Decreto 1224/2009 define el

procedimiento como el conjunto de actuaciones dirigidas a evaluar y reconocer dichas competencias, con la finalidad de :

- a. evaluar las competencias profesionales que poseen las personas, adquiridas a través de la experiencia laboral y otras vías no formales de formación, mediante procedimientos y metodologías comunes que garanticen la validez, fiabilidad, objetividad y rigor técnico de la evaluación ;
- b. acreditar oficialmente las competencias profesionales, favoreciendo su puesta en valor con el fin

de facilitar tanto la inserción e integración laboral y la libre circulación en el mercado de trabajo, como la progresión personal y profesional ;

- c. facilitar a las personas el aprendizaje a lo largo de la vida y el incremento de su cualificación profesional, ofreciendo oportunidades para la obtención de una acreditación parcial acumulable, con la finalidad de completar la formación conducente a la obtención del correspondiente título de formación profesional o certificado de profesionalidad.

LOS ORGANISMOS Y AGENTES IMPLICADOS EN LA EDUCACIÓN Y SUS COMETIDOS

El Estado

- Regula el sistema nacional de las cualificaciones y de la formación profesional. Determina las cualificaciones profesionales tomando como referencia los estándares ocupacionales del sector productivo.
 - Establece la estructura modular y los contenidos mínimos de los títulos de Formación Profesional de grado medio y de grado superior y de los certificados de profesionalidad.
 - Establece los requisitos mínimos de los centros de Formación profesional.
 - Define los estándares de evaluación de cada uno de los títulos de Formación Profesional y de los certificados de profesionalidad.
 - Homologa títulos y diplomas y convalida estudios (solamente expide títulos y diplomas en el ámbito de su competencia).
 - Impulsa y regula el sistema de reconocimiento y validación de la experiencia laboral y de los aprendizajes adquiridos por vías no formales de formación, con una importante colaboración de administraciones regionales y de agentes sociales.
- Desarrollan los currículos y los programas de la Formación Profesional en su territorio.
 - Crean y autorizan los Centros de Formación profesional en su territorio y contribuyen a su financiación.
 - Se ocupan de la administración y remuneración del personal y de la orientación y atención al alumnado.
 - Realizan la evaluación del alumnado.
 - Expiden Títulos de Formación profesional y Certificados de profesionalidad, con validez en todo el territorio nacional, pues se expiden en nombre del Jefe del Estado.
 - Participan en el de reconocimiento y validación de la experiencia laboral y de los aprendizajes adquiridos por vías no formales de formación.
 - Se ocupan de la formación del profesorado.

Las Comunidades Autónomas

- Poseen la titularidad administrativa de la educación en su territorio y, por tanto, la gestión global de la Formación profesional.

Los agentes sociales

- Colaboran con el Estado para el diseño de las cualificaciones, de los Títulos y Certificados de profesionalidad.
- Participan en el Consejo General de la Formación Profesional, órgano de participación y consulta para los asuntos relacionados con la formación profesional.
- Colaboran en la impartición del módulo « Formación en Centros de Trabajo ».
- Diseñan y realizan programas de formación continua.
- Impulsan el reconocimiento y validación de la experiencia laboral y de los aprendizajes adquiridos por vías no formales de formación.

LOS RESPONSABLES DE LA FORMACIÓN

Introducción

El modelo descentralizado de administración del sistema educativo español distribuye las competencias entre el Estado, las Comunidades Autónomas, las Administraciones Locales y los centros docentes.

El Estado tiene reservado el ejercicio en exclusiva de las competencias que velan por la homogeneidad y la unidad sustancial del sistema educativo y que garantizan las condiciones de igualdad básica de todos los españoles en el ejercicio de sus derechos educativos fundamentales, determinados por la Constitución.

Son, en su mayor parte, competencias de índole normativa para la regulación de los elementos o aspectos básicos del sistema, aunque también cuenta con otras de carácter ejecutivo.

A las Comunidades Autónomas les corresponden competencias normativas de desarrollo de las normas estatales y de regulación de los elementos o aspectos no básicos del sistema educativo, así como las competencias ejecutivo-administrativas de gestión del sistema en su propio territorio, con la excepción de las que están reservadas al Estado.



Los cometidos que la legislación encomienda a las corporaciones locales no les confieren la condición de Administración Educativa, pero reconocen su capacidad para cooperar con las Administraciones Estatal y Autonómica en el desarrollo de la política educativa. Los municipios cooperan con las Administraciones Educativas competentes en la creación, construcción y mantenimiento de los centros públicos docentes y en la realización de actividades o servicios complementarios. Asimismo, la participación municipal se realiza a través de los Consejos Escolares Autonómicos y en los Consejos Escolares de los centros.

El Ministerio de Educación es el órgano de la Administración Central del Estado encargado de la propuesta y ejecución de las directrices generales del Gobierno sobre la política educativa. Para ejercer estas funciones, el Ministerio se organiza en servicios centrales, que conforman la estructura básica, y servicios periféricos, a través de los cuales se gestionan las tareas en el ámbito regional y provincial.

En cada Comunidad Autónoma, la Administración Estatal cuenta con un órgano que vela por el cumplimiento de aquellos aspectos que le están reservados al Estado en materia de enseñanza. Este órgano es la Alta Inspección. El Ministerio actúa como Administración Educativa en las ciudades autónomas de Ceuta y Melilla.

Cada Comunidad Autónoma ha configurado su propio modelo de Administración Educativa, en unos casos como Consejería y en otros como Departamento, en respuesta a las funciones que han asumido y según los servicios que han recibido sus respectivos estatutos. No hay en todos los municipios una estructura organizativa encargada de las competencias educativas, aunque es habitual la existencia de Concejalías de Educación en los de mayor población.

El reparto de competencias entre los distintos niveles hace necesaria la coordinación entre las Administraciones Educativas para garantizar el adecuado desem-

peño de algunas funciones, tales como las decisiones de política educativa que afectan al conjunto del sistema y a la planificación general de la enseñanza o el intercambio de información para las estadísticas de la enseñanza, así como el desarrollo de la investigación educativa, la ordenación general y perfeccionamiento del profesorado y el registro de centros docentes.

El órgano encargado de facilitar la coordinación administrativa y el intercambio de información en cuanto a la programación general de la enseñanza es la Conferencia Sectorial de Educación, formada por los Consejeros de Educación de las Comunidades Autónomas y el Ministro de Educación. Su función es de carácter consultivo. Existen, además, otras comisiones de coordinación entre las Administraciones para diferentes cuestiones, como es la Comisión de Formación Profesional de la citada Conferencia Sectorial.

La inspección educativa

La inspección educativa en cada una de las provincias se ocupa, principalmente, de la supervisión y control, desde el punto de vista pedagógico y organizativo, del funcionamiento de los centros educativos así como de los programas que inciden en ellos. También tiene a su cargo la supervisión de la práctica docente. Participa también en la evaluación del sistema educativo y en el asesoramiento y orientación a los distintos sectores de la comunidad educativa.

Por lo que se refiere a la Formación en Centros de Trabajo, el papel de la Inspección educativa es, sobre todo, de supervisión y control: se ocupa de visar los programas formativos (su estructura, contenidos y cumplimiento de la reglamentación) y de velar por su cumplimiento.

La Unidad de Programas Educativos

La Unidad de Programas Educativos, como parte integrante de los servicios periféricos de la administración educativa en cada provincia, cuenta con un departamento de Apoyo a la Formación Profesional, que coordinará el diseño, seguimiento y evaluación de la Formación en centros de trabajo en los centros educativos de su ámbito de competencias.

El Director del Centro educativo

El centro educativo es responsable de la impartición de los módulos académicos de los diferentes ciclos y de facilitar y supervisar el módulo de Formación en Centros de Trabajo.

El director es un agente importante en el desarrollo de la formación. Ostenta la representación del centro y representa a la Administración educativa en el mismo. Dirige y coordina todas las actividades del centro. Ejerce la dirección pedagógica, promueve la innovación educativa e impulsa planes para la consecución de los objetivos del proyecto educativo del centro. Impulsa también la colaboración con las familias, con instituciones y con organismos que faciliten la relación del centro con el entorno, y fomenta un clima escolar para favorecer el estudio y el desarrollo de cuantas actuaciones propicien una formación integral en conocimientos y valores de los alumnos.

Se ocupa de firmar los convenios específicos de colaboración con los centros de trabajo y de dar a conocer a los miembros de la comunidad educativa los objetivos del centro para la realización de la Formación en Centros de Trabajo, las empresas o instituciones colaboradoras, los programas formativos establecidos, la participación del alumnado y la evaluación y seguimiento de los periodos formativos. Nombra también a los profesores-tutores de cada ciclo formativo.

El Jefe de Estudios

Se trata de una figura fundamental dentro de los centros educativos, que se ocupa de aspectos tales como la organización pedagógica y disciplinaria y coordina las actividades de los jefes de Departamento. Se ocupa también de coordinar y dirigir la acción de los profesores tutores, con la colaboración del Departamento de orientación y de acuerdo con el Plan de orientación académica y profesional y el Plan de acción tutorial. Coordina, por tanto, la labor de los profesores que se encargan de la Formación en Centros de Trabajo en cada departamento profesional.

El Jefe de Departamento de una familia profesional

Tiene una doble e importante función: coordina la programación de los ciclos formativos y colabora con el equipo directivo en el fomento de las relaciones con las empresas e instituciones que participan en la formación de los alumnos en el centro de trabajo.

El profesor-tutor de Formación en Centros de Trabajo

El tutor de FCT es el enlace principal entre el mundo educativo y el de la empresa, sin perjuicio de que un cierto número de responsabilidades formales residan en otras personas del centro, como puede ser la firma del

convenio específico de colaboración. Sus funciones son las siguientes :

- Determinar las condiciones del programa formativo genérico.
- Visitar las empresas del entorno.
- Conocer las condiciones tecnológicas de la empresa.
- Estudiar y acordar el programa formativo específico para cada alumno y empresa.
- Acordar con el tutor de la empresa los puestos formativos y el programa de actividades.
- Explicar a los alumnos las condiciones de la empresa (tareas y puestos de trabajo y Seguridad y Salud laboral del sector)
- Presentar a los alumnos en la empresa, visitarlos periódicamente y recibirlos en el centro educativo en el contexto de su acción tutorial.
- Estudiar el informe valorativo de la empresa y evaluar y calificar el módulo de Formación en Centros de Trabajo.

El tutor de la empresa

El tutor de empresa es una pieza fundamental en la programación de la Formación en Centros de Trabajo. Se responsabiliza de organizar el puesto formativo con los medios técnicos disponibles y con los fines propuestos en el programa formativo. Se encarga asimismo del seguimiento de las actividades del alumno. Todo esto implica que debe asumir una serie de funciones, tales como: dirigir las actividades formativas, orientar a los alumnos, valorar el progreso de los alumnos, programar actividades formativas, determinar el número de alumnos que pueden ser atendidos simultáneamente, resolver problemas técnicos o personales y cumplimentar los formularios de seguimiento. Para la evaluación del módulo profesional de formación en centros de trabajo, colaborará con el tutor del centro educativo.



LA ORGANIZACIÓN DE LA ESTANCIA

ANTES DE LA SALIDA A FRANCIA : IDENTIFICACIÓN, PREPARACIÓN Y MARCO

Es muy importante que todo el centro educativo sea partícipe del intercambio y de la relevancia que tiene, en la formación de sus alumnos, la movilidad. Por ello debe estar reflejada en el proyecto educativo de centro, como un elemento importante del mismo, la idea de la dimensión europea de la movilidad.

El proyecto educativo de centro es un documento obligatorio en todos los centros educativos españoles, donde queda reflejada la realidad social, económica y cultural del entorno, el perfil del alumnado y sus características, la definición de los fines educativos del centro, los criterios globales de intervención, y las prioridades educativas.

Es necesario que todos los sectores de la comunidad educativa estén implicados en el proyecto de movilidad, no solo los profesores directamente encargados del mismo, ya que la participación en este tipo de programas es un factor añadido de calidad que favorece la actuación y prestigio al centro.

Tiene que quedar plasmado en un documento que forme parte de la Programación General Anual el estudio concreto y pormenorizado del proyecto de movilidad especificando :

- Objetivos.
- Destinatarios.
- Preparación requerida: Dossier sobre el destino, nivel de conocimiento del francés, etc.
- Contactos :
 - Administración educativa española (CCAA o Dir. Prov. Ceuta y Melilla) ;
 - Centro de acogida francés ;
 - Padres ;
 - Alumnos.

Además esta implicación quedará manifiesta en una carta de compromiso que firme el Equipo Directivo en el

que se comprometa a colaborar en el impulso, gestión y difusión de los proyectos de movilidad.

Documentación

- Orientación para la realización de la FCT en Europa.
- Carta Europea de Calidad para la Movilidad.
- Carta de compromiso del centro educativo.
- Modelo de Convenio Centro Docente-Empresa.
- Relación de alumnos.
- Solicitud de autorización para la realización de las FCT fuera de España.
- Modelo de póliza de seguros.

Orientación para la realización de la FCT en Europa

Manual de orientaciones prácticas que deben conocer los participantes de los proyectos de movilidad antes de la realización de dicha movilidad.

> *Cf. Annexe : Orientaciones para realizar la FCT en Europa.*

La Carta Europea de calidad para la movilidad

Constituye el documento de referencia cualitativo de las estancias de educación y formación en el extranjero. Supone un complemento cualitativo de la Recomendación de 2001 relativa a la movilidad de los estudiantes, las personas en formación, los voluntarios, los profesores y los formadores, cuyo ámbito de aplicación comparte.

La Carta va dirigida a los Estados miembros y, en particular, a las organizaciones responsables de las estancias en el extranjero, y aporta orientaciones sobre las posibilidades de movilidad de los participantes, sean éstos jóvenes o adultos, con fines de aprendizaje o con otros fines, como la adaptación profesional, para favorecer su desarrollo personal y profesional. Al hacer participar

en mayor medida a las partes interesadas, se centra asimismo en la mejora de la calidad y de la eficacia de los sistemas de educación y formación.

> **Cf. Anexo :** *Carta Europea de calidad para la movilidad.*

Carta de compromiso del centro educativo

La carta de compromiso del centro educativo sería un documento en el que el Equipo Directivo del Centro se compromete a colaborar en la gestión de la realización de las FCT en Europa, en tareas tales como la selección del tutor en prácticas, de los alumnos participantes, en las tareas de información y difusión entre los alumnos del centro del programa de estancias FCT en Europa.

Modelo de convenio centro docente-empresa

Este documento suscribe un convenio de colaboración entre el centro educativo y la empresa para la realización de la formación en centros de trabajo que será firmado por el Director del Centro Educativo y el representante legal de la empresa colaboradora. Este convenio será vigente mientras no sea rescindido por ninguna de las partes y podrá aplicarse para todos los alumnos y alumnas del centro.

> **Cf. Anexo :** *Modelo de convenio centro docente - empresa.*

Relación de alumnos

En este documento aparecen reflejados los alumnos que van a realizar las FCT en una determinada empresa junto a la designación del profesor-tutor que llevará el control de éstas. Se firmará por el representante de la empresa y por el Director del Centro Educativo.

> **Cf. Anexo :** *Modelo de relación de alumnos.*

Solicitud de autorización para la realización de las FCT fuera de España

Los centros educativos deben remitir a las Delegaciones Provinciales una solicitud de autorización para realizar las FCT fuera de la provincia donde se encuentra el centro educativo. Esta solicitud se envía acompañada por el « programa formativo » de la FCT, un Informe Valorativo del Director del centro educativo y una justificación razonada por parte del profesor tutor del ciclo formativo.

Modelo de póliza de seguros

Los alumnos están cubiertos de riesgos de accidentes (mediante el seguro escolar) y de responsabilidad civil frente a daños a terceros (mediante una póliza de seguros adicional que suscriben las Administraciones educativas).

> **Cf. Anexo :** *Modelo de póliza de seguros.*

DURANTE LA ESTANCIA

Durante la estancia del alumno en la empresa, deberá realizarse una valoración de las actitudes, habilidades y conocimientos mostrados por el alumno en la realización de las diferentes actividades que ha desarrollado durante el período de prácticas.

Para ello, el centro deberá disponer de las siguientes herramientas :

DOCUMENTACIÓN

- Modelo de Informe Pedagógico de la estancia
- Modelo de Informe Financiero de la estancia
- Modelo de Cuaderno de Prácticas
- Modelo de Evaluación

Modelo de Informe Pedagógico de la estancia

El Informe pedagógico consistirá en un resumen de las actividades formativo-productivas junto a las actividades de evaluación que se realicen en la estancia.

Programa Formativo de la FCT

El Programa Formativo es un documento donde se concreta cómo se va a desarrollar y evaluar el módulo de FCT. Está constituido por un conjunto de actividades productivo-formativas que ha de realizar el alumno y por unos procedimientos de realización, seguimiento y evaluación. Este documento es elaborado por el tutor del centro educativo apoyado por el equipo educativo del ciclo formativo y debe ser consensuado entre el tutor del centro educativo y el tutor de la empresa. El Programa Formativo debe adecuarse a las características del alumno y el puesto de trabajo que va a ocupar en la empresa.

Modelo de evaluación

La hoja de evaluación se utilizará para evaluar el módulo profesional de FCT junto con el responsable del centro de trabajo, comprobando la evidencia de competencia mostrada por el alumno, teniendo en cuenta, entre otros, los encuentros periódicos entre ambos. Ambos deberán completar el Anexo IV (firmado por el Tutor del centro educativo y de la empresa) con la calificación de « Apto » o « No apto ».

> **Cf. Anexo :** *Modelo pedagógico.*

Modelo de Informe Financiero de la estancia

El informe financiero resume las responsabilidades que asumen en los gastos de la estancia tanto el centro educativo como la empresa o el organismo de acogida.

> **Cf. Anexo :** *Modelo financiero.*

Modelo de cuaderno de prácticas

La hoja semanal del alumno es una especie de “parte de trabajo” que el alumno va cumplimentando a medida que va ejecutando las diferentes tareas del Programa Formativo. Este documento puede ir englobado en un cuaderno de prácticas que servirá para informar del aprovechamiento de su formación en la empresa al profesor-tutor en el centro educativo.

> **Cf. Anexo :** *Modelo de cuaderno de prácticas.*

DESPUÉS DE LA ESTANCIA : VALORACIÓN DE LA EXPERIENCIA - DOCUMENTO DE MOVILIDAD EUROPASS

DOCUMENTACIÓN

- Europass : curriculum, movilidad y pasaporte de las lenguas.
- Modelo de Suplemento Europass a los títulos de Técnico y Técnico Superior.
- Memoria de la FCT.
- Informe de inserción laboral.

Europass : curriculum, movilidad y pasaporte de las lenguas

El documento de Movilidad Europass es un documento personal que registra un periodo de aprendizaje específico, seguido por su titular en un país europeo diferente al suyo, permitiendo comunicar mejor sus experiencias y, en especial, las competencias adquiridas.

La experiencia de movilidad está supervisada por dos centros asociados, uno en el país de origen y otro en el de destino, que definen entre ambos el objetivo, los contenidos y la duración de la experiencia ; El documento de Movilidad Europass está concebido para expedirse a toda persona que realice una experiencia de movilidad en cualquier país europeo, independientemente de su edad o nivel educativo.

Deben elaborar este documento los dos centros, origen y destino, implicados en el proyecto de movilidad concreto, en el idioma que convengan ambos con la persona interesada.

CV Europass

El Currículum Vitae Europass pone a disposición de los ciudadanos un modelo común para presentar de modo sistemático, cronológico y flexible sus capacidades, competencias, titulaciones y certificaciones. Es un nuevo sistema de ayuda al ciudadano creado por la Unión Europea en diciembre de 2004, referido a un marco comunitario único para la transparencia de las calificaciones y competencias. El modelo de currículum Europass tiene como objetivo facilitar la movilidad profesional por Europa, para que se puedan presentar las capacidades y cualificaciones personales de manera sencilla y fácilmente comprensible en toda Europa (Unión Europea, AELC/EEE y países candidatos) y desplazarse profesionalmente por todos ellos.

La principal diferencia del Curriculum Vitae Europass con los modelos de currículum tradicionales es la importancia que concede a las competencias profesionales, como la capacidad de comunicar o la de gestionar recursos.

> **Cf. Anexo :** CV Europass.

Movilidad Europass

El documento de Movilidad Europass es un documento personal que registra un periodo de aprendizaje específico, seguido por su titular, en un país europeo diferente del suyo, permitiéndole comunicar mejor sus experiencias y, en especial, las competencias adquiridas.

Por ejemplo, el periodo de aprendizaje puede incluir :

- las prácticas de trabajo en una empresa ;
- un curso académico como parte de un programa de intercambio ;
- un trabajo voluntario temporal en una ONG.

La experiencia de movilidad está supervisada por dos centros asociados, uno en el país de origen y otro en el país anfitrión, que definen entre ambos el objetivo, los contenidos y la duración de la experiencia; el país anfitrión elige a un tutor. Los centros pueden ser universidades, escuelas, centros formativos, empresas, ONGs, etc.

El documento de Movilidad Europass está concebido para expedirse a toda persona que realice una experiencia de movilidad en cualquier país europeo, independientemente de su edad o nivel educativo.

Deben elaborar el documento de Movilidad Europass los dos centros -nacional y anfitrión- implicados en el proyecto de movilidad concreto, en el idioma que convengan ambos con la persona interesada.

Pasaporte de lenguas Europass

El pasaporte de lenguas Europass permite presentar los conocimientos lingüísticos, se hayan adquirido o no en el marco de la enseñanza formal, aspecto vital a la hora de estudiar y trabajar en Europa, aunque no es un “documento acreditativo oficial”, ya que sólo organismos oficiales pueden acreditar los conocimientos de idiomas mediante una serie de pruebas o exámenes también oficiales.

El pasaporte de lenguas Europass está también diseñado para ayudar a los alumnos a reflexionar sobre los objetivos de su aprendizaje, a planificarlo y a aprender de

manera autónoma. Complementa al Currículo Vitae Europass y puede adjuntarse a éste.

El pasaporte de lenguas Europass forma parte del **Portafolio Europeo de las Lenguas** elaborado por el Consejo de Europa, que se compone de tres documentos (el Pasaporte de las Lenguas, la biografía y el dossier) y que utiliza los seis niveles europeos del Marco Europeo Común de Referencia para Idiomas como registro tipificado.

> **Cf. Anexo :** Pasaporte de lenguas Europass.

> **Cf. Anexo :** Niveles del Marco común Europeo de Referencia para las Lenguas.

Modelo de Suplemento Europass a los títulos de Técnico y Técnico Superior

Suplemento europass al título de técnico o certificado

Es un documento informativo e institucional destinado a fomentar la transparencia y la transferencia de los títulos y certificados profesionales. Sus objetivos son : Ampliar la información sobre el Título de Técnico de Formación Profesional o del Certificado de Profesionalidad, en términos de las competencias que desarrolla el titular, la gama de empleos accesible, los organismos de expedición y acreditación, el nivel del título o certificado, las distintas maneras de obtener el título o el certificado, los requisitos de entrada y las posibilidades de acceso al siguiente nivel de formación ;

Facilitar la comprensión a empleadores o instituciones de otro país del significado del título o certificado.

El Suplemento carece de valor para el reconocimiento o validación del título, que se realizará, en su caso, por los procedimientos legislativos establecidos por cada Estado miembro.

Suplemento europass al título superior

Es un documento informativo y personalizado adjunto al Título Universitario o al Título de Técnico Superior de Formación Profesional, que describe la naturaleza, el nivel, el contexto, el contenido y la normativa de la formación realizada por el titular. Además amplía información sobre los resultados obtenidos por cada titular y sobre el sistema nacional de enseñanza superior.

El Suplemento no sustituye ni da derecho al reconocimiento o validación formal del título, que se realizará, en

su caso, por los procedimientos legislativos establecidos por cada Estado miembro. Sin embargo, tiene como objetivo ampliar la información y facilitar una apreciación justa del título original, de modo que pueda ser útil para obtener el reconocimiento de las autoridades competentes, del personal administrativo de las instituciones de formación superior y de futuros empleadores.

> **Cf. Anexo :** *Modelo de suplemento Europass a los títulos.*

Memoria de la FCT

Es un documento en el que se detalla el desarrollo de las FCT con las incidencias que hayan podido surgir en su realización. El tutor-profesor de FCT elabora una

memoria sobre el desarrollo de la FCT de sus alumnos que irá incluida en una memoria global sobre las FCT realizadas por todos los alumnos del centro.

Informe de inserción laboral

Seis meses después de haber finalizado el módulo profesional de FCT, los tutores del centro educativo deben consultar a los alumnos cuál es su situación laboral para realizar un estudio sobre su inserción profesional. Estas consultas se realizan utilizando el Anexo IX y, en caso de que el alumno esté trabajando, se refleja el tipo de contrato, si ha sido contratado por la empresa donde realizó el módulo profesional de FCT, etc.

> **Cf. Anexo :** *Modelo de informe de inserción laboral.*

Anexos

Los anexos cuya lista figura más abajo se pueden consultar en la web del MENJVA:

<http://eduscol.education.fr/cid51747/presentation.html>

Cada documento se presenta en versión original acompañado de su traducción en la lengua del país asociado.

Herramientas para la movilidad utilizadas en Francia

Charte européenne de qualité de la mobilité

Carta europea de calidad para la movilidad

Modèle de convention de stage

Modelo de convenio de prácticas

Convention organisant la mise à disposition d'un apprenti travaillant en France auprès d'une entreprise d'accueil établie dans un autre état membre de l'union européenne

Convenio para organizar la incorporación de un aprendiz en actividad en Francia en una empresa instalada en otro estado miembro de la Unión Europea

Modèle de dossier de liaison

Modelo de documento de enlace

CV Europass

Curriculum vitae Europass

Europass mobilité

Documento de movilidad Europass

Passeport de langues Europass

Pasaporte de lenguas Europass

Cadre européen commun de référence pour les langues

Niveles del marco común Europeo de referencia para las lenguas

Herramientas para la movilidad utilizadas en España

Orientaciones para realizar la FCT en Europa

Orientations pour la réalisation de la formation en milieu professionnel en Europe

Carta europea de calidad para la movilidad

Charte européenne de qualité de la mobilité

Modelo de convenio centro docente - empresa

Modèle de convention établissement scolaire - entreprise

Modelo de relación de alumnos

Liste des élèves

Modelo de póliza de seguros

Modèle de contrat d'assurance

Modelo pedagógico

*Modèle de fiche pédagogique
(annexe pédagogique à la convention de stage)*

Modelo financiero

*Modèle de fiche financière
(annexe financière à la convention de stage)*

Modelo de cuaderno de prácticas

Modèle de cahier de stage

Curriculum vitae Europass

CV Europass

Documento de movilidad Europass

Europass mobilité

Pasaporte de lenguas Europass

Passeport de langues Europass

Niveles del marco común Europeo de referencia para las lenguas

Cadre européen commun de référence pour les langues

Modelo de Suplemento Europass a los títulos de Técnico y Técnico Superior

Modèle de supplément Europass au diplôme de technicien

Modelo de informe de inserción laboral

Modèle de fiche de suivi de l'insertion professionnelle de l'élève

